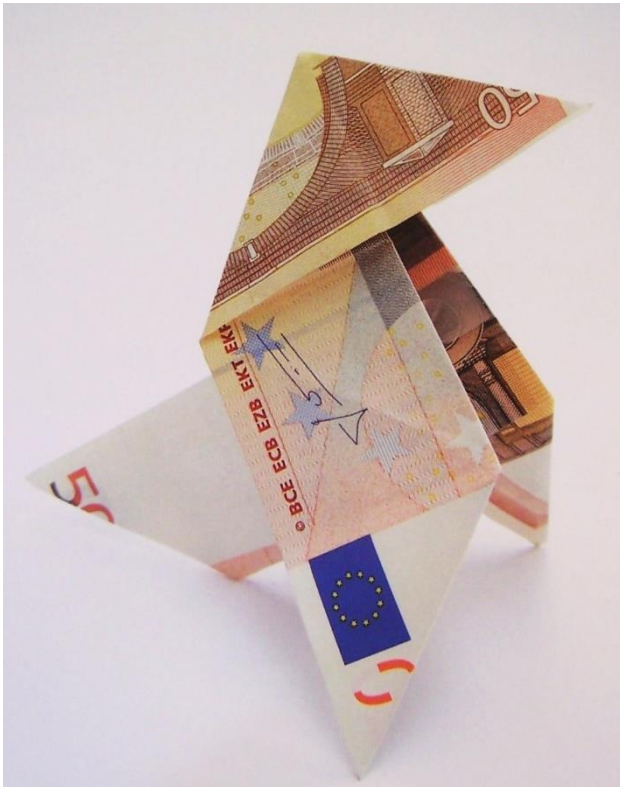


Le Porte-monnaie.

Une société sans argent ?....



Jean-François AUPETITGENDRE

Du même auteur :

- *La Commune Libre de Saint-Martin*, politique fiction, Les Éditions Libertaires, 2012, 261p.

- *L’Affaire Louis Roque*, roman historique, autoédition 2011, 364 p.

- *Généalogistes, anecdotes et professionnels*, co-auteur, éditions En famille, 2007, 123 p.

- *Le Vase d’Anduze*, de Laurent Tavès (co-auteur pour la recherche et la rédaction), 157 p.

- *Paroisse de Blannaves, histoire d’un peuplement rural*, autoédition, 2001, 146 p.

- Nombreux articles historiques dans *Cévennes Magazine*, revue du patrimoine, St-Hilaire de Brethmas, Gard (2000-2007), Parc National des Cévennes, Drac, etc.

Première édition papier aux Éditions Libertaires, 2013
Illustration de couverture : Atelier des Grands Pêcheurs

**JEAN-FRANÇOIS AUPE-
TITGENDRE**

Le Porte- monnaie

Une société sans argent ?

Ce livre a été écrit par Jacques Durieux, fils de Stéphane Durieux, le journaliste bien connu, à partir des carnets de notes de son grand-père, notaire sous l'Ancien Régime. Entre 2029 et 2040, cet homme avait consigné, au jour le jour, toutes ses impressions sur le passage de la société marchande à la société de l'accès. Retrouvés par hasard dans le tiroir secret d'un vieux meuble de bureau, ces carnets nous donnent une chronique locale et populaire d'une période difficile et trouble où tout était à reconstruire, souvent dans le doute, l'angoisse et la peur.

Jacques Durieux a fait là un remarquable travail de mise en récit, en respectant au plus près le ton, le vocabulaire, l'esprit de ces années difficiles. Les notes en bas de page insérées par l'auteur permettront au lecteur non spécialiste de l'Ancien Régime de comprendre le sens des mots et de ne pas faire d'anachronismes ou de confusions sémantiques. Son travail est aussi un hommage émouvant à tous ces hommes et femmes anonymes qui ont construit ce qui est devenu notre ordinaire en cette fin du XXI^e siècle.

Le point de vue historique particulier qui est donné par le regard de ce notaire de province, au départ peu enclin à accepter une telle révolution, fera sans doute sourire les plus jeunes. Ce vieux notaire nîmois observe essentiellement les habitants de son immeuble résidentiel, "La Faisanderie" et les clients des quelques bars du quartier qu'il fréquente. Mais Jacques Durieux a tenu à respecter cette vision du monde, sans commentaires ni censure, comme un témoignage tout autant historique des difficultés qu'ont connues nos ancêtres à intégrer la nouvelle donne dans leurs schémas de pensée. La seule modification que l'auteur s'est permise, a été de mettre en dialogue les comptes-rendus de conversations notés par son grand-père, de mettre à la forme

directe les commentaires sur ses contemporains et de supprimer l'ordre chronologique du récit pour alléger son texte, en faciliter la lecture. Sa rédaction quasi romanesque donne en effet au lecteur une perception plus claire et plus directe que ne l'aurait fait n'importe quelle thèse historique scientifiquement élaborée.

Les personnages centraux, ceux de l'immeuble de la Faisanderie, à Nîmes, sont :

Entresol : *M. Jean Mazaudier, menuisier, veuf.*

1^{er} étage droite : *M. Roger Berthier, ex commissaire de police, membre de la commission sécurité et sa femme.*

1^{er} étage gauche : *M^{elle} Martel, institutrice primaire et militante pour une éducation lente.*

2^{ème} étage droite : *M. Jacques Lavabre, mécanicien et sa femme*

2^{ème} étage gauche : *La famille Gaillard, père, fils, belle-fille et petit-fils (Virgile)*

3^{ème} étage droite : *M. Durieux, ex-notaire, sa femme Louise, et leur fils Stéphane.*

3^{ème} étage gauche : *M. Sylvain Tellier, ingénieur à la centrale électrique et sa femme.*

4^{ème} étage droite : *M. Albert Santini, délinquant professionnel, sa femme et son fils.*

4^{ème} étage gauche : *M. Florent Méjean, archéologue et sa femme.*



Lettre du notaire Durieux à son frère Robert, Nîmes le 29 juin 2029 :

« *Mon cher Robert,*

Depuis trois jours mon étude est fermée et malgré l'assurance de la mairie que notre subsistance sera normalement fournie, sans argent et sans commerce¹, je crains le pire à venir. A mon âge, je saurais bien supporter cette folie sûrement passagère, mais je m'inquiète pour Louise et pour Stéphane. Quel monde allons nous leur laisser !...

Quand tu me parlais de ta vision d'une économie durable et solidaire, j'étais loin d'imaginer que nous en arriverions à cette extrémité. Combien de temps et jusqu'où nos concitoyens ébranleront l'équilibre fragile que nos pères avaient établi au cours des siècles ? Le sais-tu toi-même ? Autour de moi, les gens s'agitent, se livrent à des actes de pillage comme aux temps les plus barbares. Ils semblent tous soudain pris d'un désir incontrôlable et frénétique de remettre en cause les certitudes les plus évidentes. Même notre calme immeuble de La Faisanderie est chamboulé. Deux propriétaires sont partis cultiver des terres en Cévennes. Un autre a disparu sans même emporter ses meubles. Des nouveaux ont pris place aussitôt et s'imaginent être chez eux de plein droit !

J'ai ouvert ce matin un cahier de notes dans lequel je vais consigner tout ce que je vois et entends. Cela ne sert à rien, je sais bien, mais cela apaise un peu les moments de colère et d'angoisse que je traverse en voyant cet épouvantable gâchis. Je reste persuadé que, dans quelques mois, nos gouvernants auront trouvé le moyen de rétablir une monnaie d'échange stable et fiable, des structures sociales adaptées au monde civilisé, des règles garantissant la propriété privée. Mais en attendant, il faudra survivre.

¹ **Commerce** : Terme générique désignant toute action de vendre ou d'acheter un objet, un service, une personne contre de l'argent. Le commerce prenait, à l'époque de la monnaie, une telle place dans la vie quotidienne et inspirait une telle considération que l'on disait de quelqu'un socialement bien adapté qu'il était d'un commerce agréable.

J'espère que ta propre situation, maintenant que tes livres d'économie ne se vendent plus et que tu as perdu ton poste de chercheur à la faculté, n'est pas trop critique. Si tu es en difficulté, n'hésite pas à descendre à la Faisanderie, Louise fait des prodiges d'ingéniosité pour nous procurer des repas convenables et le petit Stéphane sera ravi de te revoir. Ton frère fidèle et dévoué... »

Le petit Virgile Gaillard avait ramené de la plage une collection de coquillages et cherchait un étui pour les ranger, dans le fatras que son grand-père avait accumulé à la cave. Il adorait fouiller dans les grandes malles remplies d'objets hétéroclites et curieux. Il imaginait ses grands-parents coiffés de casquettes de base-ball, portant des jeans taille basse et ces étranges chaussures à grosses semelles multicolores. « *C'était des Nikes. On s'en servait pour courir, avait dit le Papy* », ce qui avait bien fait rire le petit. Il y avait donc eu un temps où Papy courait !...

Ce jour là, Virgile tomba sur un objet en cuir dont il ne comprenait pas l'utilité. En tirant sur un bouton pression, il s'ouvrait en deux. Des petites poches étaient alignées sur la partie droite et la partie gauche se déplaçait pour former une sorte de petite boîte. Au dos et sur toute la longueur, une autre poche devait servir à ranger des papiers.

- Papy, c'est quoi, ça ?

- Oh, c'est un porte-monnaie, fils. Tu n'as pas connu ça. On s'en servait à l'époque, pour mettre l'argent. Regarde : Les fentes de droite servaient à ranger les cartes de crédits, à gauche on mettait la monnaie et là derrière, c'était pour les billets. Ça servait à faire les courses².

Pour le gamin de sept ans à peine, cela faisait beaucoup de mots nouveaux à intégrer en une seule phrase : Monnaie, argent, crédit³, billets, courses... La disparition du système monétaire, du

² **Courses (faire les..)** : Expression utilisée jusqu'au début du 21^e siècle pour s'approvisionner. Le terme de courses montre en effet la nécessité qu'il y avait de courir pour satisfaire aux besoins essentiels.

³ **Crédit** : Facilité de paiement accordée par une banque ou un commerçant pour inciter à la consommation. Le prix d'un objet était payé en plusieurs mois ou années moyennant un intérêt qui pouvait doubler ou tripler le prix

commerce, du salariat, datait de plusieurs années avant la naissance de Virgile et beaucoup de mots utilisés par Papy étaient tombés en désuétude. Quand il disait “viens, je te paye à boire” cela étonnait l’enfant. Ses parents disaient “je te donne” mais jamais “je te paye”. Des fois, il disait des phrases bizarres : *Ça doit coûter bonbon ce machin là... Ça ne vaut pas un rond... Un jour ou l’autre, faut passer à la caisse... Tout travail mérite salaire... Il ne faut pas perdre sa vie à la gagner... Il faudrait leur rendre la monnaie de leur pièce...Celui là, c’est le genre t’as pas cent balles...*

Souvent le père s’interposait entre l’enfant et son grand-père.

- Fais donc attention à ce que tu dis, vieux réac. Tu vas lui mettre de drôles d’idées dans la tête...

- Mais, ce sont des expressions. Quand tu dis qu’Untel a passé l’arme à gauche, est-ce que tu penses vraiment que ses insignes vont passer de l’autre coté de son blason comme l’explique l’héraldique ? Est-ce que tu te réclames de la féodalité ?

- Non, mais notre système est encore fragile et le monde rempli de vieux croustons qui cherchent à réintroduire des monnaies alternatives. Virgile, c’est la première génération qui n’aura pas connu le commerce et il faut extirper de leurs têtes toutes références à l’ancien temps.

- Eh fils, tu te rappelles tout de même que j’étais à Paris quand on a pris la Bourse. Toi, tu as hésité à me donner ton livret d’épargne pour que je le brûle ce jour là.

- J’étais jeune et je croyais que c’était trop tôt, que vous alliez vous faire avoir, comme les fois précédentes...



« Nîmes, mercredi 27 juin 2029 : Je suis passé au Gambrinus ce soir. La folie la plus extrême y règne. *Il était impossible de suivre les informations tant les commentaires allaient bon train. Je suis rentré à la maison de suite et j'ai allumé le poste... »*

Au café Gambrinus, les habitués du soir sirotaient leurs pastis en commentant les nouvelles diffusées par la télévision. La dernière crise financière avait mis le feu aux poudres, entraînant le Monde dans un effet domino incontrôlable. Les reporters montraient avec complaisance tous ces retraités de Californie, Floride, Grande-Bretagne, Australie, qui n'avaient d'autres ressources que les fonds de pension. Ils s'étaient retrouvés du jour au lendemain sans aucun revenu. Un commentaire tout aussi morose décrivait les multiples emplois services, créés pour combler le gouffre abyssal du chômage⁴, et qui avaient sombré avec les systèmes de retraites⁵ par capitalisation. L'envolée des prix des matières premières, en conjonction avec le pic pétrolier depuis longtemps prévu, jetait quelques millions de chômeurs supplémentaires dans les rues, principalement dans les industries lourdes. Même les pays à forte protection sociale comme la France, la Suède, l'Allemagne, avaient dû peu à peu déréguler

⁴ **Chômage** : Terme désignant jadis la situation d'un salarié privé d'emploi, en inactivité. Le mot a disparu avec l'abolition du salariat et ne subsiste que sous la forme du mot argotique *chômeur*, qualifiant celui qui ne sait pas comment utiliser son temps.

⁵ **Retraite** : Lieu où l'on se retire pour ressourcement, repos ou plaisir. Sous l'Ancien Régime, il désignait la somme d'argent allouée aux vieux travailleurs pour leur permettre de survivre sans activité professionnelle.

pour résister au dumping social généralisé. Les fonctionnaires⁶ n'étaient plus payés qu'un mois sur deux, les allocations de retraite, chômage, d'aide aux familles, avaient fondu à vue d'œil. Les grandes places financières, de New-York à Tokyo, de Stockholm au Cap, tournaient à vide dans un affolement total, les bulles spéculatives éclatant les unes après les autres. Le recours aux CDS⁷ s'était développé jusqu'à l'absurde, et avait brouillé toute appréhension des marchés, pour le commun des mortels certes, mais aussi pour la plupart des politiques au pouvoir.

Les tentatives de dévaluations monétaires de certains pays, organisées pour relancer l'exportation et rééquilibrer les balances commerciales, ne servaient plus qu'à déplacer le problème à court terme. Quoique les économistes⁸ proposent, le phénomène se répandait mondialement et s'autoalimentait. La demande des biens les plus fondamentaux excédant l'offre, les prix s'envolaient et chaque effort pour combler le déficit n'avait d'autre effet que de mettre en place la hausse suivante. La ruée vers les valeurs refuges, y compris sur les places boursières, provoquait inévitablement la chute de la monnaie sur le marché des changes, accentuait la hausse des prix de l'importation, renforçant ainsi l'inflation. Les journaux satiriques ne représentaient plus l'économie mondiale que sous la forme d'un chien galeux et pelé se mordant la queue !

⁶ **Fonctionnaire** : Personne missionnée pour une fonction particulière dans un temps donné. Anciennement, personne payée par l'Etat pour une tâche particulière.

⁷ **CDS** : Les Crédits Défaut Swip, étaient des sortes d'assurances contre les défauts des obligations. Dès le début du siècle, il fut possible de racheter ces assurances sans pour autant posséder les obligations. L'intérêt majeur des possesseurs de CDS était donc de voir l'obligation d'origine s'effondrer, y compris pour les dettes souveraines, ce qui entraîna les faillites successives de nombre de gouvernements.

⁸ **Economiste** : Sous l'Ancien Régime, ce terme désignait les personnes ayant la connaissance des rouages de la circulation monétaire. Leur incapacité à prévoir la crise de 29 fut l'aboutissement logique de leur tendance à prendre leurs analyses pour des données scientifiques. De ce fait, ce terme désigne ironiquement aujourd'hui une personne prenant ses croyances pour des réalités.

Soir après soir, les clients du Gambrinus attendaient avec résignation l'annonce d'une nouvelle catastrophe, d'une mesure d'urgence ou d'un licenciement massif.

- Là, on est dans la merde, les gars. Sarko II a beau nous dire qu'il a la situation en mains et qu'il voit le bout du tunnel, la facture va être lourde...

- Ils disent tous la même chose, commenta le vieil immigré grec. Hier, sur le câble, j'ai entendu notre premier ministre dire : *Imaste se kalo dromo !* Vous savez ce que cela veut dire, chez nous ? *Nous sommes sur la bonne voie !* Il faut tout de même un sacré culot...

- Ce n'est pas la première crise, Messieurs, et nous en sortirons comme toujours. Après la crise des subprimes en 2008, celle de la dette grecque en 2011, celle de la chute de l'euro en 2017, celles des faillites chinoise et allemande en 2021, les mêmes causes produiront les mêmes effets. Les plus pauvres vont payer au prix fort l'essence pour leurs voitures, les riches qui la leur vendent seront encore plus riches. Il faut juste espérer qu'ils ne nous inventent pas une nouvelle guerre pour relancer l'économie et réduire la population mondiale...

Cette vision optimiste fut, ce soir là, stoppée net par un flash spécial. Le grand saut dans le vide venait d'arriver du Brésil où la famine sévissait gravement. Le pari sur l'agro-carburant, les OGM et la chimie, avait rendu la majorité des terres improductives. La monnaie, dévaluant de cinquante pour cent chaque mois, avait cessé de servir de moyen d'échange et le moindre morceau de viande se troquait contre n'importe quoi, sauf de l'argent. L'hyperinflation échappant à tout contrôle, la première manifestation de rejet du vieux système fut spectaculaire. Des milliers de gens arrivaient de partout avec des brouettes de billets, de titres, d'actes de propriété et les brûlaient devant le Ministère des finances. Les images, tournées par les manifestants eux-mêmes et immédiatement mises en ligne sur Internet, étaient retransmises simultanément par les télévisions du monde entier. Comme le Brésil était devenu le principal investisseur en Afrique, l'Afrique le principal importateur des produits chinois et la Chine le propriétaire des trois quarts de la dette américaine, la planète s'embrasait.

Ce soir-là, au Gambrinus, les clients restèrent longtemps devant l'écran. L'émission du soir avait été supprimée et les flashes spéciaux se succédaient. En quelques heures, les mêmes actions se propageaient de pays en pays, avec à chaque étape un pas de plus franchi.

Tout le monde se demandait comment ces actions avaient été coordonnées, toutes dans la même journée et toutes avec le même objectif, s'attaquer à l'argent !

A Paris, les manifestants investissaient la Bourse, en chassaient tous ses occupants, démantelaient proprement les bureaux, les vidant de leurs ordinateurs et, pour plus de sûreté, coupant le bâtiment du réseau électrique. A Madrid, c'est le gouvernement lui-même qui avait été prié de quitter les lieux et de laisser la place à des gouvernements de province. A Londres, les manifestants n'eurent même pas à se déplacer. Des hackers géniaux utilisèrent un logiciel abreuvant la Bourse de millions de fausses demandes de transactions. Le serveur du London Stock Exchange, complètement saturé, devint rapidement inutilisable par les traders.

En Afrique, l'idée de reprendre possession de tout ce qui était sur le territoire se répandait à grande vitesse : les mines sous contrats avec l'étranger, les terres achetées par le gouvernement chinois, les ports qui servaient à un import-export depuis longtemps au seul bénéfice de grands financiers internationaux... Depuis trop longtemps, la dette des pays africains, rachetée plusieurs fois par des compagnies privées dites "vautours", avait donné le contrôle total de l'économie aux puissants investisseurs qui forçaient les gouvernements à privilégier l'exportation au dépend de l'autosuffisance alimentaire. *L'Afrique aux Africains, la terre aux paysans*, entendait-ton partout.

En Chine et en Inde, l'immense exode rural qui avait démesurément gonflé les villes, était annoncé dans l'autre sens. Les terres divisées en lopins proportionnels aux familles ou aux groupes qui en feraient la demande, devaient être transformées en unités de productions autonomes. Partout, des comités locaux constitués de paysans ayant fait leurs preuves, se mettaient en place pour déterminer les surfaces attribuables en fonction de la qualité de la terre, du climat, de l'altitude etc. Chaque unité devait donc avoir une valeur productive égale et nul ne pourrait jalouser la parcelle du voisin. Les réserves en eau seraient, paraît-il, pareillement réparties.

Dans les pays du Nord de l'Europe, les petits commandos de manifestants s'attaquaient directement aux institutions axées sur la propriété. Les brevets, droits d'auteurs, copyrights et autres freins aux partages et dons des richesses, étaient purement et simplement déclarés abolis. On annonçait un peu partout que les services d'impôts, de taxes, de douanes, seraient supprimés, les parasites non

productifs tels que l'armée, la police, la justice, seraient limités à de petits organismes locaux constitués de volontaires.

Alors que tous les spécialistes affirmaient de façon péremptoire que ces idées révolutionnaires, circulant depuis longtemps sur Internet, mettraient des décennies à se mettre en place, si toutefois une grande majorité de la population mondiale en exigeait l'application, que cela se ferait dans la douleur et la violence, il semblait bien que quelques jours suffiraient pour que la manifestation brésilienne contamine la planète.

Au Gambrinus, les pour et les contre, les doux et les virulents, les conservateurs et les progressistes, tous étaient pour une fois d'accord, cette nuit du mercredi 27 juin 2029 était historique et quelque chose de grave se jouait de par le Monde. Nul ne comprenait bien pourquoi cette fois c'était différent, jusqu'où iraient les manifestations, mais tous avaient conscience qu'un tel mouvement, sur une si grande échelle, aussi spontané que le "Oh" d'une foule devant le bouquet final d'un feu d'artifice, oui, un tel mouvement était historique et personne ne songeait à quitter l'écran des yeux, de peur de perdre un instant magique de l'embrasement. On ne parlait plus, on ne commentait plus, on n'avait plus d'avis autorisé, on attendait, le verre à moitié plein, la tête et les yeux tendus vers le vide sidéral que l'on trouverait demain...

Pas plus que la chute du mur de Berlin ou que la révolte de mai 68, personne n'avait prévu la crise de 2029. Les experts, à longueur de chroniques savantes, avaient annoncé des mesures radicales, une reprise inévitable de la croissance, la sortie du tunnel par une saine moralisation du capitalisme. Coincés dans leur schéma classique de pensée, obnubilés par les sacro-saintes lois du marché qui leur avaient été enseignées, ils n'avaient jamais imaginé une telle monstruosité : la mise à sac des fondements mêmes de toutes leurs certitudes, et par des gens ignorants jusqu'à la différence entre l'inflation et la dévaluation...

Les politiques qui n'avaient pour seuls conseils que lesdits experts, n'avaient pas d'autres propositions à faire qu'une gestion rigoureuse de la crise. Mais la rigueur, comme toujours, s'appliquant essentiellement au petit peuple et préservant soigneusement les avantages des puissants, seuls capables de créer de la richesse, et de surcroît, bailleurs de fonds des experts, le cercle vicieux "Puissants-experts-politiques" avait fonctionné depuis des siècles et nul ne doutait qu'il trouverait une fois de plus une issue raisonnable. Pour tous

ces gens, il paraissait évident que le capitalisme était exempt du cycle de naissance, croissance et mort, et ils ne se posaient même pas la question de savoir d'où leur venait cette certitude. Les rares ayant annoncé la fin d'une longue époque historique, l'avaient fait en des termes trop vagues ou trop alarmistes pour être entendus.

La gauche révolutionnaire, elle-même engoncée dans sa tradition marxiste, dans ses luttes sociales et syndicales, incapable de dépasser le traumatisme de l'effondrement de tous les gouvernements populaires, s'agitait d'autant plus bruyamment qu'elle ne croyait plus elle-même à ses propres revendications. Seuls les anarchistes semblaient avoir fait la bonne analyse et apporter une alternative crédible. Malheureusement, broyés par la puissance du pouvoir médiatique, ils n'avaient jamais réussi à se défaire de l'image de violence, de chaos, d'individualisme forcené qu'on leur avait collée sur le dos depuis si longtemps. Confinés dans des actions locales et circonstanciées, ils n'avaient jamais réussi à faire passer au niveau du grand public la valeur symbolique de certaines de leurs luttes, leur pouvoir prédictif sur les problèmes liés à la propriété privée, le monopole industriel, l'argent et le pouvoir centralisé.

La manifestation de Rio, avec son immense feu de joie alimenté de kilos de billets de banque⁹, surprit tout le monde, des plus conservateurs aux plus révolutionnaires et nul ne pouvait attribuer à quiconque cet acte fondateur, aussi porteur d'espoir et de symboles que la prise de la Bastille ou la marche du sel de Gandhi...



⁹ **Banque** : Sorte de table allongée et haute séparant le donneur du demandeur dans un service d'approvisionnement. Jusqu'en 2029, ce terme désignait un établissement financier regroupant les avoirs des particuliers pour les faire fructifier et les investir. Ces établissements se rendirent coupables de tant de malversations et d'injustices qu'ils furent supprimés dès le mois de juillet 2029.

« Mardi 3 juillet 2029 : Mon frère Robert est encore plus fou que je ne le pensais. Il a fait une intervention à la télévision et a donné toutes les indications nécessaires aux manifestants pour investir les institutions les plus directement liées à l'argent. Après avoir été écarté des médias pour ses positions extrémistes, il reprend une place importante. Il s'est accoquiné avec ce philosophe athée et vaguement anarchisant, spécialiste des "dérives démocratiques" ! Quand le pouvoir s'affaiblit, les esprits tordus fleurissent... »

Ce n'est qu'après plusieurs jours de folie que les grands esprits commencèrent à se manifester et à donner des explications, des prédictions, des avis en tous genres. L'une des déclarations la plus écoutée fut sans aucun doute celle du philosophe Henry qui exhorta les Français à garder leur sang froid et à reconstruire une société enfin juste. *« Nous sommes tous collectivement responsables du naufrage de la société capitaliste à laquelle nous avons tous participé peu ou prou, à des degrés divers... »*. Il fit un parallèle intéressant avec la montée du nazisme et son horrible aboutissement des chambres à gaz. *« Qui a été condamné pour ces crimes contre l'humanité et au nom de quoi ? Une poignée de bureaucrates qui tous se retranchaient derrière l'obéissance à une autorité supérieure, le morcellement d'une chaîne de responsabilité dont ils n'étaient qu'un maillon et dont ils ne voyaient ni l'enjeu ni le résultat. Pour le capitalisme, la société de consommation, la spéculation,*

tion¹⁰ financière, c'est exactement la même chose. Qui peut se vanter d'avoir résisté jusqu'au bout de ses possibilités à tous les avantages que cette société nous procurait ? Qui a senti venir cette crise et en a compris les enjeux suffisamment tôt ? Qui n'a pas accepté de petits arrangements avec la démocratie, la justice, les libertés en se disant, ce n'est pas grave, c'est un détail, l'enjeu ne vaut pas le combat ? Lors de la guerre de 39-45, le cheminot en partance pour un camp de la mort ne faisait que conduire un train, la sentinelle ne faisait que surveiller un poste, le bureaucrate répondait à un problème technique de déplacement de population etc. Pour nous tous, il en a été de même. Qui s'est soucié de ce que faisait son banquier avec son petit placement à 2% ? Qui s'est inquiété d'un rachat d'usine en Afrique par un groupe français ? Qui s'est interrogé sur le rôle joué par l'ENA et ses énarques¹¹ ? Qui s'est demandé si sa petite voiture était un droit ou une insulte aux millions d'affamés ? Qui s'est of-fusqué qu'un bon repas dans un restaurant équivaille à un mois de survie pour un autre ?... »

Le philosophe Henry fit beaucoup pour que les banquiers, les spéculateurs, les politiques ne finissent pas au bout d'une corde ou la tête plantée sur une pique. Mais surtout, il renversa le sentiment de culpabilité collective en occasion de résilience. Nous étions tous coupables de ce qui arrivait, comme nous serions coupables demain si cette Révolution avortait ou sombrait dans la barbarie.

L'économiste Robert Durieux, qui avait été depuis longtemps écarté de tous les débats publics en raison de son "catastrophisme", retrouva la fougue de sa jeunesse. Loin de se prévaloir de la réalisation de la plupart de ses prédictions, il expliqua avec beau-

¹⁰ **Spéculer** : Action commerciale consistant à acheter à bas prix un objet à celui qui en a besoin pour le revendre plus cher à celui qui n'en a pas besoin. Le bénéfice réalisé au passage par la *spéculation* s'appelait la *plus-value*. Cette action hautement immorale a été considérée comme inévitable jusqu'à la grande crise. Aujourd'hui ce terme désigne une interrogation, une hypothèse de travail que l'on pose pour réfléchir à un problème intellectuel.

¹¹ **Enarque** : Personne ayant été formée par l'Ecole Nationale d'Administration et qui occupait un poste important dans l'organisation de l'Etat. Formatés par un discours abscons et une pensée quasi religieuse sur le néolibéralisme, les énarques ont constitué le dernier rempart de la société financiarisée et mondialisée.

coup de clarté que la fin de l'argent n'était pas la fin du Monde mais bien l'occasion de modifier radicalement les rapports sociaux, le seul moyen de réaliser vraiment ce qu'avaient rêvé nos ancêtres de 1789 avec leur Liberté, Egalité, Fraternité. Non seulement la prise de pouvoir sur les places boursières et le *brûlement* des billets n'étaient pas une folie mais, selon lui, il fallait traquer tous les aspects de l'organisation sociale se référant à l'argent. C'est lui le premier qui signala les organismes chargés de protéger la propriété industrielle, les droits d'auteurs et les brevets. Il suggéra, dès les premiers jours aux manifestants, d'assiéger tous ces organismes servant à monopoliser le savoir de l'humanité et de convaincre leurs employés de sauvegarder l'ensemble de ces archives pour les mettre à la disposition de tous. Sans cette précaution judicieuse, il y a fort à parier que des tonnes de brevets industriels, avec plans, modes d'emplois et notices techniques auraient disparu dans les flammes, avec les billets et les livrets d'épargne.



« Samedi 7 juillet 2029 : Je suis passé au Gambrinus ce matin et c'est la folie la plus totale. Il paraît qu'au Jaurès il en va de même. Je ne sais pas si les gens se rendent bien compte de ce qui est en train de se passer. Depuis que cette idée de supprimer l'argent se propage dans le Monde entier, j'écoute ce qui se dit dans la rue et les cafés et je trouve mes concitoyens inconscients ou stupides. L'argent est tellement évident que l'on n'y réfléchit pas, comme l'air que l'on respire, comme l'éternelle succession des jours et des nuits. C'est pourtant la base de toute notre société, la clef de voûte, le ciment sans lequel rien ne tient debout. Le réveil de tous ces malheureux entraînés dans le chaos par des intellectuels comme mon frère, va être terriblement douloureux... »

Au lendemain du 27 juin 2029, tous les clients du Jaurès se retrouvaient devant le petit écran, leur petit noir à la main, inquiets, enthousiastes, scandalisés, abattus ou fous d'espoir selon leur caractère, mais tous impatients de connaître la suite de l'extraordinaire tsunami de la veille. Les résultats sportifs ou les clips qui passaient en boucle le matin, étaient remplacés par la chaîne d'information et les interventions des politiques alternaient avec les micros-trottoirs et les flashes des correspondants à l'étranger.

- En un jour et une nuit, le peuple a enfin atteint le dragon au cœur, disait Pablo avec sa fougue et son accent espagnol. C'est fini l'argent, vous verrez qu'ils n'arriveront plus à le rétablir. Et c'est avec ça qu'ils nous tenaient. La carotte et le bâton... Sans argent, plus de riches, et sans riches, plus de pauvres, et sans les différences de richesse, plus de pouvoir possible des uns sur les autres !

- Tu rêves, Pablo. Ils vont trouver un système quelconque, changer de monnaie, réorganiser les banques et les bourses autrement...

C'est impossible une société sans argent, sans échanges, sans commerce. Quand tu voudras acquérir une voiture, tu vas l'échanger contre des kilos de confitures ? Quand tu auras besoin du plombier pour réparer ton robinet, tu vas le payer comment ? Ce sera si compliqué que l'on reviendra tôt ou tard à la monnaie.

- Je ne rêve pas du tout. Il y a longtemps que les anarchistes parlent d'une société sans argent, **d'une Société du Don**. Et nous les Espagnols, on s'y connaît question anarchie !

- La société bidon, tu dis ? Eh ben, on n'est pas dans la merde !...

- Règle ton sonotone, le vieux. J'ai dit *société du Don*, pas *bidon*. L'argent n'est pas une nécessité, c'est une invention de l'homme pour créer artificiellement la suprématie des uns sur les autres.

- En attendant, il va falloir que l'on bouffe, dit Louis. Sans argent, le supermarché ne va pas nous faire crédit. Lui-même ne sera pas livré par les grossistes. On va droit vers un merdier pas possible pour trouver de quoi se nourrir, je vous le garantis. Et si nous étions moins cons, au lieu d'écouter ces fantaisistes qui nous expliquent pourquoi ils nous ont mis dans la merde et comment ils vont nous en sortir, on ferait mieux de courir faire des razzias sur tout ce qui peut se bouffer. Qui m'aime me suive !...

La moitié du café Jaurès se rallia à Louis et il est bien probable qu'une bonne partie des clients du Gambrinus, du Bar du Commerce ou des Amis en firent autant. Dans les cinq hypermarchés de la ville, la foule se pressait devant les portes avant même l'ouverture. Plus un chariot n'était disponible. Même les soldes les plus monstrueuses n'avaient jamais réussi à attirer tant de monde. Les bousculades dans les rayons donnèrent la mesure de la panique qui s'était emparée des gens. Toute politesse, tout savoir vivre avaient disparu et les plus vieux n'étaient pas les moins agressifs. Tous ces gens pourtant bien civilisés, bien policés par des décennies d'abondance et de sécurité, avaient perdu toute dignité. Et c'était souvent les mêmes qui s'étaient gaussés de ces sauvages qu'ils avaient vu à la télévision se battre pour un bol de riz, dans les reportages sur les distributions d'aides alimentaires, en Afrique ou en Asie. En deux heures, il n'y avait plus ni sucre, ni pâtes, ni huile dans les magasins. Les caissières et les vigiles¹² débordés, finirent

¹² **Vigile** : Garde privé servant à protéger les biens des propriétaires. Les vigiles gardaient essentiellement les grands commerces, les administrations

par baisser les bras et laissèrent les gens se servir et repartir sans payer. Quelques uns jetaient par habitude une poignée de ces billets sans réelle valeur en passant à la caisse, mais la plupart ne prenaient même plus cette peine.

Le même phénomène se reproduisant dans toutes les villes de France, le gouvernement décida d'envoyer la troupe¹³ pour protéger les magasins d'alimentation. Mais dans la précipitation, les ordres furent mal donnés, mal compris, totalement inefficaces. La plupart du temps, la foule prenait à partie les militaires et arrivait à les convaincre qu'ils seraient vite eux-mêmes dans la même situation, que leur paye ne serait plus versée, que leurs cantines ne seraient plus approvisionnées, que ce n'était plus le gouvernement qui les commandait mais le peuple ! Les militaires, envoyés pour protéger les stocks, utilisèrent presque partout les camions de l'Etat pour participer à la grande récupération générale !



et, quelques années avant la crise, les écoles. Non armés mais souvent accompagnés de chiens, ces vigiles étaient peu formés au maintien de l'ordre, violents, peu efficaces, mais moins chers que les policiers classiques.

¹³ **Troupe** : Synonyme d'armée dans le texte. A ne pas confondre avec le sens actuel de groupe se déplaçant à pied. Le terme d'armée a lui-même changé de sens. Il désigne aujourd'hui une quantité importante de personnes attelées à une tâche commune. A l'origine, ce terme désignait l'ensemble des personnes dotées d'armes de combat et chargées de veiller à la défense des Etats et des nantis contre des agresseurs potentiels. La dernière armée en fonction fut celle de la Corée du Nord, dissoute au début de 2030 faute d'ennemis possibles.

« Lundi 2 juillet 2029 : J'ai terminé de ranger mon étude. Il m'a fallu plusieurs jours pour me décider, mais en voyant la tournure que prenaient les événements, j'ai fini par craindre le pire. Si la foule des manifestants s'attaque à tout ce qui symbolise l'argent et la propriété privée, elle pourrait bien brûler les registres de mon étude. Ce serait une catastrophe pour l'avenir. Comment les gens prouveront-ils que leur maison leur appartienne réellement ? Comment divorceront-ils sans les preuves de leur contrat de mariage ? Comment les sociétés retrouveront leurs actes constitutifs ? Il y a fort à parier que le service des hypothèques sera tôt ou tard investi par les révolutionnaires et qu'il ne restera que les cabinets de notaires pour remettre un peu d'ordre après la fête... »

Ce week-end, j'ai transporté les registres les plus importants dans mon bureau de La Faisanderie. Mes étagères débordent et j'ai dû investir une des caves de l'immeuble qui est inoccupée pour y cacher les plus anciens et les plus précieux. J'ai voulu acheter de la toile cirée pour les emballer et les protéger de l'humidité mais le droguiste m'a regardé d'un drôle d'air avec mes billets et m'a demandé « qu'est-ce que je voulais qu'il foute avec ces bouts de papier... ». Il a fini par me donner cinq mètres de toile en me disant que de toute façon, personne ne savait ce que le commerce allait devenir... »

J'ai dévissé ce matin la plaque en cuivre de mon étude et débranché le téléphone et la ligne Internet. Combien de temps cela va-t-il durer ? Louise a fait des provisions pour la nourriture d'une semaine en produits frais et d'un mois en conserves et surgelés. D'ici là, le gouvernement aura sans doute lancé un plan de relance. Stéphane ne va plus à l'école, il paraît qu'elle est en "restructuration". Heureusement que les vacances scolaires ne sont pas loin. A la rentrée d'octobre, on y verra plus clair.

J'ai l'impression d'être en vacances depuis que mon étude est fermée, mais je n'arrive pas même à en profiter. Ce ne sont pas des vacances normales, justifiables, honnêtes. Après avoir tourné en rond toute la matinée, j'ai eu l'idée de numériser tous mes registres. Cela prendra moins de place et si par malheur ces fous s'y attaquaient, j'aurai ainsi des sauvegardes sur CD. C'est un travail colossal qui va me prendre beaucoup de temps. A raison de cinq cents pages par jour, j'en ai pour de longs mois. Au moins, quand les gens auront de nouveau besoin d'un notaire, j'aurai un outil de recherche efficace et rapide.

Monsieur Florent Méjean, l'archéologue du quatrième est tout aussi perturbé que moi. Il a tenté de me rassurer en m'expliquant qu'une société sans argent ni troc avait déjà fonctionné dans l'histoire de l'humanité et qu'elle avait été longtemps viable, mais il ne sait absolument pas comment cela pourrait être compatible avec la vie moderne. A quoi donc lui ont servi toutes ses études sur le passé si celui-ci ne lui donne pas les clefs du présent ? Lui par contre, est persuadé que l'on a atteint un point de non retour et que nous sommes contraints à tout réinventer. Aucun système monétaire ne pourra, selon lui, être rétabli. Le pauvre homme nage en plein délire...

Son voisin de droite, l'escroc Santini, paraît vingt ans de moins. Il avait accusé le coup avec la dévaluation qui rendait inopérant son trafic de machines à sous, mais il est maintenant persuadé qu'une ère nouvelle s'ouvre devant lui, encore plus propice aux magouilleurs de son genre. Pour une fois, je ne suis pas loin de penser comme lui !... »



« Vendredi 27 juillet 2029 : Les gouvernements semblent aussi désemparés que les gens de la rue. C'est à désespérer. Heureusement, la mairie a su réagir. Je n'ai jamais apprécié ces élus socialistes qui ne sont pas pour rien dans le désordre actuel, mais là, je dois reconnaître qu'ils ont su faire face avec un sens pratique et une efficacité qui rassure. Les Nîmois se sont d'ailleurs bien calmés de leurs excès et participent à l'effort commun pour trouver des solutions immédiates et locales... »

La fin du pillage fut le fait des communes et non de l'Etat. Les élus locaux eux seuls avaient le pouvoir de convaincre leurs concitoyens qu'ils se mettaient en danger en se laissant aller à ces comportements individualistes et égoïstes. La mairie de Nîmes fit un énorme effort d'information et d'éducation. Chaque jour, des communiqués étaient envoyés à la presse pour appeler au calme, au partage, au civisme. Elle engagea toute une équipe d'anciens commerçants à faire une rapide étude pour savoir combien de temps la ville pouvait tenir sur les réserves alimentaires existantes en attendant une production locale et la mise en place d'un système de distribution. Ces experts affirmaient que le seul réel problème qui pouvait se poser viendrait du pillage, de l'appropriation personnelle des stocks et non des quantités elles-mêmes. Mais surtout, ils démontrèrent l'inutilité de la thésaurisation et de la spéculation dans un monde sans argent. Les plus ennuyés seraient à coup sûr ceux qui avaient fait des provisions et ne pourraient rien en faire d'autre que d'en assurer eux-mêmes la distribution.

Mus par de vieux réflexes de thésaurisation, certains avaient rempli leur appartement et leur garage de provisions de base, riz, pâtes, sucre, huile, conserves, de quoi tenir un siège de plusieurs mois. D'autres, repris par le démon de la spéculation, s'étaient rués sur les produits importés, café, thé, cacao, épices, dans l'espoir d'échanger plus tard ces produits introuvables contre des pommes de

terre ou du lard. On trouva même un original qui avait stocké tout ce qui aurait, à son idée, de la valeur sous un petit volume. La quantité de safran, vanille et cannelle qu'il avait réussi à rassembler dans son studio était incroyable. A croire qu'il avait anticipé la crise de plusieurs mois et avait vidé toutes les épiceries du département...

Au lendemain du 27 juin, les gens étaient persuadés que les infrastructures commerciales et industrielles étaient absolument indispensables, ils prévoyaient de graves carences, des ruptures de stocks, la disparition de produits de base essentiels. En fait, tellement habitués à tout trouver au meilleur prix possible (du moins le croyaient-ils) dans leur hypermarché, ils n'avaient plus aucune idée de la façon dont cela pouvait fonctionner. Ceux qui avaient anticipé pour des questions écologiques et s'étaient fédérés en AMAP, étaient plus sereins. Au moins pour les fruits et légumes, leur système fonctionnerait avec ou sans argent. Puisqu'ils avaient désormais beaucoup de temps libre, ils pourraient donner de sérieux coups de mains à leur producteur, à défaut de le payer.

C'est de fait ce qui se mit en place très rapidement. Le système d'un producteur, regroupant autour de lui une quantité de consommateurs proportionnelle à sa capacité de production, se répandit rapidement, chaque unité exposant sur Internet ses difficultés d'organisation ou ses conseils pour les plus anciennes. Le même mode de fédération s'établit au niveau de l'élevage bovin et ovin, des productions de céréales, d'huiles, de fromages etc. Pour tout le reste, il restait les petites épiceries locales devenues des dépôts alimentaires où le gérant entouré de bénévoles, se chargeait de s'approvisionner en toutes denrées non fournies par les AMAP ou arrivant d'autres régions.

La grosse difficulté en fait, ne vint pas de la petite distribution en produits frais mais des aliments transformés nécessitant une chaîne de production. Pour le sucre de betterave par exemple, il serait absurde que chaque cultivateur plante quelques rangs de betteraves et se bricole une raffinerie personnelle. Et si l'on regroupe les besoins de millions de consommateurs, il serait tout aussi absurde de labourer avec un cheval et de biner à la houe. Puisqu'il s'agissait de culture industrielle, il fallait un matériel adapté. Ce matériel étant couteux et fort consommateur d'énergie, la rentabilité à l'hectare

devait donc être conséquente et l'utilisation des engrais et des dés-herbants semblait indispensable. Tout cela n'était pas du tout dans l'air du temps, et pourtant, tout le monde réclamait son sucre quotidien. Puis une idée toute simple apparut avec la suppression de la notion de propriété privée. Au lieu de compenser la surexploitation de la terre par des engrais, pourquoi ne pas changer tout bonnement de terre. Un bon retour à l'assolement triennal éviterait bien des soucis et rien n'empêche un céréalier, un betteravier et un éleveur de veaux de changer de ferme chaque année. Chacun ferait toujours le travail qu'il connaît bien sur des terres changeantes. Avec un système monétaire, la chose eut été impossible à calculer pour que nul ne soit lésé. Mais dans le cas présent, la terre n'ayant pas d'autre propriétaire que celui qui en a l'usage, les échanges se firent sans problèmes.



« Mercredi 18 mai 2033 : Mon voisin de pallier, l'ingénieur de la centrale électrique est venu me rendre visite. Ce garçon est intelligent et travailleur. Il m'a avoué qu'il avait été très incrédule quand la crise avait éclaté mais qu'il ne regrettait plus tous ces changements. Il a vingt ans de moins que moi et c'est sans doute ce qui lui a permis de prendre le train en marche avec plus d'aisance... »

Sylvain Tellier prit son vélo pour se rendre comme chaque matin à la centrale électrique. Sur les quelques centaines d'hectares de crêtes incultes qui bordaient le Nord de la ville, le parc photovoltaïque avait été couplé à la chaîne d'éoliennes, là où les moulins à vent fournissaient en farine les Nîmois du XVIII^e siècle. Sans possibilité de stockage énergétique, les jours de faible production ou de forte consommation, la centrale thermique du Sud prenait le relais avec la biomasse de la décharge et les gaz de la station d'épuration. Sylvain était passionné par son travail et avait constitué autour de lui une équipe de volontaires, techniciens ou simples ouvriers, le temps de travail étant dicté par la nécessité, parfois une heure, parfois dix.

Souvent, Sylvain se demandait comment il faisait avant la suppression de l'argent et du salariat. Tout cela paraissait si loin, si archaïque. A l'époque, il occupait un appartement exigu et bruyant qui lui coûtait un tiers de son salaire. Depuis, il avait déménagé deux fois pour de nouveaux appartements de plus en plus confortables, puis il avait trouvé celui de La Faisanderie, délaissé par un propriétaire parti en Cévennes cultiver des terres en friches. Des centaines de logements s'étaient ainsi libérés et ne pouvant être ni vendus ni loués, ils étaient mis à la disposition de qui en voulait. Ceux qui étaient partis en Cévennes avaient trouvé des quantités de résidences secondaires jadis occupées un mois par an. Au début, quelques personnes avaient tenté de s'opposer, pour préserver un bien de famille, arguant d'une valeur sentimentale non mesurable... Mais les municipalités avaient posé clairement le choix : Occuper l'habitation plus de six mois par an ou rendre les clefs. Puis la valse des logements

s'amplifiant et chacun pouvant trouver un logis à sa convenance, les conflits s'étaient apaisés. On s'était d'ailleurs très vite aperçu qu'il n'était plus besoin de construire, tant les surfaces habitables étaient supérieures aux besoins. Certains s'étaient même payé le luxe d'aménager d'anciens bureaux et bénéficiaient de plus de 200 m² par personne en plein centre ville.

Sylvain était, avant la crise, un jeune cadre d'EDF. Il partait chaque matin à 7 heures 30 pour rejoindre son bureau après une heure d'embouteillages et rentrait tard le soir, après une autre heure de bouchons. Depuis, il avait opté pour un vélo solaire et avait recyclé sa voiture devenue inutile en transport collectif pour l'ensemble de son immeuble résidentiel, "La Faisanderie". Les gens s'étant rapprochés de leur lieu de travail, n'ayant plus besoin d'aller une fois par semaine en zone commerciale pour s'approvisionner au supermarché, cette seule voiture suffisait largement aux déplacements nécessaires à la collectivité. Quand il s'agissait de transporter des objets lourds ou encombrants, le camion du menuisier de l'entresol prenait le relais. Le gaz pour ces deux véhicules était fourni par la station d'épuration en quantité suffisante et toutes les réparations, révisions et opérations d'entretien étaient devenues la grande occupation de l'habitant du deuxième étage, passionné de mécanique au point qu'il aurait dormi dans le garage si sa femme ne l'avait retenu. Il disait qu'en bichonnant bien ses deux bijoux, il pourrait les amener au million de kilomètres, ce qui lui garantissait un petit siècle d'occupation !

Sylvain se souvenait des fins de mois difficiles qu'il avait connues en début de carrière. Une fois payés le loyer, la voiture, les impôts, le gaz et l'eau, les vêtements, le forfait téléphone-Internet-télévision, les crédits pour l'écran plat, le salon, la machine à laver et les frais courants de tabac, alcool, cinéma, coiffeur, librairie..., il fallait faire la course aux promotions pour manger correctement. Maintenant, tous ces besoins étaient fournis, sans argent ni troc.

Les frais de vêture en étaient un bon exemple. Débarrassées des problèmes de mode, de concurrence et de productivité, les filatures régionales fabriquaient suffisamment de toiles de lin, coton, laine ou soie pour fournir les couturiers patentés ou amateurs. On voyait parfois surgir une idée originale pour la confection d'un vêtement pratique, inusable ou facile à réaliser. Les patrons, conseils de fabrica-

tion et modèles arrivaient sur Internet d'un concepteur de Hong-Kong, Brasilia ou Abidjan et se généralisaient si l'idée était bonne, tombaient en désuétude en quelques jours si elle était farfelue. Sans dépôts de brevets, lois du marché et autres foutaises, les bonnes idées circulaient vite. L'ingénieur inventeur du vélo de Sylvain habitait près de la bambouseraie d'Anduze, ce qui lui avait donné l'idée d'un cadre en bambou, souple, léger, résistant, et réalisable avec une scie et un opinel. Son idée avait fait fureur en Asie et en Afrique Centrale et le "Vélo d'Anduze" était devenu une référence mondialement reconnue en quelques mois. Sylvain y avait ajouté en remorque un panneau solaire, ce qui lui permettait de grimper la côte vers sa centrale sans efforts. Les hommes, recherchant naturellement l'estime et la considération de leurs semblables, s'ingéniaient à rendre service, à partager leurs talents, à inventer. Les quelques heures de travaux quotidiens de nécessité leur en laissaient tout loisir. Sylvain se demandait pourquoi on n'y avait pas songé plus tôt. Cette expérience n'était pourtant pas une première. Grâce à l'esclavage et au servage, le seigneur et l'aristocrate, libérés du travail par une main d'œuvre bon marché, ont pu consacrer beaucoup de temps à la culture et à la recherche. Forcé de travailler dix heures par jour, Darwin aurait-il eu le temps et la force d'écrire sa théorie de l'évolution ? Archimède aurait-il rêvassé dans son bain ?

Même les tâches jadis réputées rebutantes comme le ménage, le ramassage des ordures, le curage des égouts, trouvaient preneurs hors salaire et financement. Ce qui est insupportable une vie durant, peut être gratifiant quand il est occasionnel. Qui s'extasiait jadis de la rue propre, de l'eau qui s'écoule sans problème après usage dans les sanitaires ? On ne voyait même pas l'immigré, de préférence noir, qui assurait ces fonctions vitales. Aujourd'hui, l'équipe de volontaires qui prend la rue en charge est applaudie, encouragée, abreuvée. On revient d'une campagne de curage d'égout avec autant de gloire que le chevalier de sa croisade, et les filles, après désinfection et "parfumage" des croisés bien sûr, courtisent les volontaires.

Voilà seulement quatre ans que la crise mondiale avait jeté à bas le vieux Monde et Sylvain avait l'impression d'un temps lointain. Chaque jour avait apporté son lot de réformes, de pratiques nouvelles, d'idées géniales ou douteuses. Les mots avaient changé, des objets familiers disparaissaient laissant la place à d'autres. Les

habitudes culturelles s'étaient plus transformées en quatre ans que pendant les quatre siècles précédents. Il y avait de quoi donner le tournis, de quoi perdre la notion du temps, de quoi s'étonner des capacités d'adaptation de l'homme...



« Samedi 18 mai 2030 : Mes voisins du deuxième sont incroyables. Aussi bien le père que le fils, ils n'arrêtent pas de s'engueuler sur des théories politiques, sur des analyses économiques, sur les événements les plus anodins. Leur appartement n'est pas un lieu de repos, c'est une tribune, une salle de congrès, une centrale syndicale. De temps en temps, ils me prennent à témoin dans leurs querelles, mais j'avoue que leur enthousiasme, au demeurant fort sympathique, m'épuise... »

Au deuxième étage de La Faisanderie, les discussions sur la fameuse prise de la Bourse, le 27 juin 2029, étaient récurrentes entre les Gaillard père et fils. Ils n'en finissaient pas de disserter sur le sujet, d'en analyser les différentes étapes, de se remémorer les premiers jours sans argent. C'était l'événement du siècle, et même du millénaire et ils considéraient comme formidable le privilège de l'avoir vécu. Malgré leur opposition idéologique, les Gaillard et le notaire Durieux aimaient se chamailler sur le sujet. Virgile, le petit-fils Gaillard, était né après ce 27 juin et il grandirait dans un monde qui lui semblerait normal, évident, et ne pourrait jamais imaginer la vie d'avant. Le fils Durieux, lui, était né avant, mais il avait intégré le nouveau système avec une aisance qui déboussolait son père. Les deux enfants rapprochaient ces voisins si différents de l'immeuble de La Faisanderie.

Les adultes se demandaient souvent comment transmettre à ces jeunes, la mémoire d'un temps aussi incroyablement différent, la folie de cette [transformation](#) brutale, les incroyables résistances qu'il avait fallu vaincre au quotidien pour la faire admettre. Le grand-père de Virgile se souvenait des récits de son propre grand-père sur la seconde guerre mondiale, les camps d'extermination, la résistance, et il mesurait bien la difficulté de transmettre certains événements. Mais là, c'était plus qu'une guerre, plus qu'un étrange déferlement

de racisme et de violence, c'était un bouleversement complet de tous les modes de pensée, de toute l'organisation sociale, un changement de civilisation.

Qui au fait, avait eu l'idée de brûler devant la Bourse de Paris les titres, billets de banque et livrets de caisse d'épargne ? L'exemple était venu du Brésil, certes, mais aucun mot d'ordre n'avait été donné à Paris, aucun blog n'avait invité les révolutionnaires à se rassembler ce jour là. Les historiens avaient fait des recherches extrêmement précises et n'avaient pu déterminer le moindre indice d'un déclencheur. Vraisemblablement, l'idée était venue de quelques particuliers, même pas conscients de lancer le processus, et s'était gonflée par le bouche à oreille, jusqu'à constituer cet immense rassemblement.

Pour la plupart des manifestants, le risque qu'ils prenaient était minime. L'argent qu'ils brûlaient ne valait effectivement plus rien, ils étaient eux-mêmes à bout de souffle, étranglés par cette dévaluation historique. Ceux qui n'avaient même plus rien à brûler se servirent dans les caisses de leurs patrons, s'attaquèrent aux distributeurs de billets, demandaient aux passants s'il ne leur restait pas quelques monnaies combustibles !

La grande majorité des Français, incapables d'imaginer une société sans argent, attendaient de voir comment les choses allaient tourner. Les médias, unanimement, condamnaient ces actes qualifiés de piraterie, de terrorisme, de folie infantile et meurtrière. Les économistes disaient tous que le fond de la crise étant atteint, le rebond serait inévitable et que la monnaie reprendrait de la valeur. Les incendiaires s'en mordraient alors les doigts. Les plus fortunés voulaient y croire, surtout ceux qui n'avaient pas anticipé assez tôt en échangeant leurs liquidités contre des valeurs sûres.

Mais qu'est-ce qui était sûr à partir du 27 juin ? Le système se grippait de toutes parts, chaque jour apportant son lot de catastrophes qui en entraînaient d'autres. Les banques se vidaient, les moindres transactions financières étaient dénoncées l'instant d'après comme des marchés de dupes. Ceux qui avaient fait des emprunts à taux fixe pour l'achat d'une voiture ou d'une maison se demandaient ce qu'il se passerait quand ils ne pourraient plus payer les traites ou quand la valeur de ces traites ne correspondrait plus à rien. D'autres

payaient déjà des mensualités pour une villa, correspondant au prix d'une baguette de pain ! La banque leur reconnaitra-t-elle une propriété ainsi acquise ? Les économistes et conseils financiers tournaient en rond comme des mouches dans un bocal. Toutes les solutions qu'ils proposaient se heurtaient au verre transparent des effets pervers de leurs propres conseils. Rien ne pouvait plus garantir l'investissement d'une quelconque richesse dans un secteur particulier. Les mises en faillites des grandes entreprises et des banques accéléraient trop vite le mouvement. L'Etat, déjà largement déficitaire avant la crise, ne pouvait assurer aucune de ses fonctions régaliennes et n'inspirait plus aucune confiance, pas plus que le privé.

Dans ces conditions, les attentistes qui espéraient la reprise, commencèrent à douter. Le gouvernement de Sarkozy junior, avec une belle assurance, avait tenté une vaste campagne de mobilisation : « Ne cédez pas à la panique... La peur du lendemain tue la croissance... Si vous ne consommez plus, vous tuez la production et renforcez la dévaluation... Seul le travail est source de richesse... Français, retrouvez-vous les manches... »

Mais tous ces beaux discours avaient été trop entendus. Ce que voulait l'homme de la rue, c'était savoir ce qu'il aurait à manger et à boire demain, comment l'eau serait enfin potable et distribuée équitablement, comment seraient fabriqués les objets nécessaires à sa vie quotidienne. Il ne voulait plus entendre parler de taux d'intérêts qui devaient monter ou descendre selon les humeurs des politiques, du PIB qui gagnerait des points ou en perdrait, des chiffres annoncés de la croissance, du chômage, de la balance commerciale... Il voulait savoir comment s'organiser pour décider de sa vie, ici et maintenant, comment l'approvisionnement en viande allait s'établir au plan local, s'il devait transformer le parc botanique en potager communal... Il se demandait s'il y aurait encore un dentiste pour soigner sa rage de dent, un pédiatre pour la scarlatine du petit, si les mails continueraient à fonctionner pour communiquer avec la famille.

Les discours des politiques ne faisaient que renforcer la conviction de l'homme de la rue : *Ces Fadas n'ont rien compris, ce n'est qu'au plan local que l'on saura se débrouiller !* C'est donc par la base que la politique reprit sa juste place. La pyramide se renversait inexorablement. Chaque décision importante était toujours judi-

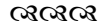
cieuse quand elle émanait de la base, suspecte quand elle descendait de haut. Quand un doute persistait sur la bonne décision à prendre, plus besoin de partis, de députés, d'experts. Internet était là pour fournir les avis de tous ceux qui avaient été confrontés au même problème, le résultat de leurs expérimentations, les avis des usagers concernés directement par la mesure prise.

Dès le mois de juillet, quand des milliers de gens affamés avaient pris d'assaut les magasins d'alimentation, la grève générale avait été décrétée par ce qu'il restait de syndicats. En deux semaines, le pays fut paralysé, immobilisé dans une attente incertaine et anxieuse. Des services d'urgence se constituèrent un peu partout pour répondre aux besoins les plus pressants. Le système D ne manque pas d'adeptes en France et l'imagination fonctionne encore mieux le ventre vide. Ce sont donc les communes et non l'Etat qui prirent les choses en main. Plus souples et plus proches des réalités, elles apparurent vite comme les seuls services capables de fonctionner dans cette immense pagaille. Les grandes surfaces furent purement et simplement réquisitionnées, gérées par leurs anciens cadres qui mirent leurs ressources en commun. Ils s'organisèrent sans trop réfléchir, dans l'urgence, par nécessité, sans même s'apercevoir qu'ils mettaient fin au commerce, à la propriété privée, à l'Etat centralisateur, au vieux Monde...

Avec la mise en commun des stocks alimentaires, quels que soient leur provenance et l'investissement personnel qui avait permis de les constituer, c'est en effet toute l'idéologie de la propriété privée qui était remise en cause. Certains pensaient que sans argent, on en reviendrait au troc et que l'on échangerait des poireaux contre de la viande, une maison contre un bateau, un service contre du pain... Mais ce type de commerce était déjà bien connu et on en connaissait les limites. S'il avait été partout abandonné au cours des siècles, c'est bien parce qu'il était peu performant et toujours au profit du plus fort, du meilleur négociateur. Tôt ou tard, quelqu'un finirait par simplifier le système en frappant une monnaie personnelle. Passée la crise, l'argent redeviendrait l'outil de puissance privilégié. On ne **vivrait** donc qu'un bégalement de l'Histoire, une sorte de répétition générale pour un nouveau remake.

Mais n'en déplaise à ces pessimistes, l'histoire ne bégaie pas. Une véritable économie nouvelle s'instaura, basée non plus sur

le profit mais sur l'accès, non plus sur la propriété privée mais sur le droit d'usage.



« Jeudi 17 octobre 2030 : L'ingénieur du deuxième qui s'est installé dans l'immeuble avec sa jeune femme m'a annoncé ce matin que le problème des récentes coupures de courant avait été réglé. Ils ont trouvé une réponse technique tout à fait originale grâce à une équipe de chercheurs norvégiens.... »

Quand la crise avait éclaté et que tous les systèmes monétaires avaient été paralysés, Sylvain, l'ingénieur électricien du deuxième, se retrouva du jour au lendemain sans aucun moyen de paiement et sans qu'aucun organisme de distribution ne soit encore en place dans la ville. Certes, il cessa de payer le loyer, les crédits, les impôts, mais il fallait bien trouver de quoi nourrir sa petite famille. Tous les commerces avaient fermé en quelques jours. Les épiciers gardaient leur stock jalousement, prévoyant l'instauration d'un marché noir et les possibilités de trocs lucratifs. Les stations services refusaient de faire le plein des voitures en attendant de savoir ce qu'ils devaient faire. L'essence était-elle à qui en avait besoin ou aux compagnies pétrolières ? Fallait-il garder les cuves pour les urgences, les ambulances, les pompiers, les transports en commun ?

Sylvain n'était pas un révolutionnaire et n'avait jamais cru au "Grand Soir". Il pensa jusqu'au bout que des solutions internes au système émergeraient, qu'une bonne régulation des marchés redonnerait un second souffle à l'économie. Quand il réalisa avec quelle vitesse tout le système s'écroulait comme un château de cartes, il fut pris de panique. Sa propre entreprise allait s'effondrer. Il n'y aurait plus d'électricité, donc plus de congélateurs, plus d'Internet, plus de chauffage, plus de machines outils... Le retour au Moyen Âge, à la Préhistoire !

Et puis, une grande assemblée générale avait été organisée à Nîmes pour sortir du système national et gérer la production régionale. Tous les employés y étaient conviés, cadres et ouvriers, sous-

traitants et intérim. Les idées fusaiant de toutes parts et pas forcément des plus diplômés ou des plus hauts placés. Sans salaires¹⁴, sans argent à investir, sans obligation de présence ni intérêts personnels, il fallait arriver à fournir en électricité toute la région gratuitement¹⁵. L'enjeu était de taille et la situation si nouvelle que tous les vieux schémas mentaux s'écroulaient les uns après les autres. Ce qui apparaissait le plus complexe, comme l'instauration d'un bénévolat absolument sans contrepartie pour assurer une production normale, trouva des réponses immédiates. La plupart se proposaient pour continuer leur travail habituel dans l'unique but de ne pas se retrouver sans activités et sans utilité. A l'inverse, l'organisation interne du service soulevait des débats insensés. La démocratie est bavarde, conflictuelle et extrêmement lente. La hiérarchie, jadis clairement établie sur les diplômes et le salaire, ayant explosé, certains y voyaient l'occasion de prendre le pouvoir au nom d'une compétence, d'une expérience, voire d'une ancienneté. D'autres cherchaient des avantages purement personnels là où l'intérêt général aurait dû seul prévaloir. Les inimitiés accumulées pendant des années d'un système coercitif, concurrentiel et individualiste jaillissaient à chaque tournant du débat. Il fallut même exclure l'ancien DRH¹⁶ tant il concentrait de haines, de rancœurs, d'idées de vengeance sur sa seule personne.

Et pourtant, tout s'était mis en place de façon plus efficace, plus performante qu'avant. Les uns s'étaient placés en retrait prudem-

¹⁴ **Salaire** : Somme d'argent qui était donnée en échange d'un travail sous l'Ancien Régime. Le terme subsiste pour désigner la conséquence d'une situation, généralement difficile. On parle du *salaire de la peur, de l'angoisse, de la douleur*.

¹⁵ **Gratuit** : Adjectif s'opposant jadis à celui de payant et non à celui d'utilitaire comme de nos jours. En 2029, peu de choses étaient gratuites, surtout les plus utiles, mais le terme était employé avec une étonnante fréquence.

¹⁶ **DRH** : Directeur des Ressources Humaines, appellation qui remplaça celle de Directeur du Personnel à la fin du XX^e siècle. L'ouvrier n'était plus, en effet, considéré comme une personne mais comme une ressource, c'est-à-dire un moyen d'enrichissement pour les actionnaires. Le DRH était donc essentiellement chargé de réduire au maximum la ressource en nombre, tout en exigeant d'elle la rentabilité la plus grande possible.

ment, d'autres s'étaient investis plus qu'ils ne l'auraient fait contre une paye mirobolante, l'équilibre se faisait. Le bureau d'études s'était vu gonflé de milliers d'internautes qui, des quatre coins du Monde, communiquaient leurs expériences, leurs idées, le mode de fonctionnement de leurs équipes, les technologies innovantes. Un va et vient incessant d'informations s'était rapidement instauré entre toutes les unités de production électrique, les équipes de recherches scientifiques, les groupes d'études de multiples domaines qui soumettaient de possibles adaptations de leur savoir au secteur électrique. Quand une question technique faisait débat, elle était aussitôt lancée sur Internet et il était rare qu'une autre personne confrontée à la même difficulté n'eut trouvé une réponse intelligente.

La grande révolution intellectuelle fut le changement des contraintes dans les choix d'entreprise. Jadis, tout était organisé dans le sens d'une rentabilité maximale pour supporter la concurrence et autour des flux financiers générés par la vente des produits. Maintenant, le seul but est de produire le maximum d'énergie avec le plus faible impact écologique possible, de distribuer cette énergie à chaque particulier sans que rien ne soit demandé en retour. Les sceptiques avaient prédit un essoufflement rapide sous le poids des parasites qui allaient utiliser le système sans réserve ni mesure. Mais on constata très vite que les quelques abus du départ étaient largement compensés par la disparition des anciens parasites bien plus gourmands. En effet, le simple service de facturation, l'entretien des compteurs individuels, le service publicitaire, la gestion du personnel, le service comptable¹⁷, tout cela représentait des sommes autrement plus importantes que quelques fraudeurs ou profiteurs, d'ailleurs vite repérés et accusés de sabotage par leur entourage immédiat.

Sylvain parlait souvent de ce qu'on appelait jadis "la classe moyenne" et dont il faisait partie, juste avant la crise. La mise en place du nouveau service de l'électricité l'avait amené à s'interroger sur le rôle de cette classe, loin d'être pauvre mais tout aussi loin

¹⁷ **Comptable** : Ancienne profession qui consistait essentiellement à vérifier l'exactitude des comptes des autres. Cette curieuse profession s'exerçait jusqu'au plus haut niveau de l'Etat, avec un organisme appelé *Cour des Comptes*, à la différence que cette cour n'avait qu'un pouvoir consultatif.

d'être riche. C'étaient eux, avec leurs ambitions, leur course à la réussite, leur professionnalisme, qui avaient le mieux fait perdurer l'ancien système. Ils avaient servi de tampon entre la minorité au pouvoir et la masse des gagne-petit. Ils avaient protégé les riches des dérives révolutionnaires, par peur de perdre leur petit pavillon de banlieue¹⁸ et leur berline avec GPS et toit panoramique. Ils avaient aussi servi de point de mire, d'exemple aux plus pauvres qui ne rêvaient que d'accéder à cette aisance relative tant vantée par les publicistes et tant glorifiée par les politiques. Ils s'étaient perçus comme la cheville ouvrière de la société et en avaient tiré fierté, sans se rendre compte qu'ils n'étaient que des marionnettes aux fils invisibles, des serviteurs¹⁹ zélés d'une poignée d'exploiteurs.

Qu'est-ce qui avait renversé la vapeur si radicalement ? Certes pas une prise de conscience de cette classe, toute aussi moyenne en intelligence, malgré ses prétentions. Peut être sa réduction par le nombre depuis plusieurs années. L'écart entre riches et pauvres s'était à ce point agrandi que cette classe devenait floue. Les risques de passer d'un étage à l'autre avec le chômage, la flexibilité, le stress d'une performance à tenir coûte que coûte, avait éclairci les rangs. Peut-être que la classe tampon devait être soumise à des lois sociologiques qui la rendait inopérante en-dessous ou en-deçà d'un certain seuil ?...

Toujours est-il que Sylvain ressentait une profonde amertume à constater comment, durant des années, il avait fonctionné sur des idées toutes faites, sur des préjugés, sur la croyance en des lois et des nécessités qui avaient fait de lui le parfait instrument d'un système répressif, exclusif, inique. Et le fait d'avoir été quelques millions

¹⁸ **Banlieues** : Etymologiquement, lieu où l'on force les gens, mis au ban de la société, à résider (immigrés, prolétaires, noirs etc.) Depuis que les banlieues sont autogérées en communes libres, leur aspect, leur population, leur fonctionnement social, n'a plus rien à voir avec la réalité sordide que recouvrait ce terme avant 2029.

¹⁹ **Serviteur** : Désigne aujourd'hui une personne acceptant volontairement de se mettre au service d'un moins compétent. Au siècle dernier, ce terme désignait une profession proche de l'esclavage (classée dans la catégorie des *emplois de service*) et une personne attachée à la satisfaction d'un maître.

dans son cas ne le consolait pas vraiment... La seule chose qui calmait ses humeurs moroses était l'énumération de tous les gens hauts placés, réputés compétents et intègres, et qui l'avaient amené à cet aveuglement. Ses professeurs, les intellectuels, les experts, ses supérieurs, tous lui avaient enseigné les lois du marché mondialisé qui s'imposaient comme des évidences, des lois naturelles aussi incontournables que la gravitation, la pesanteur et la vitesse de la lumière...

Sylvain avait fait toute une étude sémantique pour expliquer comment il s'était fait avoir, par quels détournements des mots les plus simples et par quels néologismes creux, on lui avait fait croire que le néolibéralisme²⁰ était la fin de l'histoire. Et dire que la solution ne venait pas de ces savants personnages mais des peuples amérindiens dits primitifs ! Sans tambour ni trompettes, les traditions sociales de ces peuples s'étaient imposées à l'esprit de tous. Leur choix millénaire de fonder la société sur le don, le partage et l'absence de pouvoir fonctionnait mieux que le commerce, le marché, les États centralisés. Bien sûr, tout n'était pas parfait chez eux. Depuis des siècles colonisés, ostracisés, exploités, ils n'avaient pu évoluer selon leur logique propre, comme si leur temps s'était figé au XVI^e siècle. On avait donc beau jeu de leur reprocher certaines pratiques barbares, de mettre en exergue quelques pendaisons sommaires par des tribunaux populaires ou quelques archaïsmes dans le fonctionnement des communes autonomes. Mais au XVI^e siècle, que faisons-nous chez nous en matière de justice, d'équité, de tolérance ? Dans la ville de Nîmes, la réflexion s'appuya sur ces expériences mais en les poussant plus loin. Une fois l'idée du commerce évacuée au profit du don, autant passer à l'accès direct et sans condition. La répartition, le partage, le don ou tout autre système analogue menait droit au contrôle et donc, au pouvoir de quelques bureaucrates, au début dévoués, mais qui seraient vite devenus tyranniques...

²⁰ **Libéralisme** : Terme disparu peu à peu en raison des glissements sémantiques qu'il a subi depuis le 20^e siècle. Après avoir désigné l'ensemble des idées liées à la liberté individuelle, il a été opposé au marxisme puis associé au capitalisme et enfin, a désigné jusqu'en 2029, l'absence totale de règles économiques par opposition aux contrôles étatiques.



« *Mardi 7 octobre 2031 : Le ci-devant commissaire Berthier, qui s'occupe à la mairie des problèmes de sécurité, m'a demandé comment fonctionnait la justice au Moyen-Âge ! J'ai été surpris de sa question mais il m'a déclaré qu'il avait l'impression d'être né au temps des croisades et d'avoir été parachuté au XXI^e siècle. Il est vrai que le pauvre homme se trouve confronté à des situations difficiles, les mêmes tâches qu'avant la Révolution, les outils en moins... »*

Roger Berthier avait été commissaire de police pendant plus de vingt ans et avait observé la révolution financière avec beaucoup d'incrédulité. Il n'avait pas à l'époque d'opinion politique bien arrêtée sinon la conviction profonde que l'homme n'est pas capable de vivre sans un policier sur le dos, lequel ne peut non plus se passer de l'IGS²¹. La violence, la cupidité, la jalousie, le goût du pouvoir sont inscrits dans nos gènes depuis la nuit des temps, et seul un gouvernement de droite, assisté d'une bonne police, est capable d'une autorité suffisante pour réguler la société. Roger s'était violemment impliqué dans les nombreux débats qui avaient animé la ville dès le lendemain de la prise de la Bourse de Paris. Lors d'une réunion publique à la mairie, un quidam avait osé vociférer : *Il n'y a pas de différence qualitative entre un Président qui envoie des soldats en Afghanistan et un maire qui engage des policiers communaux !* Roger avait été ébranlé par cette affirmation grotesque, ne sachant ni comment en démontrer l'inanité, ni comment démonter le pouvoir séducteur d'une telle formulation. Il s'était lancé dans une démonstration par l'absurde qu'il voulait réaliste mais ne servit, mot après mot, qu'à stigmatiser son passéisme.

²¹ **IGS** : Sous l'Ancien Régime, le système répressif était à ce point inefficace que les policiers chargés du respect de la loi devaient eux-mêmes être surveillés par une autre police, l'IGS, appelée aussi *bœuf-carottes* sans que cela ne fasse sourire personne.

Il avait vu son commissariat²², la prison²³, le palais de justice, renvoyés au musée des antiquités, avec l'intime conviction que toutes ces belles institutions seraient reconstituées en quelques mois sous la pression des événements. Mais ne sachant rien faire d'autre que son métier de flic, il avait accepté la coordination du groupe de prévention et de gestion des conflits mis en place par la mairie. Il avait été très surpris de voir disparaître en quelques semaines ce qui faisait l'ordinaire de son commissariat d'antan. Les voleurs avaient disparu depuis que plus rien ne pouvait se revendre et qu'ils trouvaient toujours à emprunter l'objet de leur convoitise. Les nombreuses voitures et mobylettes devenues inutiles étaient à la disposition de celui qui avait du carburant. Celui-ci étant compté et contrôlé avec soin, une grosse cylindrée volée aurait vite été inutilisable faute d'être alimentée.

Au début de la Révolution, il y avait eu heureusement quelques vols de nourriture pour alimenter les certitudes de Roger sur la nature humaine. Mais les restaurants communaux s'étant multipliés, les épiceries de secteur délivrant en suffisance les produits de base sur simple présentation du carnet d'alimentation, ceux-là aussi avaient cessé. Ces carnets tombèrent eux-mêmes en désuétude en quelques semaines et avec eux les espoirs des faussaires. Les trafiquants incurables s'étaient alors tournés vers les produits devenus rares avec la remise en cause des exportations. Le café, le thé, le cacao avaient pris plus de valeur que l'or ou le diamant et certains se seraient damnés pour leur petit noir du matin. Le rapport de l'offre et de la demande ne pouvant être aboli par une loi, ils espéraient en tirer bénéfice. Mais l'import-export avait fini par s'organiser et tous les produits exotiques indispensables réapparurent.

²² **Commissaire de police** : Grade supérieur dans un établissement de répression appelé jadis *commissariat*. Ce terme désigne aujourd'hui l'organisateur d'une manifestation culturelle (*commissaire d'exposition, de festival*), ou le rapporteur d'une commission (*commissaire de séance*).

²³ **Prison** : Lieu où l'on enfermait jadis les délinquants, c'est-à-dire ceux qui n'avaient pas respecté la loi. Cette privation de liberté, de vie sociale normale, de sexualité, d'activité créatrice, était censée corriger les déviances sociales. Supprimées en France dès janvier 2030, ces institutions n'ont pas aujourd'hui d'équivalence et rares sont ceux qui se souviennent encore de ce qu'il était devenu courant d'appeler "*l'enfer carcéral*".

Même la prostitution²⁴, qui occupait jadis une bonne part du temps de Roger, avait rapidement. Les filles qui jadis racolaient la nuit sur les boulevards ou attendaient le client dans leur camping-car aux entrées de la ville, avaient jeté aux orties leurs proxénètes : ceux-ci d'ailleurs avaient d'autres chats à fouetter. L'argent ayant disparu, leur rôle n'avait plus de raison d'être. Les femmes se trouvaient elles-mêmes libérées de leurs soucis d'argent. Une autre vie, libre, s'ouvrait à elles, faite de difficile reconstruction. Cela ne fut pas simple après des années de drogue et de violences.

Quelques-unes cependant, considérèrent leur ancien métier comme un nouveau service de santé publique. Elles se regroupèrent dans l'ancien immeuble des allocations familiales, y établirent leurs logements, des chambres d'amour, des salons culturels, le tout dans un confort sanitaire contrôlé régulièrement par des médecins de la ville. « *Ce n'est pas un bordel nouveau genre, c'est un club libertin*, disaient-elles aux contradicteurs moralistes. *En proposant nos prestations aux handicapés, aux jeunes célibataires, aux veufs, aux timides, nous contribuons à la régulation sociale en limitant les frustrations sexuelles !* » Deux transsexuels s'étaient joints à elles, suivis par des homosexuels et enfin par des gigolos pour les dames. Cet "éros center" autogéré fonctionnait sans problème, avec son service d'ordre, sa déontologie et une haute opinion de ses services.

Un médecin psychiatre de l'hôpital pris l'habitude d'y amener certains de ses patients et patientes. Il faut dire que l'hôpital avait subi une mutation extraordinaire, surtout dans le service psychiatrique et dans l'unité de gériatrie. Sans gestion comptable des lits et des soins, ces deux services s'étaient largement ouverts sur l'extérieur et si l'on y entrait volontairement quand le besoin d'une aide se faisait sentir, on pouvait en sortir tout aussi librement. Pour ceux qui se mettaient en danger ou qui mettaient en danger leur entourage, l'accompagnement se faisait autant en interne que par les proches. Curieusement, quand la défense d'une profession donc de salaires devint obsolète, la prise en charge des personnes dépen-

²⁴ **Prostitution** : Profession très ancienne consistant à proposer des relations sexuelles contre de l'argent. Cette profession a été, selon les époques et les lieux, réprimée ou dépénalisée, sans jamais qu'une réelle protection ne puisse être assurée aux personnes entraînées dans ce commerce. Aujourd'hui ce terme désigne très généralement les personnes cherchant à tirer un profit personnel d'une manœuvre douteuse.

dantes fut bien mieux partagée donc resocialisée. Tout aussi curieusement, la pression des laboratoires pharmaceutique disparaissant, l'usage des camisoles chimiques fut rapidement restreint aux cas d'urgence ponctuels, quand la parole et la raison n'avaient aucune prise, quand il ne restait plus que ce moyen d'éviter des drames. Dans ces conditions, il apparut évident que les pulsions sexuelles devaient être enfin prises en considération, que l'amour entre personnes handicapées, âgées, voire démentes, avait droit de cité et que la morale devait évoluer.

Roger ne courait donc plus que rarement après les délits de racolage, d'exhibitionnisme, de proxénétisme, d'agressions sexuelles, et la plupart de son temps se passait en longues séances de conciliation pour des conflits de voisinages qui se réglaient généralement à l'amiable avant que l'on n'en vienne aux mains...



« Jeudi 17 novembre 2033 : Albert m'a apporté ce matin une bouteille de Bordeaux d'un millésime très antérieur à la Révolution. Comment arrive-t-il à trouver ce genre de chose ? La semaine dernière c'était un pot de caviar, une autre fois une boîte de foie gras... Je ne sais pas pourquoi il me fait de tels cadeaux. Quand je lui ai demandé s'il donnait ces choses là à tout le monde, il m'a répondu que c'était seulement aux gens capables de les apprécier, ceux qui y avaient déjà goûté. Je lui ai demandé si le commissaire Berthier en faisait partie et il m'a répondu qu'un flic cela ne s'achète pas, ça s'approvoise !... Etrange personnage... »

Albert Santini s'était jadis constitué une petite fortune personnelle en dévalisant quelques riches villas, puis il avait investi dans des machines à sous²⁵ clandestines qu'il plaçait dans des clubs privés, des bars à puttes et des salles de jeux borgnes. Il se vantait de bénéficier de tous les avantages sociaux destinés aux pauvres et de ne payer aucun impôt direct. Son appartement luxueux au dernier étage de la résidence de La Faisanderie était au nom de sa compagne, sa BMW au nom de son fils. Tous ses achats se faisaient en liquide et son compte en banque se limitait à quelques centaines d'euros placés à la Poste. Pour lui, la vie était belle et sans risque. Il avait eu suffisamment d'intelligence pour échapper à la fois au système judiciaire (il n'avait même jamais eu d'amende²⁶) et aux gros

²⁵ **Machine à sous** : Jeu appelé aussi *manchot voleur* en raison de la manette disposée sur un coté et qui actionnait une roulette aléatoire. Les joueurs misaient une pièce et espéraient gagner toutes celles déposées avant lui par d'autres joueurs. En réalité, les chances de gain étaient préalablement calculées pour que seul le propriétaire de la machine à sous soit bénéficiaire.

²⁶ **Amende** : Somme à payer en compensation d'un délit quelconque (stationnement illégal, excès de vitesse etc.). On parle aussi de contravention, de papillon, de PV, de prune, ainsi que de nombreux autres vocables témoignant de la fréquence de cette pratique. Le terme ne subsiste plus que dans l'expression *faire amende honorable*.

bonnets qui avaient tenté de canaliser ce malfrat indépendant. Assez riche pour passer quelques semaines de février à Courchevel, se baigner dans les eaux chaudes de la Guadeloupe en mars et louer un voilier à Corfou en été, il savait rester dans un juste milieu ne suscitant pas trop de curiosité. Sans casier judiciaire ni obédience à quelque groupe mafieux que ce soit, il s'apprêtait à prendre une retraite dorée qu'il jugeait bien méritée.

Quand la crise était apparue et que les dévaluations successives avaient fait fondre son magot, il envisagea de reprendre du service et de compenser la perte monétaire par l'accumulation de biens plus pérennes que l'argent. Il investit dans un petit voyage aux Baléares où il "emprunta" un beau catamaran de vingt cinq mètres. Un passage par un chantier clandestin en Sicile lui permit de maquiller toute trace pouvant identifier le bateau, son moteur, ses accessoires et son ancien propriétaire. Il fit venir de Suisse un moteur électrique et des panneaux voltaïques en remplacement du moteur diesel, ce qui lui donnait une autonomie totale pour les manœuvres portuaires et changeait passablement l'aspect du catamaran. Un ami marseillais lui fournit de vrais faux papiers qui le rendaient propriétaire légal et lui permettaient d'obtenir un appontement à l'année à Port Camargue. Son fils en fit sa résidence principale, ce qui lui évitait tout risque de réquisition.

Quand arriva la Révolution et que cette absurde société de l'accès fit son apparition, il prépara longuement sa reconversion. Il aurait pu se contenter de ses acquis, surtout depuis que son appartement était rempli de matériels audio-visuel et informatique malencontreusement tombés des camions entre Narbonne et Montpellier. Mais cette nouvelle société lui donnait une seconde jeunesse. Elle posait un problème intellectuel inédit. Comment truander une société sans argent à détourner, sans propriété privée à dérober, sans commerce et sans spéculation ? Il manquait le jeu, le risque, l'aventure, la marginalité dans cette histoire...

Sa première idée fut de jouer sur la nourriture. Puisque c'était devenu le principal sujet de préoccupation de ses concitoyens, le point de convergence de toutes les énergies, il allait se distinguer par là. Son nouveau jeu serait de s'offrir quotidiennement des repas pantagruéliques, aussi rares et incongrus qui soient. Il recréerait un marché en faisant des envieux dans le milieu. Il ferait flamber son

pavé de bœuf au cognac quand les autres se contenteraient d'un ragout de mouton, dégusterait son Don Pérignon avec du caviar géorgien quand le commun des mortels avalerait leur pastis local avec des chips maison et mangerait des fraises à Noël et des avocats d'Israël quand tout le monde se limiterait aux légumes de saison et de proximité. Il s'imaginait déjà à la tête d'un petit empire, dealer incontesté de la bouffe de luxe. Mais son rêve prit du plomb dans l'aile quand il tenta d'en évaluer le profit. Si dans une société marchande l'affaire eut été juteuse, dans une société a-monnaire, contre quoi pourrait-il échanger ses services ? Contre d'autres services ? Il pouvait déjà se payer une femme de ménage, une manucure, un barbier privé, un coursier pour ses affaires courantes, rien qu'en échangeant quelques menus objets accumulés dans sa vie de malfrat. En plus, des quantités d'anciens professionnels hautement qualifiés exerçaient leurs talents gratuitement pour le simple plaisir d'étaler leur savoir-faire, pour éviter la solitude d'une vie sans clientèle ou par peur de l'inactivité. Qu'auraient-ils fait d'un pot de caviar géorgien ?... Plus il y réfléchissait, plus il doutait de l'intérêt de son plan. Allait-il devenir honnête par nécessité, faute de trouver matière à transgression ? Triste monde !...

Il tenta de changer l'objet du trafic et pensa aux carburants mais des techniciens mettant sur le marché des mini centrales de production de méthane pour une consommation personnelle suffisante, lui coupèrent l'herbe sous les pieds. Le trafic de drogue, d'alcool et de médicaments n'était plus rentable depuis que n'importe quel alcool ou toxico pouvait trouver dans son entourage le chimiste, le producteur de cannabis ou le distillateur capable de le satisfaire. Après des mois de douloureuses réflexions, il décida de faire comme tout le monde, d'exercer son métier de truand pour son seul plaisir. Il aurait son caviar et son Don Pérignon à table, son cigare de la Havane le dimanche, et s'en contenterait, comme un joueur de poker repentini qui miserait des haricots. Triste vie !....

Albert Santini se trouvait souvent en conflit avec son fils et confiait ses soucis à son voisin du dessous, l'ancien notaire. Bien que son fils lui soit reconnaissant pour le beau catamaran qu'il occupait désormais à Port Camargue, il considérait son père comme un vieux crouton, incapable de comprendre le monde moderne et de

s'adapter. Là-dessus au moins, Albert avait un point commun avec le notaire dont le jeune fils manifestait une innocente condescendance, polie mais cruelle.

- Vous verrez, Durieux, votre fils partira comme le mien. Leur Révolution a chamboulé trop de choses. Profitez bien du vôtre tant qu'il est enfant. Le mien est toujours en mer pour transporter l'un ou l'autre. Il m'envoie un mail de Patras, un autre jour de Gênes ou de Tanger. Le dernier, c'était de Barcelone et il me dit qu'il a été bien nourri par ses passagers qui savaient cuire le poisson comme personne ! Vous vous rendez compte, il a bien bouffé et il est content ! De mon temps, on aurait au moins pensé à trafiquer quelque chose dans tous ces pays... Et dire que c'est moi qui le lui ai fourni, ce bateau...

La petite commune côtière du Grau-du-Roi abritait avant la crise le plus grand port de plaisance d'Europe. Port-Camargue, créé artificiellement sur les marais, recevait jadis des quantités de yachts, tous plus luxueux les uns que les autres et désormais au mouillage faute de carburant. Avec la ration individuelle d'essence autorisée, un moteur de 2000 chevaux eut dépensé en quelques miles nautiques sa part mensuelle. Certains avaient équipé leurs bateaux de gréements de fortune mais leur conception de départ n'ayant rien à voir avec la voile, ces aménagements rendaient les bateaux lents, difficiles à manœuvrer, voire dangereux. La plupart avaient donc récupéré les annexes pour la pêche ou la promenade et délaissé ces hôtels flottants de luxe. Peu à peu, ils furent investis par de nouveaux occupants, comme résidents fixes ou pour les montagnards souhaitant passer quelques temps à la mer.

Les voiliers en revanche, avaient retrouvé une fonction oubliée. De la plaisance, ils étaient passés au transport de marchandises et de passagers. Pour celui qui désirait se rendre à Marseille ou Barcelone, la voie maritime était de loin la plus simple et la moins polluante. Port-Camargue était devenu une véritable gare maritime. Les passagers se promenaient le long des quais avec une pancarte indiquant leur destination et rares étaient ceux qui attendaient longtemps. Quelques gros voiliers, bien équipés pour la haute mer, relient des ports plus éloignés comme Gênes, Alger, Tunis ou Tanger. Bien que l'immigration ait pratiquement disparu avec le système monétaire, certains étrangers bien implantés en France mais ayant

encore de la famille dans leur pays d'origine, faisaient le voyage dans un sens ou dans l'autre. Il était d'usage que les passagers se chargent de la nourriture pour le trajet et accueillent les marins dans leur famille à l'arrivée. Les passionnés de mer pouvaient naviguer ainsi à longueur d'année et les passagers se déplacer sans autres difficultés que de mettre en réserve les provisions de voyage.

Les échanges entre pays se développaient d'ailleurs considérablement. Sans la nécessité de payer le trajet, la restauration, l'hébergement, il était devenu facile de faire le tour de la méditerranée, de visiter chaque pays, de rencontrer d'autres cultures, d'autres modes de vie. Les voyageurs ayant des connaissances échangeables étaient particulièrement bien reçus. Un paysan du Cantal qui séjourne chez un confrère marocain, grec ou palestinien, donne un coup de main, fait part de ses expériences, échange quelquefois des semences intéressantes. Les techniciens en énergies renouvelables, en mécanique ou informatique pouvaient être très recherchés dans certaines régions un peu en retard dans leur technologie.

Avec la chute des gouvernements centralisés et du commerce international, les frontières avaient très vite perdu leur sens. Les contrôles douaniers, les visas et passeports étaient de vieux souvenirs. Il existait bien encore quelques limites territoriales mais elles étaient culturelles et administratives. Il avait suffi d'abolir la monnaie pour que les Kurdes de Turquie, d'Irak et de Syrie se regroupent naturellement sur leurs terres ancestrales et forment enfin une entité distincte de leurs grands voisins. En Israël, il était très vite apparu que les intérêts étaient très proches de ceux des Palestiniens. Les deux pays, se trouvaient dans un invraisemblable imbroglio, malgré le mur qui devait, soi-disant, contenir les deux peuples dans leur pré carré. Quand la monnaie fut abolie en Israël, la redistribution des terres fit tout exploser, y compris avec les voisins égyptiens et jordaniens. Le simple partage de l'eau sur le plateau du Golan et en Samarie entraîna un redécoupage de la région enfin cohérent. Ce que soixante ans de guerres, de négociations, de boycotts des produits israéliens, de blocus de la Palestine, n'avaient pu réaliser, malgré les cortèges de traités de Paix, de résolutions onusiennes et de rencontres au sommet, quelques mois de suppression de l'argent l'avait tout naturellement mis en place. Allah Akbar disaient les musulmans, Dieu soit loué disaient les juifs. Et les premiers se moquaient

des deuxièmes en leur disant qu'ils retardaient et que la "location", même de Dieu, était abolie !



« Vendredi 5 octobre 2029 : Je crois que le problème de l'approvisionnement en nourriture commence à se résoudre. Enfin, si l'on peut appeler cela un début de solution. La mairie vient de distribuer des carnets alimentaires, comme en temps de guerre. Je me demande bien comment les gens vont accepter de se contenter du minimum déclaré suffisant. Mon voisin Santini, lui, a déjà anticipé et possède trois faux carnets à son nom. Et pourtant, c'est de loin le moins à plaindre avec tous les trafics illicites dont il s'est rendu coupable depuis des années. Comment fait-il pour ne jamais se faire prendre ? Comment réussit-il à être copain comme cochon avec le commissaire du premier étage ?... Quant à la demoiselle Martel, la nouvelle habitante du premier, elle est affiliée à un groupement qu'elle appelle son AMAP et reçoit chaque semaine un panier de fruits et légumes d'un maraîcher de Margueritte, un panier de viande et produits laitiers d'un éleveur de La Calmette. Elle milite pour nous faire tous rentrer dans son système... »

Après quelques mois de flottement, chaque région établit des listes de produits de base absolument nécessaires à chacun, selon son âge et son sexe : alimentation, vêtements, produits manufacturés, entretien, toilette, transport, culture etc. Il fut décidé de diviser les communautés humaines en îlots de 800 habitants, chacun ayant un dépôt d'approvisionnement propre et en assurant la gestion, chacun de ces dépôts étant fédéré au sein d'un système plus global. Des carnets de fournitures furent édités sur lesquels l'acquisition de ces produits étaient marqués d'un tampon afin d'éviter l'accumulation par une même personne de produits venant de dépôts différents. Une page spéciale était réservée aux déplacements, ce qui permettait à celui qui devait quitter momentanément son lieu de résidence d'être nourri et logé durant son voyage. Quelques semaines plus tard, le système fut abandonné sous la pression des plus vieux ayant gardé un fort mauvais souvenir des carnets d'alimentation de la deuxième guerre mondiale et du marché noir qu'ils avaient induit. Les antiautoritaires leur emboîtèrent le pas, assurant que les contrôles ne serviraient qu'à être pervertis, que c'était la porte ouverte à toute une bureaucratie tatillonne et la fin du rêve démocratique. Puis

l'expérience faisant loi, le système se régula de lui-même, ce qui aurait paru complètement utopique du temps de l'argent. Il y a, on prend, il n'y a pas, on s'en passe...

La distribution de certains produits souleva d'immenses débats. Le tabac opposait les fumeurs invétérés aux militants de l'abstinence qui trouvaient incohérent de fournir gratuitement un produit dangereux pour la santé. L'ancienne Altadis²⁷ devenue une Scop, profita astucieusement de cette querelle pour démontrer que la dangerosité du tabac était davantage due aux adjuvants qu'au tabac lui-même. On vit alors arriver dans les dépôts un nouveau tabac 100% français, 100% naturel et présenté sous forme de cigarettes, cigares ou tabac à pipe. Des études démontrèrent que ces produits naturels diminuaient considérablement les problèmes d'accoutumance et réduisaient de facto la consommation. Avec vingt cigarettes par jour, dix cigarillos ou 20 grammes de tabac en vrac, nul ne serait en manque et seuls les sujets fragiles, les asthmatiques, les déficients respiratoires, devraient logiquement s'en priver.

Pour les alcools, l'Etat n'ayant plus de taxe à prélever sur les producteurs, le contrôle des alambics devenait obsolète. Pourtant, tout distillateur sait à quels dangers s'expose un buveur de mauvais alcool. L'usage d'un alambic personnel fut donc autorisé sous réserve d'un stage de formation chez un professionnel agréé. Un certificat d'aptitude à la distillation (CAD) permettait donc de produire son alcool à titre privé.

Dans ces conditions, les fumeurs de haschisch ne tardèrent pas à réclamer la libre culture de leur consommation personnelle. Le problème était d'autant plus pressant que les drogues habituelles avaient disparu quasi instantanément avec l'argent. Les produits de base en provenance de Colombie, d'Afghanistan, du Maroc, sans appel financier, n'arrivaient plus à destination. Ce que les années de luttes d'une armée de douaniers, policiers, brigades spécialisées, lois antitupéfiantes n'avaient pu faire, la disparition de l'argent l'avait accompli en quelques semaines ! Les accros durent se rabattre sur les productions locales.

²⁷ Altadis : Principal fabricant de tabacs européen, issu de la fusion entre la SEITA, privatisée en 1995, et l'Espagnol Tabacarela.

La grosse l'approvisionnement des produits de bases. Entre inquiétude du début fut bien sûr ceux qui s'étaient regroupés en AMAP, ceux qui s'approvisionnaient au dépôt de leur quartier avec leur carnet d'alimentation, ceux qui avaient réussi à se faire domicilier à deux endroits différents, ceux qui déclaraient des faux membres de leur famille, ceux qui fabriquaient de faux carnets comme ce filou de Santini, les plus belles et plus sages décisions étaient perverties. La peur du manque de nourriture, le désir boulimique de se suralimenter, le plaisir de manger et boire mieux que l'autre... Les motivations ne manquaient pas pour contourner un système se voulant égalitaire et le rendre caduque. Et pourtant, au moins dans nos régions tempérées et productives, il n'y eut pratiquement pas de pénurie. Puis on s'aperçut que les pertes dues aux trafics étaient largement compensées par la disparition presque totale du gaspillage. Avec les grandes surfaces et la publicité, près de la moitié de ce qui était mis sur le marché se retrouvait jadis en déchets. Avec les circuits courts et directs, les dates de péremptions étaient rarement dépassées, les produits rarement abimés par le transport et surtout, les particuliers gaspillaient beaucoup moins. Jamais les fraudes n'arrivèrent à ce taux calamiteux de 40 ou 50% de pertes de l'ancien système. Les contrôles et les prohibitions n'entraînent que désordre et déresponsabilisation, contrairement à la prise au tas ! La décision courageuse prise à Nîmes de lever tous les contrôles fit école...



« Dimanche 5 août 2029 : J'ai vu ce matin le patron du Gambrinus devant son café. Il est complètement désespéré et ne sait que faire de son établissement. En homme de compromis, il a baissé son rideau de fer à moitié et laisse rentrer les amis, les clients fidèles. Personne ne sait comment lui payer les consommations et l'on se contente de noter ce que l'on boit sur une ardoise. Il m'a annoncé que tous les cafetiers allaient se réunir pour prendre une décision commune... »

A Nîmes, les bars mirent beaucoup de temps à comprendre les avantages du nouveau système. Pour la plupart d'entre eux, l'abolition de l'argent signifiait la fermeture pure et simple. Pourquoi offrirait-ils à boire à tout le quartier sur le stock qu'ils avaient payé de leurs derniers deniers ? De quoi vivraient-ils s'ils passaient leurs journées derrière leur comptoir pour rien ? Et si tout était gratuit, pourquoi les gens s'arrêteraient-ils de boire ? Et quand ils auront tout bu, comment renouveler le stock ?

A vrai dire, personne n'était capable de répondre à leurs questions, ni les politiques, ni les clients, ni les producteurs, ni les syndicats et encore moins les révolutionnaires qui avaient initié le mouvement en brûlant les billets de banque et en investissant la Bourse. Tous les patrons de bars se réunirent alors dans un immense congrès au hall des expositions. Ils avaient invité les viticulteurs, des représentants de l'usine Perrier, les Pastis de Saint-Florent, quelques bouilleurs de cru encore en activité etc. La question était simple : Fallait-il vider les stocks dans une immense soulerie généralisée de la ville et abandonner ensuite le métier ou trouver un autre mode de fonctionnement totalement innovant ?

Au début du congrès, ce sont les tenants de la grande beuverie qui marquèrent des points. La Contre Révolution se fera grâce à une belle pagaille qui démontrera l'ineptie d'une société sans argent. Quand toute la ville sera en comas éthylique, quand plus personne ne pourra contenir les délires d'ivrognes, les bagarres, les excès en tous genres provoqués par une levée brutale de toutes les inhibitions, les gens de bon sens se réveilleront, réinstaureront des moyens de paie-

ments, la valeur des choses, le travail récompensé par un gain, l'ordre canalisé par la loi ! Le problème n'était pas l'argent mais la spéculation. Le peuple avait été berné par des idéologues farfelus. On avait jeté le bébé avec l'eau du bain, lâché la proie pour l'ombre, tué le malade pour éradiquer la maladie !

Il s'en suivit un long et stérile débat sur les chances de restauration d'un système monétaire cohérent et stable. Après tout, depuis la plus haute antiquité, le commerce avait bien fonctionné. Ce sont les organismes internationaux et leur libéralisme outrancier qui avaient entraîné le Monde dans cette folie, à commencer par le FMI, l'OMC²⁸ et les grandes banques. Mais personne n'était capable de proposer un mode de régulation cohérent, efficace et innovant. Tous les économistes avaient failli, à droite comme à gauche, au plan régional comme international. Les choix entre plus ou moins d'Etat, entre le collectif ou l'individuel, entre les contraintes ou le libéralisme, avaient tous été expérimentés et avaient tous abouti au même désastre. Aucun système financier n'était capable de résoudre les problèmes d'énergie, de chômage, de santé, d'écologie, d'émigration, de famine sur la moitié du globe et de surproduction sur l'autre moitié...

Une semaine de débats acharnés laissèrent les congressistes épuisés et impuissants. A bout de force et d'arguments, les contre-révolutionnaires laissèrent un peu de place à ceux qui proposaient l'adaptation au nouvel ordre mondial. Le patron du bar-tabac Gambirinus monta alors à la tribune et fit un émouvant discours sur la beauté de son métier. Son établissement, fondé en 1847 par son ancêtre, avait connu toutes les difficultés, toutes les crises, toutes les guerres, et avait survécu à tous les changements sociaux, politiques, législatifs. Il était convaincu du rôle essentiel de cohésion sociale de son bar et se présenta comme le dernier rempart contre une indivi-

²⁸ **FMI** : Fond Monétaire International. Organisme mondial chargé de réguler les budgets nationaux et de soutenir les plus faibles. Le dévoiement de cet organisme, devenu rapidement un instrument de pouvoir des pays les plus riches, ne fut pas pour rien dans la crise de 2029. **OMC** : Organisation Mondiale du Commerce. Cet organisme a été chargé d'instaurer les règles du commerce international, mais l'essentiel des règles posées visaient à permettre la libre concurrence, c'est-à-dire à fournir au plus fort les moyens d'avaler le plus faible.

dualisation forcenée. Depuis toujours la famille, le clan, la cité, la nation, avaient protégé l'homme de cette maladie mortelle qui le rend aussi vulnérable qu'une fourmi. Sans les discussions de comptoirs, sans les parties de cartes entre voisins, sans la terrasse où l'on vient s'asseoir pour rencontrer des amis, que deviendrait l'homme ? Maintenant que tout est gratuit, que chacun a, sur simple demande ce qu'il lui faut pour manger, boire, se vêtir, se cultiver, se détendre, chacun restera chez soi. Pourquoi sortir quand on peut boire sa bière chez soi ? Et quand les gens seront morts de solitude, d'absence de communication, d'égoïsme, coincés dans une autonomie qui les dispense de l'autre, c'est alors que l'on s'apercevra que tous nos établissements sont fermés et que rien ne les a remplacés. Non, messieurs, nous sommes l'ancre qui retient le navire de la dérive, la bouée qui empêche de sombrer dans l'individualisation, l'institution garante de notre appartenance à la communauté humaine et nous le resterons, avec ou sans argent !

Un sociologue qui s'était invité au congrès par curiosité se précipita à la tribune pour embrasser le patron de bar.

- Ce que vous venez de dire est non seulement beau mais juste. Avec des mots simples, vous avez résumé ce que nombre de sociologues ont essayé de dire avec leurs phrases compliquées et leurs milliers de pages douloureusement élaborées. Sauvez vos cafés, vos brasseries, vos restaurants. Lutte contre la distribution de boissons aux particuliers pour que nous soyons obligés de consommer chez vous. Organisez-vous avec les producteurs pour être régulièrement approvisionnés sans contrepartie. Profitez de ces bouleversements pour rendre vos établissements encore plus conviviaux, plus fraternels, plus culturels, plus.... J'en bafouille de joie et de plaisir, Messieurs. Votre heure de gloire arrive enfin. Vous ne gagnerez plus d'argent mais la reconnaissance d'un peuple, la considération de vos semblables. Vous serez à la pointe du progrès, le fer de lance de la démocratie directe, le symbole même de l'humanité nouvelle.

C'est ainsi qu'un tonnerre d'applaudissements ouvrit une nouvelle semaine de reconstruction du réseau des établissements débitants de boissons. Une Chambre de Gestion fut créée pour centraliser les besoins locaux et les idées de chacun. Les bars, l'un après l'autre, relevèrent leur rideau de fer et reprirent leurs activités.

Nombre d'anciens garçons revinrent servir, pour le plaisir de retrouver leurs anciens clients.

Les cafés faisant PMU, fournissant les billets de loterie nationale et autres gadgets de la Française des jeux²⁹, s'inquiétaient beaucoup du risque de voir une bonne part de leur clientèle leur échapper. Mais ils trouvèrent la solution dans l'instauration de jeux gratuits, billards, flippers etc. Un joueur reste joueur, quel que soit le gain à la clef. Sans argent, les paris reprirent pour la gloire, le plaisir de réussir mieux que l'autre, voire pour établir des records personnels !

L'usage s'établit dans les cafés de fixer à trois verres par personne la limite de consommation pour préserver la pérennité des stocks et rares furent les usagers qui tentèrent de dépasser les bornes. Ceux qui voulaient "faire la tournée des bars" étaient vite repérés et ramenés à la raison par tous les autres. On constata à ce propos que les problèmes d'alcoolisme disparaissaient peu à peu avec les difficultés d'approvisionnement et la gestion très locale de la circulation des boissons alcoolisées. Il était devenu fort compliqué pour un particulier d'accumuler une quantité suffisante pour sombrer dans l'abus. La simple obligation de rapporter les bouteilles vides pour un nouvel usage, décision prise par les fabricants pour économiser l'énergie et le travail humain, permettait de repérer les **invivilités**. Les plus accros profitèrent de la situation pour installer de petits alambics personnels et produire eux-mêmes ce que les cafés, les épiceries et la commune leur refusaient. Mais cela restait un épiphénomène peu nuisible à la société et à régler médicalement ou psychologiquement plutôt que par la répression.

²⁹ **Française des jeux** : Le jeu de la loterie que l'on trouve encore dans certaines fêtes locales était une véritable institution d'Etat, un impôt non désigné comme tel. L'Etat imprimait des billets numérotés, les vendait aux citoyens et procédait alors à un tirage au sort du numéro gagnant. Il y avait bien quelques heureux faisant rêver tous les perdants, mais le seul véritable gagnant était l'Etat, les sommes reversées ne dépassant jamais un petit pourcentage des sommes reçues. Le même système était utilisé avec des jeux appelés *le Bingo*, *le millionnaire*, *le Jackpot*, et des paris sur le foot, les chevaux (*PMU*) tous regroupés dans la même société, la Française des jeux.

Même les boîtes de nuit où les jeunes continuaient à se retrouver quelques soirs par semaine, changèrent d'ambiance. Avec des entrées forcément devenues gratuites et la règle des trois verres, le besoin de se défoncer³⁰ au bruit, à la danse, à l'alcool ou à la drogue s'estompa. Quand on ne pouvait sortir en boîte que le week-end et après une semaine de travail, de contraintes, de frustrations, l'enjeu était bien sûr d'en profiter le plus possible. Mais depuis que l'on pouvait y aller tous les soirs sans restriction, le besoin était moins grand, la transgression inutile. Le plaisir se dilue dans la répétition, c'est bien connu. Il ne restait que les jeunes adolescents qui sombraient parfois dans des excès regrettables. Pour eux, la transgression est nécessaire à l'affirmation de soi, la prise de risque, un besoin vital, et l'opposition à l'ordre établi, une étape incontournable. Puis, les multiples possibilités de découvertes et d'expérimentations que leur offrait la société, calmaient leurs ardeurs juvéniles.



³⁰ **Défoncer (se)**: Oter le pantalon qui recouvre son fondement. Jadis le terme désignait l'action de travailler, boire, s'amuser avec excès jusqu'à perdre les fondements mêmes de sa personnalité.

« Vendredi 7 avril 2034 : Stéphane n'arrête pas de poser des questions impossibles. Et pourquoi ça et pourquoi ci ? Et comment faisiez-vous avant ? Et pourquoi ne faisiez-vous pas ça ?... Il m'oblige à réfléchir à des situations et des idées qui m'avaient toujours parues évidentes. Réfléchit-on aux mouvements musculaires que l'on fait pour respirer ?... »

Le petit Stéphane Durieux, curieux de tout, faisait souvent le va et vient entre le bureau de son père et l'appartement des Gaillard à l'étage en dessous. Son père lui expliquait le fonctionnement de l'ancien système monétaire, le père Gaillard lui racontait ses années de luttes de vieux militant socialiste. L'ancienne profession de son père lui avait longtemps paru incompréhensible.

- Mais pourquoi donc les gens venaient te voir pour rédiger un contrat ? Ils ne pouvaient pas le faire eux-mêmes ?

- Si, ils auraient pu. On appelait cela des contrats sous seings privés. Mais dès que de l'argent était en cause, pour l'achat ou la vente d'une maison par exemple, ils devaient passer par moi ou l'un de mes confrères. L'acte était alors dit authentique et je m'occupais de sa déclaration aux hypothèques. Les clients payaient bien sûr la rédaction de l'acte et sa déclaration officielle.

- A chaque acte rédigé, l'Etat prenait donc aussi de l'argent au passage, comme toi ? Et les gens trouvaient cela normal ?

- Ils n'avaient pas le choix. Et puis cela faisait déjà longtemps que l'usage était établi. Je t'ai déjà montré un registre de notaire du XIII^e siècle. Tu t'en souviens, n'est-ce pas ? On ne remet pas en cause facilement un système si ancien.

- Et les gens te faisaient confiance pour régler leurs affaires, simplement parce que tu étais notaire ?...

- Sous l'Ancien Régime, l'essentiel des institutions fonctionnait sur la confiance au système, comme la monnaie dite "fiduciaire". Les gens acceptaient un billet de banque parce qu'ils faisaient confiance en la valeur qui y était inscrite. Avec les dévaluations en chaîne, cette certitude est tombée, et avec elle, tous les gens qui s'étaient portés garants de cette valeur : Les banquiers, certes, mais aussi les notaires, les politiques et les Etats. Quand les gens se mettent à douter sérieusement de ceux qui les représentent, qui les dirigent, qui sont censés avoir la compétence, rien ne va plus.

En effet, quand la confiance générale s'effondra, quand l'heure ne fut plus aux grands plans de politique générale, aux structures mondiales, aux idéologies globalisantes, mais à la survie locale et à l'organisation pratique des petites communautés humaines, le notaire Durieux avait cru que le Monde allait s'écrouler. Il était devenu clair que la base s'organisait plus vite et mieux que l'ancienne hiérarchie, ce qui ébranlait les convictions les plus profondes de Durieux.

Comme le notaire Durieux, toutes les instances de pouvoir virent avec angoisse chanceler cette confiance qui seule leur assurait l'agrément de leurs assujettis. Elles tentèrent de prendre le train en marche et de se présenter comme seules capables de répondre aux enjeux nouveaux. Mais le discours ne prenait plus. La gauche s'accrochait à sa vieille idée de démocratie participative, les syndicats à cette fameuse union qui devrait faire la force, la droite jouait encore et toujours sur la peur de l'anarchie et promettait une régulation mondialement normalisée par des traités internationaux...

Le père Gaillard se régala à raconter à Stéphane comment les vieux appareils étatiques avaient subi la Révolution.

- Les grandes administrations de l'Etat s'écroulèrent avant d'avoir compris ce qui leur arrivait. L'ensemble de l'édifice fonctionnait avec comme seule et unique justification, les cordons de la bourse. Pourquoi un ministère des finances quand il n'y a plus de budget³¹ à établir ? Pourquoi un ministère du travail quand il n'y a plus de salariat ? Pourquoi un ministre des anciens combattants quand il n'y a plus de pensions à verser ?

- Il y avait tant d'administrations que cela, uniquement pour de l'argent ?

- Il y avait les impôts, les allocations familiales, la sécurité sociale, les assedic, les pôles-emplois, les caisses de retraites, le trésor public, les douanes, etc. Certaines administrations, en revanche, surent se transformer rapidement et se rendre indispensables. Ce fut le cas des services cadastraux et des hypothèques. Jadis créés pour contrô-

³¹ **Budget** : Gestion comptable des dépenses et des recettes d'une famille, d'une entreprise ou d'un Etat. Ce terme est complètement tombé en désuétude et n'apparaît plus que dans la littérature au sens d'évaluation (*le budget du savoir, roman de Frédéric Morlon*).

ler la propriété privée et faire rentrer dans les caisses de l'Etat l'impôt foncier, les employés continuèrent à effectuer tous les relevés habituels pour consigner l'établissement des propriétés d'usage, qu'il s'agisse de maisons d'habitation ou de terres agricoles. Le cadastre continua à fournir une garantie de protection des particuliers, un outil pratique d'évaluation des ressources du pays.

- Qu'est-ce qui est resté d'autre de tous ces services ?

- Les seuls ministères qui espèrent perdurer après la crise furent les services demandant une organisation, une coordination dépassant le stricte cadre régional : L'enseignement, les transports, l'énergie... A défaut de réguler les budgets, ils pouvaient donner une cohérence aux différentes régions afin que l'on puisse se déplacer de Lille à Marseille, de Strasbourg à Brest sans avoir l'impression de changer totalement de pays. Mais il faut ajouter aux milliers de fonctionnaires rendus d'un seul coup inutiles, tous les employés du privé n'ayant d'autre fonction que de faire circuler l'argent (assurances, mutuelles, services comptables, bureaux de change, banques, etc.). On s'aperçut d'un coup, en effet, que le système financier coûtait beaucoup de sous pour son propre fonctionnement et que des millions de gens pouvaient être libérés pour des tâches plus utiles à la collectivité !

- Et tous ces gens ont réagi comment quand ils ont compris qu'ils n'avaient plus de travail ?

- Oh, ce fut la grande panique. C'étaient les seuls qui avaient des emplois stables. Les fonctionnaires n'étaient révoqués que pour faute extrêmement grave. C'était surtout difficile pour les plus vieux, ceux qui avaient fait toute leur carrière dans la même administration. Ils ne comprenaient pas ce qui leur arrivait. On avait beau leur dire qu'ils n'auraient plus rien à dépenser, ils s'inquiétaient encore pour le paiement de leur loyer. Ça ne rentrait pas dans leur tête. Beaucoup se sont regroupés chaque matin devant les portes de leurs bureaux, attendant désespérément qu'un miracle se produise, que leur travail soit rétabli. Tous les employés des impôts étaient persuadés que sans eux, l'Etat ne pourrait plus payer les écoles, les hôpitaux, les policiers, les transports, les centrales électriques. Ils attendaient donc que l'on institue une nouvelle forme de solidarité nationale, forcément centralisée, et nécessitant un financement. Quand on leur disait que l'argent était aboli, ils demandaient avec quoi on allait payer leurs services ! Tu ne peux pas imaginer, Petit, comme il a été diffi-

cile de leur faire comprendre que plus rien ne s'achetait, et surtout pas les services publics...



« Samedi 20 septembre 2031 : Je passe de moins en moins souvent au Gambrinus. J'y prenais plaisir à boire un petit verre de temps à autre mais je ne peux plus y aller sans être pris à partie dans une discussion qui me désole, me déroute ou m'agace. Chacun se croit autorisé à philosopher, à avoir une opinion pertinente, et quel que soit le sujet abordé. On se demande vraiment à quoi servent désormais les grands maîtres que l'on nous enseignait lors de nos humanités.... »

Le Gambrinus était à deux pas de l'immeuble de La Faisanderie et les soirées y prenaient généralement l'aspect de forum public. Il était devenu rare qu'aucun des clients présents ne soulevât un débat à partir d'une réflexion banale. Tant d'évidences d'hier avaient été mises à mal par la journée du 27 juin !... Ce soir là, c'est Victor qui lança à propos d'un flash sur un ancien magnat de l'immobilier :

- Le fric et le pouvoir, ça marche ensemble. Avec ce qu'il avait mis de coté avant la crise, il a pu s'organiser mieux que nous tous.

Hier, tout le monde aurait été d'accord avec ce genre de propos et chacun serait retourné à son verre sans sourciller. Mais aujourd'hui, cette simple phrase déclencha une polémique qui se poursuivit tard dans la nuit.

- C'est vrai. Celui qui n'en a pas est forcément dépendant de celui qui en a.

- Et rien ne va changer, mon vieux, même sans argent. Celui qui donne prend aussi le pouvoir sur celui qui reçoit. L'intelligent peut manipuler l'imbécile, le fort peut imposer sa loi au faible. Vous verrez que tôt ou tard, on va retrouver la même hiérarchie. Ceux qui nous possédaient par leur fric nous auront jusqu'au trognon par un autre moyen.

- C'est dans la nature, ça. Le gros poisson mange le petit. C'est dans l'ordre des choses.

- Mais nous les humains, on n'est pas des sardines. Sans argent, plus d'Etat. Plus d'Etat, ça veut dire des petits groupes, des villes, et pas des pays entiers. Si dans ce bistrot l'un de vous veut prendre le pouvoir, il va vite se faire rappeler à l'ordre !

- Taratata. Dans n'importe quel groupe, grand ou petit, il y a toujours un leader, un caïd qui s'impose aux autres. C'est comme ça. L'argent ne faisait que donner un moyen pratique aux caïds de s'imposer. Mais les caïds sont toujours là.

- Mais sans argent, sans Etat, quel est l'intérêt d'être un caïd ? Avant, il s'agissait d'en avoir plus que les autres, mais si la nouvelle société nous fournit à tous tout ce dont on a vraiment besoin, qu'est-ce que le caïd va gagner.

- La gloire, du con. La gloire, le prestige, les honneurs, la supériorité, la reconnaissance des autres. C'est pas rien tout ça. Que je t'appelle Roger ou Monsieur, c'est pas pareil. Que j'enlève mon chapeau quand je te croise ou que je te tape sur l'épaule, c'est pas pareil.

- La gloire, ça marche pour ceux qui font des choses bien, les inventeurs, les créateurs, les bienfaiteurs, pas pour le caïd qui ne cherche qu'à te baiser.

- T'as rien compris, toi. Il y aura toujours des gens incapables d'inventer, de créer, de servir l'humanité mais qui voudront malgré tout la gloire. Ceux là t'obligeront à lever ton chapeau sur leur passage sous peine de prendre une grande claque dans la gueule. On dirait que tu n'as jamais vu de western avec des gangsters sans scrupules que toute la ville respecte parce qu'ils tirent plus vite que les autres.

- Ça, c'est au cinéma. Dans la réalité, ton cow-boy véreux prendra vite un mauvais coup sur la tête quand il aura un moment d'inattention. Pour que ça marche, il faut un arsenal de lois, de juges corrompus, toute une structure sociale qui permettent la loi du plus fort. Comment ils faisaient les Amérindiens pour éviter à toute personne de prendre le pouvoir sur d'autres ?

- Exact. Le caïd ne peut rien contre un groupe forcément plus fort que l'individu isolé. Si la société donne à chacun la méfiance viscérale de tout pouvoir comme un danger permanent mais évitable, le pouvoir du Caïd ne fonctionne plus. C'est uniquement parce que nous croyons dans la prétendue force de quelqu'un qu'il peut imposer sa loi. Le caïd a besoin de l'assentiment général et tacite pour fonctionner. Sans cela, il se limitera à exercer son pouvoir sur les seules relations individuelles, ce qui est nettement moins dangereux, plus contrôlable...

« Jeudi 27 septembre 2029 : Le gouvernement français, regroupant les quelques ministères ayant encore voix au chapitre, s'est barricadé dans le palais de l'Élysée, encore accroché à l'idée d'une représentation populaire de la France au niveau international. Toute décision de quelque importance leur échappe, venant généralement de la base. Sans la garde nationale, sans l'armée de greffiers, secrétaires, huissiers, majordomes et employés de maison, l'Élysée ne ressemble plus à rien. Le chef cuisinier a dû s'adapter à la nouvelle donne et prévoir les menus avec ce que le centre alimentaire de Paris veut bien lui attribuer. Seul le sommelier qui gère une cave considérable des plus grands crus de France et ne reçoit que des visiteurs discrets et de plus en plus rares, peut espérer tenir son rang quelques dizaines d'années. »

Un peu partout dans le Monde, les gouvernements se retrouvaient dans la même situation. Certains résistaient mieux que d'autres, au moins jusqu'à l'échéance des élections. Puis se posait inévitablement la question du renouvellement d'une instance aussi peu crédible et si peu efficace. Tous avaient été pris de court devant l'inconcevable, que le peuple arrive à enlever la clef de voute de tout l'édifice, l'argent. Les élections étaient la plupart du temps reportées, ajournées, les anciens dirigeants reconduits dans des fonctions devenues honorifiques et symboliques, ou purement et simplement renvoyés dans leurs foyers.

La Corée du Nord fut le dernier témoin du pouvoir centralisé. Dans son isolement culturel et financier, la Corée crut longtemps pouvoir tenir, sans changer un iota à son discours. La propagande officielle annonçait que le monde occidental s'écroulait et que le modèle coréen, seul bastion restant de la démocratie populaire, était en passe de se généraliser. Puis vinrent les difficultés avec la Chine, le vieil allié objectif, seul fournisseur des produits de base indispensables à l'économie. La Corée du Nord, incapable d'organiser l'autosuffisance alimentaire, de fournir à ses citoyens le minimum décent, devint aussi incapable de protéger ses frontières de l'information occidentale. La Chine, jadis complice du blocus culturel instauré par le gouvernement, laissa entrer sur son territoire de plus en plus de réfugiés économiques, et retourner dans leur pays des Coréens bien au fait de la situation mondiale, capables de démontrer, preuves à l'appui, la folie de la propagande du pouvoir. Il y a des

limites à tout, même à la *supportation*, selon le mot devenu célèbre aux Antilles, et les frontières cédèrent. Les militaires chargés de les contrôler, eux-mêmes en état permanent de sous alimentation, se laissèrent convaincre, les uns après les autres, que l'heure n'était plus à l'obéissance aveugle au chef suprême, mais à la prise du pouvoir individuel, dans tous les secteurs. Les images, les journaux, les films entrèrent dans le pays comme un véritable tsunami, balayant tout l'édifice patiemment construit par la propagande étatique. Les Coréens comprirent ce qui se jouait ailleurs et la dictature s'effondra faute de bras armé pour la protéger. La famille présidentielle entière disparut de la circulation, sans que nul ne puisse assurer si elle avait été assassinée ou si elle avait trouvé refuge dans quelque lieu isolé.



« Lundi 25 décembre 2034 : Mme Lavabre, la femme du mécanicien, a voulu mettre un sapin dans l'escalier de l'immeuble. Et pour fêter quoi, s'est écriée M^{elle} Martel, l'hypothétique naissance du Christ ? La grande foire capitaliste des cadeaux de Noël³² ?... Il a fallu se réunir en séance extraordinaire pour régler ce litige imbécile. Le Monde est en plein bouleversement et l'on se dispute pour une vulgaire décoration. J'ai fini par voter contre, uniquement pour mettre fin à une nouvelle guerre de religion !... »

Dans l'immeuble de La Faisanderie, les questions religieuses étaient rarement abordées. Les Durieux étaient catholiques de tradition mais pratiquaient peu. Le mécano du deuxième était d'origine protestante, comme la demoiselle Martel, mais si le premier allait parfois au temple, la deuxième avait rejeté tout l'héritage de ses ancêtres et se déclarait athée convaincue et militante. Elle n'avait pas manqué d'expliquer à qui voulait l'entendre ce qui se passait avec les grandes religions depuis la crise. Mais le seul interlocuteur sérieux qu'elle trouvait sur le sujet était l'archéologue du quatrième. Lui, n'avait jamais eu aucune formation religieuse, aucune pratique, mais il s'y intéressait sur le plan historique, au même titre que tous les grands mythes de l'humanité. Il écoutait donc les diatribes de M^{elle} Martel avec bienveillance.

- Les grandes religions ont toutes calqué leur fonctionnement sur les gouvernements en vigueur à l'époque de leur fondation. Pas étonnant qu'elles se trouvent maintenant en complet décalage, déclara l'institutrice³³ avec jubilation.

³² Jusqu'à la crise de 29, les grandes fêtes religieuses, chrétiennes et musulmanes, avaient été récupérées par la société marchande pour gonfler artificiellement la consommation. Chacune d'elles était prétexte à acheter des cadeaux, de la nourriture, des décorations, sans aucun rapport symbolique avec le sens religieux de la fête. A cela s'était ajouté de multiples fêtes civiles (fête des mères, des pères, des grands-parents, des secrétaires, des handicapés, des femmes...), toutes associées à l'achat de fleurs, de parfums et autres objets inutiles.

³³ **Instituteur (-trice)** : Créé au 19^e siècle, ce terme désignait les seuls enseignants des petites classes. Il a été remplacé par celui de professeur des écoles au 20^e siècle. Il qualifie aujourd'hui celui ou celle qui institue la vie sociale chez les enfants (enseignant, parent, éducateur).

- Le Vatican a tout de même bien résisté. C'est le dernier Etat officiellement reconnu ! Il faut dire qu'avec leur armée de théologiens jésuites et dominicains, ils sont capables de toutes les roueries intellectuelles pour s'adapter.

- Ils suivront tôt ou tard le chemin commun. Les juifs et les musulmans, embarqués dans leurs théocraties dites démocratiques, ont été plus vite embarrassés, c'est vrai. L'idée qu'un leader puisse être révoqué par la vox populi s'il ne remplit pas correctement la fonction qui lui a été confiée, ne colle guère avec l'idéologie des imams, des rabbins, des pasteurs et des gurus en tous genres.

Il faut reconnaître qu'avec des formules du genre "rendez à César ce qui est à César", les religions avaient toutes peu ou prou fait allégeance au pouvoir politique qui le leur rendait bien. Les Etats s'étaient servis des religions pour maintenir la soumission des peuples, les Eglises s'étaient servies des Etats pour asseoir leur influence. Avec la crise de 2029, il était devenu clair que tout pouvoir était faillible. Le grand retour de bâton que les Eglises subirent pour avoir copié leur fonctionnement sur les structures étatiques, fut la perte de confiance en leur propre pouvoir. Un pape, un grand rabbin, un mufti, un guru étaient tout aussi faillibles que les autres. La morale devait donc venir du peuple tout autant que des conseils de ces grands maîtres spirituels.

- La suppression de l'argent a fait plus contre les religions que tous les libres penseurs et anticléricaux, Mademoiselle, je vous le concède. Mais les églises vont retrouver un discours individualisé, des pratiques sociales nouvelles, une eschatologie moderne. Quoique vous fassiez, certains hommes auront toujours besoin de s'inventer un dieu, un au-delà, un principe suprême.

- Je n'en suis pas convaincue, Méjean. C'est par l'argent et le secours aux plus pauvres que les Eglises protestantes ont pris du pouvoir en Amérique latine et en Afrique, comme sur des parts de marché. C'est par le biais du Croissant rouge que les islamistes se sont imposés. Dans le cadre d'une société sans argent, ces structures religieuses perdent tous leurs attraits, toute leur puissance. Les pauvres et les laissés pour compte de l'Ancien Régime, n'attendent plus la récompense d'un paradis futur mais la répartition des richesses et des biens qui les entourent, sans intervention divine, sans contrepartie morale, sans injonctions autres que celles qu'ils décident eux-mêmes. Triste réalité pour les pasteurs !

« Mercredi 23 mars 2039 : Stéphane m'étonnera toujours. Il a trouvé un vieil article de presse que j'avais archivé dans la cave où il était écrit que le Monde se divisait en deux, les possédants et les autres. Cette phrase l'a intrigué et il est monté au deuxième étage voir le père Gaillard... »

- Monsieur Gaillard, comment appelez vous ceux qui ne faisaient pas partie des possédants ?

Le vieux Gaillard en resta tout ébahi. Il ne s'était jamais posé la question. Il avait eu envie de répondre, *les travailleurs, les prolétaires*, mais ça sonnait faux.

- C'est vrai, Petit. Avant, il y avait les "possédants" et les autres, qui n'avaient pas de mot équivalent : ceux qui ne possèdent rien..., les "possédés" ! Jeu de mots, je te l'accorde, mais oh combien significatif. La réalité était bien celle de la coexistence entre ceux qui ont et ceux qui se font avoir. Pourquoi donc a-t-il fallu tant de siècles pour comprendre que la possession des uns n'aboutissait qu'à posséder les autres ? Pourquoi fallut-il un déclencheur mondial comme la crise financière, pour que ceux qui se faisaient avoir depuis si longtemps, s'aperçoivent qu'ils étaient bien plus nombreux et bien plus puissants que ceux qui possédaient ? Sans doute la force des mots et les détournements subtils qu'en faisaient les puissants et leurs valets intellectuels...

Les jeunes d'aujourd'hui, avec leur candeur et leur culot, mettaient sans cesse le doigt sur des incongruités linguistiques de cette sorte. L'autre jour, Gaillard avait discuté avec le fils d'Albert, de passage chez son père. A propos des familles qui logeaient sur les bateaux de Port-Camargue, il avait entendu un vieux les traiter de *ésdéhefs* ou quelque chose comme cela et avait été intrigué.

- Les SDF étaient des gens sans logement. Je vais t'expliquer. Autrefois, du temps de l'Abbé Pierre, il y avait des *Sans Abris*, terme désignant clairement quelqu'un qui n'a ni toit ni tente décente pour s'abriter. Un technocrate astucieux, dont il vaut mieux taire le nom par respect pour ses descendants, inventa le sigle SDF, Sans Domicile Fixe. Or, les nomades qui possèdent de belles et coûteuses yourtes, sont-ils SDF ? Le rentier qui voyageait sans cesse dans toute l'Europe à bord d'un somptueux camping-car, n'était pas considéré comme SDF. Le riche négociant qui vivait quelques jours par se-

maine au Luxembourg pour payer moins d'impôts, quelques semaines à Paris pour régler ses affaires, aux Seychelles pour se détendre dans sa belle résidence et aux îles Caïmans le reste du temps pour voir son paradisiaque banquier, n'était pas un SDF. Le passage du Sans abri au SDF est une subtilité linguistique visant à dévaloriser celui qui se trouve confronté à un problème de logement, à le rendre responsable d'une difficulté dont l'Etat français s'était jadis porté volontairement et constitutionnellement garant, mais dont il voulait se débarrasser. Celui qui a traité tes voisins de SDF doit être un vieux crouton de cette époque, et dans sa bouche, le terme est certainement injurieux.

- Ça ne m'étonne pas. C'est un ancien riche qui a gardé son yacht comme résidence principale et qui snobe tous les voisins. Il a beau se laver le cul dans une baignoire en marbre, il bouffe maintenant le même ragout que nous...



« 3 mai 2030 : J'ai reçu ce matin une lettre d'un correspondant lointain et, en regardant le cachet de la poste, je me suis étonné de la rapidité du transport, pourtant effectué sans timbre³⁴. Il y a bien longtemps que seul le courrier expédié par des entreprises privées était assuré d'être distribué sans risque de perte et dans des temps normaux. Avec la crise de l'été dernier, la pagaille a été pire, au moins le temps que la Poste se réorganise. J'avais bien ri quand le jeune facteur desservant l'immeuble de La Faisanderie m'avait annoncé que la poste était maintenant autogérée et que tout allait changer, mais j'ai peut être eu tort. Le mot d'autogestion n'a jamais évoqué pour moi autre chose qu'une joyeuse pagaille communautaire, livrée à toutes les fantaisies. Il me faudra y réfléchir plus sérieusement... »

Dès que l'argent disparut, la Poste prit un tout autre visage. Ce service, créé pour expédier quelques rares missives d'un bout à l'autre du royaume, avait connu une époque où une quantité de lettres circulaient dans tous les sens, sans jamais qu'aucune ne se perde, où l'employé du tri et le facteur avaient une haute opinion de leur travail et se seraient amputés d'un bras plutôt que de faillir à leur tâche. La poste s'est ensuite, doucement mais sûrement, chargée de l'argent, par les mandats postaux, par les comptes chèques postaux³⁵, puis par les crédits, les assurances vie et tous les autres pro-

³⁴ **Timbre poste** : Petite vignette qui servait jadis à affranchir le courrier et les colis postaux. De valeur variable selon la destination, le poids, la rapidité de l'acheminement, les timbres étaient généralement très décoratifs et pouvaient faire l'objet de collections. A la fin de l'Ancien Régime, ces timbres furent progressivement remplacés par des vignettes imprimées. L'expression *être timbré* a perduré jusqu'à aujourd'hui pour désigner une personne un peu folle. Cela ne signifie pas que le système du timbre était fou mais vient du XIX^e siècle où les pensionnaires d'asiles psychiatriques avaient droit à un certain nombre de timbres mensuels gratuits.

³⁵ **Chèque** : Les banques délivraient jadis à leurs clients des carnets de chèques pré-imprimés et qui servaient de moyen de paiement une fois apposée la somme et la signature. On appelait *chèque en bois*, celui qui n'était pas assuré par un dépôt suffisant en banque et *chèque en blanc* celui dont la somme n'était pas inscrite, laissant ce soin au receveur. Aujourd'hui un chèque est un document certifiant qu'une personne a le droit d'user d'un

duits financiers, comme n’importe quelle banque. Vint la généralisation du téléphone portable et d’Internet qui firent oublier les plaisirs épistolaires. Les facteurs, réduits à distribuer beaucoup de publicités, quelques courriers administratifs, et des cartes postales de vacances, virent leurs tournées s’étendre territorialement, se réduire en temps. Il faut être rentable, efficace, performant. Le vieux facteur qui peine à pédaler est un boulet pour l’entreprise. Au premier faux pas, il est remplacé par un intérimaire ou un stagiaire, qui fera ce qu’on lui demande et dans le temps imparti, espérant ainsi obtenir le CDI ou le temps plein qu’on lui promet. Fini le facteur qui s’arrête pour boire un café chez un usager, qui apporte le pain en même temps que le courrier à la vieille qui ne peut plus sortir... Vite, il faut faire vite, jeter la lettre dans la bonne boîte sans descendre de vélo. Zut, c’est pas la bonne boîte... Tant pis, ils se démerderont entre voisins...

Quand on annonça l’abolition officielle du service financier de la poste, beaucoup furent soulagés, tant ils craignaient de ne pas arriver à la retraite, de faire une bêtise avant, ou de crever d’épuisement avant d’avoir pu profiter de la maigre pension promise. La poste devint simple : Recevoir du courrier, le trier, l’acheminer. En divisant le travail par autant de postes devenus obsolescents, sans compter les nombreux volontaires prêts à participer au service, le courrier put enfin être distribué dans des temps record, quasiment sans erreur et dans le plaisir pour les facteurs. Sans contraintes de temps, cette fonction reprit tout son intérêt et sa grandeur de lien social. Chacun pouvant choisir son mode de transport, on vit des cavaliers transformer leurs randonnées équestres en tournées de poste, des cyclistes sportifs profiter de leur passion pour acheminer le courrier dans des villages de montagne très isolés, des gamins fan de roller ou de skate prendre en charge des banlieues éloignées, des grands-pères reprendre du service pour se donner un prétexte à la marche. Hors salaire, les questions d’âge ne jouaient plus. Seul le sérieux comptait, l’amour du travail bien fait.



bien ou avantage quelconque (*chèques alimentaires, chèques restaurants, chèques de voyages...*)

« Lundi 22 novembre 2032 : M^{elle} Martel m'agace et m'intéresse. Elle essaye de me faire comprendre l'historique du mouvement dit de " l'Education lente ", notion curieuse, non dénuée d'intelligence mais tellement éloignée de tout ce que j'ai connu que je n'arrive pas à partager son enthousiasme. Si mes parents et mes maîtres m'avaient demandé quelle matière je voulais travailler, à quelle période de l'année et avec quelle fréquence, je ne parlerais sans doute pas le grec et le latin et serais nul en grammaire !... »

Au premier étage gauche de l'immeuble de La Faisanderie, la demoiselle Martel, vivait seule. Cette vieille institutrice passionnée avait consacré trop de temps à militer pour une école moderne et n'avait jamais réussi à trouver un homme à la hauteur de ses combats. Elle était intarissable sur l'histoire de l'Education en France et sur les potentialités qu'ouvrait cette inattendue Révolution de 2029.

Juste avant la grande crise, des manifestations monstres avaient eu lieu pour réclamer plus d'enseignants et de surveillants dans l'Education Nationale. Le "mammoth" avait été si bien dégraissé qu'il en était devenu méconnaissable et ingérable. Les écoles privées s'étaient multipliées, promettant à ceux qui en avaient les moyens une éducation de qualité. Dès que les salaires furent supprimés, tous les anciens enseignants, tous les jeunes recalés aux concours des CAPES et agrégations, devenus si sélectifs, toutes les bonnes volontés prêtes à subir des formations et des contrôles de qualité, furent invités à participer à la grande réforme de l'Education Nationale. Les enseignants du public et du privé se retrouvaient enfin sur un terrain commun. Il avait été décidé que du primaire au secondaire, un maître ou un professeur ne devrait jamais avoir plus de douze élèves en même temps.

Certains s'élevèrent contre cette multiplication des postes qui entraînerait nécessairement une terrible baisse de qualité. Mais une véritable formation pédagogique ayant été mise en place et de façon continue, cet argument tomba vite. En outre, il avait été décidé que les cours seraient librement choisis par les élèves et dans ces conditions, un maître incompetent ou inintéressant se retrouvait vite sans élèves, obligé donc de se réformer ou de se recycler dans un autre domaine. La notion de travail entraînant celle de vacances, il avait été décidé d'étaler la scolarité à la totalité de l'année. Le choix de quelques heures par jour sur douze mois par rapport aux journées

pleines sur cinq ou six mois, était d'autant plus général qu'un remplacement de professeur était grandement facilité quand l'un ou l'autre devait s'absenter pour voyage, grossesse, maladie ou convenance personnelle.

Côté élèves, le grand changement se fit au niveau des examens et concours. La compétition effrénée, conséquence du capitalisme, avait jadis essentiellement fonctionné en négatif, par élimination du moins fort. Désormais, les examens ne servaient qu'à valider des compétences acquises et ne pouvaient qu'être positifs, un peu comme une dictée que l'on noterait non plus sur les fautes commises mais sur le nombre de mots justement écrits. Ce système permettait une validation souple, par matière, au moment jugé opportun par le maître et l'élève. Un comité de spécialistes observait le travail du candidat et lui décernait une attestation de niveau. On pouvait donc avoir un niveau agrégatif en littérature et un niveau élémentaire en mathématique ou l'inverse. Un élève pouvait, selon ses goûts et son caractère, opter pour une spécialisation à outrance de ses connaissances ou au contraire pour un savoir encyclopédique. Les questions d'âge étant limitées à des contingences pratiques, on pouvait désormais obtenir un diplôme agrégatif à quinze ans ou passer un examen de culture élémentaire à soixante ans.

Melle Martel avait longuement expliqué au notaire Durieux ce qu'elle entendait par éducation lente. Mais elle se heurtait à une sorte de cécité mentale face à ce dinosaure qui avait gardé une culture d'honnête homme du XIX^e siècle. Pourtant, Durieux faisait de louables efforts pour comprendre. Il était ouvert et prêt à s'adapter à toutes ces "nouvelletés" comme il disait en utilisant ce terme d'un autre temps. Mais les réflexes ne suivaient pas, comme si ce que l'esprit pouvait concevoir ne passait pas la barrière symbolique de l'usage. Il avait appris de M^{elle} Martel que l'école laïque et obligatoire avait été créée au XIX^e siècle pour transformer les petits paysans en ouvriers sachant lire et écrire, mais surtout, capables de se plier aux horaires et aux rythmes de l'usine. Le temps de la campagne, soumis aux aléas du climat et des saisons, géré par le paysan lui-même selon ses besoins propres et ses capacités physiques, ne pouvait s'adapter au temps de l'industrialisation sans un bon dressage des enfants. Tout cela, Durieux l'avait bien compris. Mais quand M^{elle} Martel passait à la pratique et expliquait que chaque en-

fant a un rythme personnel qu'il est vain et dangereux de contrarier, que l'enfant seul sait quand arrive pour lui le temps de l'apprentissage de telle ou telle connaissance, il perdait les pédales et trouvait des arguments contraires. *« Si c'est l'enfant qui décide, à quoi lui sert l'adulte ?... Si chacun a un temps propre, comment peut-on organiser la moindre activité collective ?... Si vous reprochez à l'école du XIX^e siècle de s'être adaptée aux besoins de son temps, pourquoi essayez-vous de l'adapter aux idées du jour, alors que vous ne savez pas de quoi sera fait demain ?... »* Mais M^{elle} Martel était bonne pédagogue et ne perdait jamais patience. Elle compatissait aux réticences intellectuelles de Durieux et reprenait inlassablement ses arguments point par point !

Stéphane Durieux avait tout juste six ans quand la crise de 2029 avait éclaté. Il se souvenait de cette époque comme d'une période fantastique où les adultes semblaient aussi désarmés que des petits enfants. Il n'avait pas compris tout ce qui se passait mais, avec sa sensibilité et sa jeune perspicacité, il se rendait compte qu'une chose fondamentale avait disparu, quelque chose dont l'absence bouleversait toutes leurs façons d'être et de penser. La moindre décision suscitait un long débat, des disputes et des inquiétudes. Quand il était entré à la maternelle, tout le monde se réjouissait de le voir grandir, on l'interrogeait sur ce que lui faisait faire la maîtresse, on s'extasiait sur ses dessins. Puis l'entrée en cours préparatoire avait été saluée comme une nouvelle étape qui l'amènerait inévitablement à devenir adulte, à exercer un métier, à discourir avec assurance comme Papa et les Tontons qui l'entouraient. Stéphane avait confiance parce que les adultes avaient une grande foi dans l'instruction de la République.

Pendant l'été 2029, il avait observé avec ébahissement et scepticisme tous ces adultes se décomposer et perdre leur belle assurance. Ils ne partaient plus travailler dès l'aube, rentraient beaucoup plus tôt, s'adonnaient à des activités de jardinage, de bricolage, avec application mais aussi avec une maladresse qui l'amusait. Stéphane comprenait plus vite qu'eux le fonctionnement de la perceuse électrique et avait su avant eux qu'un marteau est plus efficace si c'est le poignet et non le bras qui lui imprime son mouvement. Certes, son père était notaire, fils de notaire, et n'avait pas appris ce genre de banalités dans son enfance. A la rentrée scolaire de septembre, per-

sonne ne l'avait encouragé comme d'habitude, à travailler, à écouter sagement les paroles du maître, à faire ses devoirs avec application. Le maître lui-même avait changé. Ils étaient trois à venir dans la classe, laquelle s'était elle-même ouverte à des enfants d'âges différents. Il avait appris avec étonnement que l'école n'était plus obligatoire et n'avait de sens qu'avec l'assentiment de l'élève. « On ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif », répétait Monsieur Giraud, celui qui enseignait les mathématiques. Et son père dodelinait de la tête d'un air désolé en disant « Autre temps, autres mœurs... ». Comme il avait désormais beaucoup de vacances, son père lui donnait des cours particuliers à la maison. Il avait installé dans son bureau une petite table pour Stéphane, accroché au mur un tableau noir et ressorti de la cave tout un tas de vieux livres d'école. « C'est avec ça que j'ai su parler grec et latin à quinze ans, que je sais encore faire de tête une multiplication à trois chiffres et que je connais mon histoire de France ! ». Stéphane ne voyait pas bien l'intérêt de parler une langue que les Grecs eux-mêmes ne comprenaient plus, mais il aimait ces longues heures de confrontation avec ce père bourru et chaleureux. Et ces maximes écrites au tableau noir en grec, tantôt ancien, tantôt moderne, puis en phonétique, puis en français, le fascinaient. Elles avaient un côté magique.

Καθαροί λαοί υπάρχουν μόνο μέσα σε βρώμικα μυαλά
 Kassari laï iparxoun mono méssa sé vromika miala.
 Les peuples propres n'existent que dans les cerveaux sales.

L'alternance de l'école publique et des cours paternels faisait vivre Stéphane dans deux époques simultanées mais fort diverses. Avec la souplesse de son âge, il s'adaptait parfaitement et passait d'un système à l'autre avec aisance. Quelques années plus tard, il se passionna pour la lecture des vieux journaux que son père avait archivés à la cave. Sans doute était-ce cette double éducation qui lui permit de jongler avec les deux temps d'avant et d'après la Révolution et de s'intégrer à volonté à l'une ou l'autre des formes de pensée, sans anachronisme ni contre sens. A quinze ans, il publiait son premier article de réflexion sur les médias des années 2000 à 2020 et obtint un succès d'estime considérable. Son texte servit à de nombreux enseignants en histoire, journalisme ou communication. Il y démontrait comment les médias étaient devenus maîtres de nos mémoires, de nos choix, de nos modes de vie, comment le matra-

quage des cerveaux était à ce point prégnant que les plus folles idées finissaient par apparaître évidentes et indiscutables. Il avait suivi l'évolution du traitement de thèmes comme les lois du marché, l'insécurité, l'immigration, la sexualité, la modernité, et démontré méthodiquement comment les médias avaient imposé un "prêt à penser" dont il était extrêmement difficile intellectuellement de se départir. Quiconque s'en écartait devait affronter la solitude, l'anormalité, la marginalisation. En parallèle, il avait prouvé que le contre-pouvoir de l'internet avait été annihilé par la quantité d'informations contradictoires que l'on y trouvait. Dès qu'un intellectuel mettait en cause sur la toile l'un de ces impératifs dicté par la presse, une foule d'articles et de forums noyaient l'internaute dans un magma, impossible à trier, d'informations contraires.

Stéphane avait particulièrement analysé la puissance politique des médias qui avaient porté le dernier Président au pouvoir grâce à l'étonnante affaire de la Mamie Mangeot, agressée dans son pavillon de banlieue par trois immigrés non identifiés. Le film montrant la vieille dame au visage tuméfié, allongée sur son lit d'hôpital et pardonnant à ses agresseurs, avait fait pleurer la France. Quand elle racontait comment elle s'était traînée dans son jardin après que les bandits aient incendié sa villa et comment un policier passant dans la rue l'avait sauvée, ses sanglots ne pouvaient laisser insensible. Le film passa en boucle toutes les heures, sur toutes les chaînes, pendant plus de quinze jours. Le candidat Sarkozy avait fait montre d'une belle indignation et avait promis solennellement à la vieille dame une retraite paisible dans une maison spécialisée. Quelques journalistes avaient tenté d'enquêter sur la victime, sur le policier passant là par hasard, loin de son domicile et de son commissariat, mais en vain. Ni l'hôpital où avait été soignée Mamie Mangeot, ni sa nouvelle maison de retraite, ni l'identité du policier sauveur, n'avaient été découverts. Des internautes avaient analysé le film et avaient cru y déceler les preuves que l'hôpital n'était qu'un studio de tournage, les ecchymoses montrés en gros plan qu'un vulgaire maquillage, et dénoncèrent la mise en scène orchestrée par le candidat champion de l'insécurité et de la lutte contre l'immigration. Des grands penseurs sortirent alors de savantes analyses sur la "théorie du complot", sur la manie des Français de douter de tout, sur l'exploitation politique de la détresse d'une pauvre femme. Vraie ou fausse, c'était trop tard, l'affaire Mangeot avait fait son effet, la

France avait choisi, mieux valait un président comploteur et sécuritaire, qu'honnête et laxiste.

L'article de Stéphane permettait ainsi aux plus jeunes de comprendre comment pouvait fonctionner une presse dans un système marchand. Habitué maintenant à n'avoir que des feuilles d'information sans photos ni scoops, ils avaient en effet du mal à comprendre le poids que représentait jadis les médias. Ils ne pouvaient en outre imaginer la position des journalistes de l'époque. Aujourd'hui, hors de tout enjeu financier, les journalistes étaient de facto débarrassés de la recherche du pouvoir ou de l'allégeance à un quelconque pouvoir. Ils n'écrivaient plus pour convaincre mais pour partager un point de vue, ils ne décidaient plus d'une ligne éditoriale en fonction d'un intérêt privé mais de leur vision du monde, de leur analyse personnelle des événements.



« Mardi 12 septembre 2034 : J'ai rencontré Martin au Gambrinus. Le pauvre homme sera toujours le dindon de la farce. Avant la Révolution, il a milité comme un forcené dans son syndicat, il s'est dévoué corps et âme à son quartier et n'en a pas retiré le moindre avantage. Il loge dans ces immeubles pourris de la gare et commence à en avoir assez. Je l'ai conseillé sur la marche à suivre, en espérant qu'il osera défendre sa cause... »

Au début de la Révolution mondiale, les pays les plus pauvres furent étonnamment les plus réticents à s'y engager. Les inégalités naturelles entre les différentes parties du Monde soulevèrent de houleux débats. Tellement habitués à se faire tondre la laine sur le dos, les habitants des zones arides et sans matières premières exportables, n'arrivaient pas à imaginer que d'un seul coup d'un seul, le Monde s'inquiéterait de leur sort et pourvoirait à leurs besoins essentiels.

Les habitants du Sahel, par exemple, avaient bien besoin de téléphones satellitaires pour prévenir un médecin en cas de maladie, de médicaments et de moyens d'hygiène pour survivre sous un climat si rude. En échange de ces biens précieux, que pourraient-ils donner sinon quelques dattes ou quelques chèvres. Un échange aussi inégalitaire serait vite remis en cause. Depuis longtemps, ils savaient que le seul moyen de rééquilibrer cet état de fait était le don, lequel ne fait appel qu'à la générosité, sentiment largement exploité par les anciennes ONG. Mais sans argent à récolter, que devenaient les ONG ?

Une autre façon de concevoir les choses, moins morale, moins judéo-chrétienne, apparut alors sous la forme du don par intérêt. Sans rééquilibrage des inégalités naturelles, les conflits paraissent inévitables : Les populations des pays pauvres se déplacent massivement vers les pays riches, les razzias chez le voisin trouvent leur justification dans le droit, etc. Ceci est vrai au niveau mondial mais aussi régional. Que l'un habite le cap d'Antibes, dans une belle villa au bord d'une crique et l'autre à Cagnes-sur-Mer, séparé de la plage de galets par la route nationale et la voie ferrée, comment le deuxième n'envierait-il pas le premier ? Pourquoi ne tenterait-il pas de s'approprier la villa du Cap dès que son occupant aurait le dos tourné ? Il y aurait même de quoi mettre un peu d'arsenic dans le café du résident du cap pour qu'il libère prématurément la place !...

Le seul moyen d'éviter la razzia du plus pauvre ou du plus fort, d'empêcher l'usage inconsidéré de l'arsenic dans le café du nanti, c'est ce don volontaire de rééquilibrage des richesses. Il ne s'agit plus alors de charité, de générosité, mais de prudence, de paix sociale.

Une immense vidéo conférence eut lieu sur le sujet et il en était ressorti que la plus élémentaire prudence était de jumeler les régions riches avec les régions pauvres afin de répartir au plus juste les charges et l'approvisionnement en produits de base. Encore une fois, il fut impossible de créer un organisme mondial capable de gérer le problème, comme beaucoup le réclamaient. Les enjeux étaient tels, les libertés locales récemment acquises tellement fragiles, qu'aucun projet n'était longtemps retenu. Puis, un anonyme, sans antécédents politiques sérieux, proposa de créer une simple banque de données sur le Net indiquant d'un coté les capacités de partage des pays riches, de l'autre les besoins des pays pauvres. Les uns feraient des propositions de jumelage, les autres expliqueraient ce qu'ils en attendaient. Chaque couple de régions jumelées serait alors libre de s'organiser et de gérer le problème à son niveau, sans administration centralisée, sans contrôles, sans directives. Ce qui avait été impossible internationalement se fit sans grandes difficultés au niveau local.

Nîmes intégra dans son fonctionnement un millier de Touaregs du Sahel qui, reliés à la France par ordinateur, pouvaient expliquer leur situation, leurs besoins. La ville prit en charge la recherche de l'eau en grande profondeur. Ce que l'on avait fait pour le pétrole au temps de la colonisation, pouvait bien se faire pour l'eau au temps du don. Une équipe de volontaires armés de foreuses, de pompes et de panneaux photovoltaïques permit la création de nouvelles oasis. Des semences de végétaux, capables de retenir l'avancée du sable et de créer de l'humus avec un minimum d'eau, furent sélectionnées après un appel lancé par Internet à toutes les régions désertiques. Certes, avec le réchauffement climatique, la tâche était immense. Mais les Touaregs n'étaient plus seuls à se battre contre le sable et le soleil.

La région d'Arles, avec ses chevaux camarguais et ses rizières, se jumela avec des tribus nomades de Mongolie. Les riziculteurs et les manadiers poussèrent même plus loin le jumelage en le

personnalisant, chaque famille mongole étant directement en contact avec une famille française. Des liens d'estime et d'amitié s'établirent entre les correspondants, avec d'autant plus de facilité qu'un volontaire, étudiant en langues orientales, se proposa de traduire tous les mails et trouva un correspondant à Oulan-Bator qui en fit autant pour le français. Chacun pouvait donc s'exprimer dans sa langue maternelle. Les deux interprètes étaient eux mêmes ravis de ce service puisqu'ils pouvaient ainsi se perfectionner en recherchant les plus exactes traductions d'expressions régionales, de termes techniques, de tournures propres aux différentes cultures.

Le même problème de rééquilibrage se posait bien sûr au niveau des individus. A Nîmes, Martin logeait dans un appartement en contrebas de la voie ferrée. Le passage des trains, de jour comme de nuit, perturbait considérablement son équilibre. En outre, l'immeuble avait plus de cinquante ans, il était mal isolé, exigü, et les problèmes de voisinage y étaient constants. En se promenant le soir sur les hauteurs de la ville, il repéra une immense villa, entourée d'un parc de plus de deux hectares. Le portail électrique était surmonté de deux caméras de vidéosurveillance, sûrement hors d'usage depuis longtemps, mais attestant que la résidence avait eu un propriétaire riche et sachant bien protéger ses objets de valeur. Après quelques recherches, Martin apprit que la villa était toujours occupée par son ancien propriétaire, un vieil assureur qui avait fait fortune en surestimant les primes et sous-évaluant les dommages. Il partageait ses 300 m² habitables avec sa fille célibataire. Une bonne moitié du parc avait été transformée en verger et potager qu'un jardinier venait quotidiennement entretenir contre une part de la récolte.

Martin comprenait bien que certains aient plus que d'autres et qu'une inégalité venant du mérite était normale. Qu'un chercheur sauve une part importante de l'humanité en inventant un remède, et nul ne viendrait contester qu'on lui offre des voyages en avion que le commun des mortels ne pourrait jamais obtenir ou que ses vieux jours soient protégés dans un lieu paradisiaque. L'essentiel étant que ces avantages ainsi obtenus, ne soient ni cessibles ni transmissibles et ne puissent servir de prise de pouvoir sur d'autres. L'inégalité due au mérite personnel n'était pas en cause. Mais là, qu'avait fait l'assureur pour bénéficier d'une telle situation de faveur, sinon voler ses concitoyens consciencieusement pendant des années ?

Au café du Gambrinus, Martin s'en ouvrit à l'ancien notaire Durieux qu'il croisait régulièrement. Il ne le connaissait pas personnellement mais ses copains le lui avaient conseillé, disant qu'il était au courant de toutes les lois nouvelles.

- Votre problème est simple, Martin. Vous êtes l'illustration même des injustices dénoncées par les dernières conventions. C'est la mairie qui se doit de régler le problème. Allez donc les voir de ma part et dites leur que votre cas relève d'un Comité d'évaluation.

Martin se rendit dès le lendemain à la mairie pour se plaindre de ce fameux écart de situation. Après des années de service auprès de son syndicat, de ses voisins, de sa famille, il vivait dans un logement social déprimant et l'ancien voleur, dans un confort insolent. L'adjoint au maire que Durieux avait conseillé fit une rapide recherche sur Internet sur le thème des Comités d'évaluation. Le cas Martin s'était en effet produit ailleurs et avait trouvé une solution adaptée. Le site expliquait qu'il serait stupide de penser que l'homme allait devenir intelligent et généreux par décret et que l'on n'empêcherait pas certains de s'accrocher à un avantage acquis sans se soucier des conséquences, voire en faisant preuve d'un égoïsme, d'un sans-gêne, d'un égocentrisme insupportable. Il fallait donc des règles du jeu. Quand un particulier se sent profondément lésé par rapport à un autre, il peut faire appel à un Comité d'évaluation créé à cet effet. La situation sera alors examinée avec soin et le comité décidera de la validité de la requête et, s'il y a lieu, des modes de compensation. Les Comités ne sont pas constitués de professionnels ni de permanents. Chaque partie choisit ses "témoins amiables" pour défendre ses intérêts. La seule condition pour que ces témoins soient agréés, c'est d'être des tiers réellement neutres, sans rapports familiaux, amicaux ou d'intérêts avec celui qu'ils représentent. La partie adverse peut récuser un ou plusieurs témoins pour neutralité douteuse. Un spécialiste du droit d'usage servira de modérateur entre les deux parties, sans pouvoir peser de quelque manière que ce soit sur la décision finale, lui-même récusable s'il paraît avoir un a priori envers l'une des parties. Le jugement d'un comité peut être contesté s'il apparaît des rapports d'intérêts cachés entre l'une des parties et un membre du comité ou des tractations tendant à acheter son jugement. Dans le cas de fraude, le témoin ou le modérateur ne pourra plus jamais participer à ce genre de procédure, ni comme plaignant,

ni comme membre de comité, peine suffisamment dissuasive pour être efficace.

Le même type de procédure entre deux individus peut se reproduire au niveau de deux communautés ou au niveau de deux régions. Les témoins amiables devront être alors choisis parmi d'autres communautés ou régions que celle des plaideurs et leur nombre peut être modifié en fonction de la complexité du sujet. Cette procédure a été en premier utilisée pour les problèmes de partage d'eau entre deux pays ayant une partie de fleuve ou de lac commun.

Forte de ces renseignements, la mairie expliqua à Martin et à l'assureur la marche à suivre. Martin se choisit pour témoins amiables deux habitants d'un quartier similaire au sien qui s'étaient illustrés dans un Tribunal de Paix par leur combativité et leur sens de la dispute. Il leur adjoignit un troisième, choisi pour ses compétences d'évaluateur et de comptable. Cet ancien commissaire priseur avait estimé des bijoux de famille pour Martin quand celui-ci avait eu besoin d'argent et voulut placer ses quelques biens au crédit municipal, avant la grande crise. L'assureur se choisit un ancien avocat d'affaires réputé retord, un homme politique qui avait été député sous la VI^e République et un ingénieur électronicien de haut vol connu pour son engagement municipal. Les deux parties s'accordèrent ensuite sur un ex-huissier de justice dont l'équité n'était plus à démontrer pour servir de médiateur. Le Comité d'évaluation, ainsi constitué, visita l'appartement de Martin, puis la villa de l'assureur, et se convint assez facilement d'une disparité justifiable par rien d'autre qu'une survivance passée inaperçue des anciennes inégalités.

La partie compensatoire fut bien plus complexe. L'assureur arguait de son grand âge et de la santé de sa fille pour refuser tout déménagement, tout changement de cadre de vie. Ils avaient tous deux besoin de calme et ne pouvaient pas non plus partager leur logis avec une famille de trois enfants, certainement bruyants et turbulents. Après de longues tractations, l'assureur se déclara prêt à céder, en compensation à Martin, un tas de biens meubles s'il pouvait sauvegarder son oasis. Mais Martin ne voyait pas bien ce qu'il pourrait faire de ces objets : Un tableau de maître signé Giacometti, un home-cinéma qui ne rentrerait même pas dans son salon, une

berline de luxe de 30 chevaux fiscaux³⁶ qui lui boufferait en un jour son quota d'essence du mois, des meubles Louis XV et Premier Empire, certes jolis à regarder, mais fort peu pratiques. La discussion s'éternisait quand le commissaire priseur eut une idée. Au fond du parc, un bâtiment en pierre de plus de 150 m² avait été construit pour servir de garage, de serre, d'appentis. Bien isolé et doté d'une excellente toiture, il pourrait facilement être transformé en appartement indépendant, confortable et causant peu de nuisances à l'assureur et sa fille. Certes, l'aménagement nécessiterait des matériaux et de la main d'œuvre, mais qui seraient avantageusement compensés par les objets dont l'assureur avait proposé de se délester. La berline de luxe pourrait aller au musée de l'automobile près d'Arles, le tableau au musée des beaux-arts de Nîmes, le home cinéma au centre culturel et les meubles de style à l'école d'ébénisterie. Martin se faisait fort de regrouper autour de lui une équipe de volontaires du bâtiment, pourvu que la mairie lui fournisse les matériaux nécessaires. Il se proposait même de remettre en état la grande piscine du parc, non pour que ses futurs voisins ne l'utilisassent à nouveau, mais pour le plaisir de leurs yeux et accessoirement de ses enfants. A ce propos, ces enfants supposés bruyants et turbulents, eurent l'heur de plaire à la fille de l'assureur après présentation en bonne et due forme. L'affaire fut donc conclue pour le plus grand bénéfice de tous.

Toutes les plaintes en évaluation ne trouvèrent pas d'issues aussi heureuses. Souvent, un plaignant surestimait injustement les avantages de l'autre et sa demande était rejetée avant même l'ouverture d'un dossier. Parfois, des situations étaient reconnues injustes mais insolubles. Dans un groupe d'immeubles, les occupants des façades plein Ouest enviaient ceux des façades Sud-est bien mieux exposées. Mais que peut-on contre la course solaire, quand les solutions d'isolation des fenêtres avaient été épuisées ? Certains voulaient bien voir les avantages de situation de leur voisin mais pas les inconvénients : La belle vue compensée par l'exposition au vent, la tranquillité impliquant aussi l'isolement, une surface avantageuse mais difficile à chauffer... Le monde n'est pas parfait, Saint-

³⁶ La puissance des voitures était jadis calculée en chevaux fiscaux, mesure complexe intégrant entre autres critères, le nombre de cylindres, la course des pistons, un coefficient purement arbitraire, le tout servant à établir une imposition soi-disant proportionnelle à la puissance réelle.

Exupéry le disait déjà : Il est intéressant pour le renard d'avoir des poules et pour l'éleveur de n'avoir pas de renard !



« Mercredi 12 février 2031 : le Tibet pourrait bien être le lieu du premier conflit international après la grande crise financière. A La Faisanderie, comme partout ailleurs, cette histoire soulève de nombreux débats, les uns se référant au droit du plus grand nombre, les autres au droit d'antériorité. Je suis très curieux de voir comment l'affaire va évoluer. J'ai beau souhaiter de tout mon cœur que ces deux peuples ne s'entredéchireront pas, je crains que la nature humaine soit plus forte que toutes les belles idées de leur société du don. Si le conflit dégénère et qu'on en vient aux armes, s'en sera fini de leurs notions de partage et de justice. La guerre ne favorise pas ce genre d'idées. Elle instaure au contraire, la loi du plus fort qui n'est guère différente de celle du plus riche. Il se pourrait que la guerre du Tibet opère un retour à la case départ. Je ne sais s'il faut s'en inquiéter ou s'en réjouir... »

La politique chinoise d'occupation avait, au fil des années, rendu le peuple tibétain minoritaire dans son propre pays. Les véritables maîtres du Tibet affichaient de plus en plus de mépris pour la culture et la religion des premiers occupants. Ils avaient développé une autre vision du Monde, un autre mode de vie, un autre fonctionnement social dont les Tibétains étaient exclus, à moins de renier totalement leur histoire et toutes leurs traditions. Les intérêts divergents étaient tels que des conflits violents éclataient ponctuellement de loin en loin. La brutalité de l'invasion chinoise avait laissé des traces indélébiles. Pour n'importe quel choix concernant deux groupes de Tibétains et de Chinois, la décision qui l'emportait était toujours celle qui importunait le plus la partie adverse, fusse-t-elle la pire des solutions pour les deux parties.

Autour des monastères et des villages isolés des hautes montagnes, où peu de Chinois avaient trouvé un quelconque intérêt à s'installer, la résistance s'organisait. Certains jeunes préconisaient la reconduite à la frontière par la force de tous les citoyens d'origine étrangère. Les fidèles du dalaï-lama préconisaient la non-violence pour imposer le respect des traditions du pays. Les Chinois, pour la plupart nés au Tibet, ne connaissaient rien de leur pays d'origine. Ils revendiquaient le droit du sol et se réclamaient de la démocratie directe pour faire valider leurs choix politiques !

Plusieurs attentats contre des centres culturels chinois furent suivis d'émeutes raciales et de chasses aux bouddhistes dans les rues

de Lhassa. La crise avait été évitée jusqu'à présent grâce aux voisins du Bhoutan, du Népal et de Mongolie, qui craignaient une extension du conflit à leurs propres territoires et l'installation d'un état de guerre civile à effet domino. En effet, des volontaires chinois se disaient prêts à passer les frontières pour défendre leurs frères exilés dans toutes ces régions. Les vieux arsenaux d'armes, soit disant détruits, refaisaient surface et se proposaient comme monnaie d'échange en provenance de la Corée du Nord, de Hong-Kong ou du Pakistan.

- Vous voyez bien que la nature humaine est plus forte que la structure sociale, affirmait Roger. Avec ou sans argent, les hommes sont toujours prêts à s'entretuer.

- Si vis pacem, para bellum, renchérit Durieux.

- Sans monnaie d'échange pour se payer des armes, si la guerre civile se déclare au Tibet, elle n'ira pas très loin, pensait Sylvain.

- Ça, ce n'est malheureusement pas sûr, intervint Méjean. Même avec des arcs et des lances, on est capable de tuer des millions de gens, l'Histoire le prouve.

- N'empêche que si l'argent était encore en circulation au Tibet, les armes auraient déjà trouvé preneurs et la guerre aurait éclaté. La violence des armes aurait résolu le problème par élimination de la partie la plus faible. La disparition des gros intérêts financiers, des marchands d'armes et spéculateurs en tous genres, change tout de même la donne. Plus personne n'a des milliards de dollars à investir dans une bonne propagande visant à faire accroire au peuple que la guerre est inévitable, qu'il a un devoir patriotique à assumer, que l'ennemi féroce est assoiffé de sang et autres fariboles. Ça, c'est déjà un énorme progrès s'enflammait le père Gaillard.

- En plus, les Chinois sont des malins, dit Albert. Ils vont vite comprendre qu'ils n'ont que peu d'intérêts à accepter un conflit armé. Ils ne s'y risqueront que s'ils ont quelque chose à gagner. Et ils gagneraient quoi à se débarrasser des Tibétains ? Un peu plus de poulet dans leur riz ? Plus de saké dans leur bol ? Regardez, moi-même, je suis devenu honnête et ce n'est pas faute d'avoir cherché à l'éviter. Quant aux Tibétains, ils sont tellement bizarres avec leurs moines, leurs temples et leurs moulins à prière qu'ils se feraient bouffer par les Chinois en trois jours. Ils sont bizarres, mais pas cons. Et puis leur dalaï-lama est non-violent !

Pour une fois, c'est l'analyse politique d'Albert qui s'avéra juste. Faute d'intérêt majeur dans ce conflit, les deux parties acceptèrent la médiation d'un comité international de conciliation et finirent par accepter, après malgré tout six mois de tractations acharnées, un compromis politique viable autant pour la majorité chinoise que pour la minorité tibétaine.



« Vendredi 22 octobre : L'immeuble a été secoué par des querelles linguistiques étonnantes. Les occupants anciens comme moi, qui ont payé leur appartement, se disent propriétaires et à juste titre. Les nouveaux arrivants qui n'ont rien eu à faire, sinon d'attendre qu'une place se libère, disent qu'ils ont la possession d'usage de leur logement. Les deux situations peuvent-elles être mises sur un même pied d'égalité sous prétexte que l'argent n'existe plus, que la propriété privée a été abolie ?... »

Dans l'immeuble de La Faisanderie, il n'y avait que trois occupants qui étaient propriétaires de leur appartement avant 2029 : Santini, Durieux et Méjean. Les autres propriétaires avaient quitté les lieux pour d'autres ciex et avaient été remplacés par des gens comme Sylvain Tellier, Roger Berthier et les Gaillard. Au début, les mouvements avaient été fréquents, puis la population s'était stabilisée. Les anciens se considéraient toujours comme propriétaires, les nouveaux comme simples occupants de droit. Mais quelque soit la position des uns et des autres, il fallait bien gérer cette petite communauté. Il y avait des charges à supporter collectivement, des responsabilités, des travaux à effectuer, des locaux communs à entretenir. La suppression de l'argent, et donc de la propriété privée, laissa les gens perplexes sur des situations aussi simples que la gestion d'un immeuble. Fallait-il continuer à réunir le syndic des propriétaires, faire une assemblée générale annuelle ? Les nouveaux venus y seraient-ils conviés ? Fallait-il changer le vocable de copropriétaire conte la notion plus moderne de co-usager ?

L'arrivée dans l'immeuble de M^{elle} Martel fit beaucoup pour l'apaisement des esprits. Elle eut la bonne idée de comparer la nouvelle société, à la plage de l'Espiguette que tout Gardois connaît bien. Quand on y arrive, on trouve sa place, son espace vital, sans que nul placier ne vienne nous délimiter un coin de sable. Des espaces communs à certaines pratiques se forment sans règles préétablies, sans pancartes ni contrôleurs. Les familles s'installent près du parking, puis la plage devient progressivement naturiste. Un peu plus loin, les échangistes ont institué leur domaine, suivi du coin homosexuel. Tout au bout de la longue plage, les solitaires trouvent toujours un endroit à eux seuls, acceptant pour ce privilège une longue marche sur le sable. Le solitaire passe d'une zone à l'autre sans être

tenu de se conformer aux usages des zones successives et tout se passe bien.

Il y a parfois quelques abus : Les jeux de ballons soulevant des nuages de sable près du parasol d'un couple de séniors, quelques exhibitionnistes qui se trompent de zone ou les sans-gênes qui oublient les reliefs de leurs pique-niques sur la plage au mépris des suivants. Mais ce genre de provocations se règle généralement en quelques bons coups de gueule sans gravité. Ceux qui arrivent aux heures de pointe et ne trouvent plus la place qu'ils convoitaient peuvent être déçus, fâchés contre eux-mêmes de s'être levés si tard, mais ne peuvent jalouser les premiers occupants. Ils vont se chercher une autre plage ou se contentent d'un coin de sable très éloigné de l'eau. Voilà ce que doit être une saine propriété d'usage.

Le seul cas frustrant est celui de la petite crique quasi familiale dont on use depuis son enfance, que l'on soigne et entretient, et qui est un beau jour envahie par un flot de touristes venus de toute l'Europe. Le sentiment d'être dépossédé par des nouveaux venus sans vergogne est inévitable. Mais comme rien ne peut les empêcher de profiter eux aussi de cet avantage, les habitués sont bien obligés de faire contre mauvaise fortune bon cœur. Avec un peu de communication et d'éducation, les envahisseurs comprendront peut-être la frustration des locaux et se feront plus discrets, plus respectueux...

Ce qui est possible sur la plage de l'Espiguette doit l'être aussi à la Faisanderie. Peu importe le vocable de copropriétaires ou d'usagers puisque tous sont désormais propriétaires d'usage, donc parfaitement légitimés à occuper les lieux. La seule question qui se pose est de s'organiser pour que chacun puisse jouir au mieux du confort de l'immeuble, sans déranger l'autre et en donnant une contribution proportionnelle à ses moyens pour l'entretien du bien. Les vingt usagers de l'immeuble, enfants compris, n'avaient pas les mêmes compétences, les mêmes capacités physiques, les mêmes habitudes de vie, mais tous pouvaient contribuer au bien être commun. La plus grande difficulté venait en fait des petits travers des uns et des autres : Mme Tellier avait l'habitude de secouer chaque matin ses draps par le balcon, juste au dessus de Mme Gaillard, qui elle ne supportait pas la poussière. Mme Gaillard adorait écouter des airs d'opéra, malheureusement trop fort pour les oreilles de Roger, peu sensible aux charmes de la Traviata. Même le vieux très courtois

Durieux se plaignait parfois d'entendre à toute heure les talons aiguilles de sa voisine du dessus, la femme d'Albert.

M^{elle} Martel organisa donc des réunions mensuelles où chacun pouvait exposer ses griefs, proposer des solutions et régler dans le même temps la répartition des charges de l'immeuble. Avec son doigté et sa maestria de vieille institutrice, elle menait les débats avec calme mais autorité et tous les problèmes de voisinage trouvèrent leurs remèdes. La pièce où se jouait la Traviata pouvait être dotée d'une isolation phonique, Albert fit poser de la moquette pour que les talons de sa femme ne s'entendent plus, le menuisier posa un joli store sur le balcon de Mme Gaillard, la protégeant du soleil mais aussi des poussières de sa voisine du dessus....



« Dimanche 23 mars 2031 : La querelle de la minoterie régionale fait rage dans la ville sur le choix fondamental de la concentration ou de la décentralisation. Tout le monde est concerné, au titre de producteur ou de consommateur, nul ne pouvant se passer de farine. Cela promet donc d'être long, difficile, verbeux ! Florent Méjean a fait imprimer et diffuser un intéressant petit livret sur les moulins régionaux, préparatoire aux débats. Il en explique clairement l'évolution historique : On est passé du petit moulin à eau ou à vent du village, au petit groupe industriel, avec l'apparition de la machine à vapeur qui décuple la puissance. L'inventeur du premier moulin à vapeur était même nîmois, paraît-il³⁷. Son invention avait déjà soulevé d'immenses controverses. Puis les minoteries se sont franchement industrialisées et ont mis au chômage les petits meuniers traditionnels. De fusions en rachats, quelques grands groupes finirent par se partager le gâteau. Tout cela est fort intéressant mais il me semble une fois de plus que c'est dans l'ordre des choses. Quelque soit la décision finale, si l'on arrive à en préciser la teneur, le temps nous ramènera peu ou prou à la même évolution décrite par Méjean !... »

Maintenant que tout était remis en cause, que les ouvriers avaient repris possession de leurs outils de travail, la question se posait inévitablement de savoir s'il était toujours aussi intéressant d'avoir ces énormes usines déshumanisées et froides, certes à la pointe du progrès, mais d'un autre temps. La noria des camions amenant les céréales ou venant chercher la farine, était en complète contradiction avec les économies d'énergie. Certains prétendaient que le coût écologique d'un éparpillement de la structure en petites unités locales serait bien pire et que le gain sur le transport se perdrait sur l'efficacité. D'autres avançaient l'idée que ces monstres de technologie étaient à la merci de la moindre panne informatique, que leur complexité forçait à une division du travail entre techniciens de haut vol et manœuvres non qualifiés, ce qui les rendaient inhumains. Très vite le débat opposa deux points de vue contradictoires, ceux qui mettaient le côté humain en avant et ceux qui ne juraient que par la technique, ceux qui trouvaient normal de faire venir la farine de loin et ceux qui réclamaient une minoterie locale ...

³⁷ Etienne Arnal, 1733-1801, inventeur du premier moulin à vapeur et créateur de la Société des Moulins à Feu en 1780.

Dans l'immeuble de la Faisanderie, le débat était repris, commenté, chacun défendant sa position particulière, généralement fondée sur des a priori théoriques sans aucun rapport avec la farine. Durieux, Roger et Albert trouvaient insensé de démolir une structure fonctionnant bien, comme s'il n'y avait pas assez de pagaille. Les Gaillard, Sylvain et M^{elle} Martel étaient pour la création d'une minoterie gardoise, considérant que le local fonctionnerait toujours mieux que les Grands Moulins de Paris et que le transport de Nîmes à Paris était un non sens écologique. Jacques, le mécano, tenait pour insensé un tel débat depuis qu'il avait fabriqué un petit moulin à main qui fonctionnait parfaitement et lui suffisait pour se fournir en bonne et saine farine au jour le jour.

- Pour moudre la farine nécessaire au pain ou à la pizza, ça ne me prend qu'une petite demi-heure. Je peux avoir à volonté de la farine complète ou blanche et je peux choisir du seigle, du blé, de l'épeautre selon l'humeur de ma femme. Qu'est ce que je ferais d'une grande minoterie régionale ? Et au moins, je n'ai pas à me poser le problème du transport. Toutes ces céréales sont cultivées dans un rayon de cinquante kilomètres et je les récupère au dépôt alimentaire du quartier. C'est pas une minoterie qu'il faut faire mais une fabrique de moulins comme le mien. !

Il faut reconnaître que le moulin de Jacques Lavabre était astucieux. Il avait lui-même taillé dans un bloc de grès les meules dormante et tournante. Un jeu de rondelles qui s'enfilaient sur l'axe permettait de régler la finesse de la farine. Des petits tamis à mailles de plus en plus fines recevaient la farine en même temps que l'on tournait la manivelle. Simple, pratique, inusable, agréable !... Le moulin de Jacques fut expérimenté avec succès par tous les habitants de l'immeuble et très vite adopté. Sylvain, en bon technicien, en fit un plan, apporta quelques modifications mécaniques telles qu'une vis de réglage en remplacement des rondelles et un petit engrenage pour démultiplier le mouvement rotatif de la poignée. Un enfant de six ans aurait pu ainsi se servir du moulin amélioré. Le plan et les conseils de fabrication furent aussitôt mis en ligne et le moulin adopté par de nombreux Nîmois, ce qui mit une pagaille encore plus grande dans le débat sur la minoterie. Entre les tenants de l'usine locale et ceux de la conservation de l'usine parisienne, les défenseurs du moulin Jacques Lavabre s'imposèrent comme les seuls proposant une réponse au problème qui soit logique, dans l'air du temps, et

idéologiquement en parfaite cohérence. Un an après l'ouverture des débats, aucune décision n'avait été prise mais le moulin de Jacques avait fait des petits....



« Jeudi 18 novembre 2032 : M^{elle} Martel, héberge depuis quelques jours un gitan ou manouche qu'elle a ramassé dans la rue. Comme si les chats et les enfants ne lui suffisaient pas ! Cet homme n'a bien sûr aucune commune de rattachement, n'a pas de carnet d'alimentation, aucun document précisant son statut social, son pays d'origine ou une quelconque qualification. Du reste, il paraît qu'il s'en contrefiche et veut vivre comme ses ancêtres le faisaient au siècle dernier. La seule identité culturelle qu'il revendique c'est celle des Gens du Voyage... Ses ancêtres déjà n'étaient pas adaptés à la société moderne et je crois bien que c'est le seul héritage qu'ils lui aient laissé. Celui-ci n'est pas plus adapté à la société actuelle... »

L'année précédant le grand chambardement, le gouvernement avait relancé une campagne contre tous les marginaux, apatrides, clandestins et nomades qui vivaient sur notre territoire. Une campagne de plus pour stigmatiser ces gens mal organisés et vulnérables, en faire des boucs émissaires et noyer dans le sensationnel les affaires financières et les magouilles politiques. C'était une vieille pratique, usée jusqu'à la corde, mais qui fonctionnait encore.

De toute façon, le problème de ces gens là était insoluble. Les immigrés clandestins trouvaient chaque jour de nouvelles méthodes pour contourner les mesures policières aux frontières. La dernière en date était le parachutage de nuit par des petits avions de tourisme et des planeurs de fortune abandonnés sur le lieu d'atterrissage, comme au temps de la Résistance entre 1940 et 45. Les Roms expulsés un jour revenaient le mois suivant au nom de leur identité européenne. Les Gens du Voyage trouvaient toujours le moyen de s'acheter de somptueuses caravanes, de rouler dans leur camion Mercedes, bien sûr sans permis, de ne jamais travailler et de scolariser leurs enfants le strict nécessaire. Les marginaux en tous genres, toxicos, squatters, vagabonds, mendiants professionnels, encombraient les rues, malgré les décrets municipaux, les contrôles policiers et les tracasseries administratives sans fin.

En fait, personne n'avait de solution et la société, fonctionnant sur le mode de l'exclusion du plus faible, marginalisait de plus en plus de monde. Notre pillage des pays du Sud justifiait largement l'arrivée massive de la part la plus entreprenante de leurs ressortissants. Comment résoudre un problème que l'on alimente sans cesse.

Les Grecs anciens appelaient déjà cela le tonneau des Danaïdes ! Les remèdes que l'on proposait pour faire croire à une action possible n'étaient donc que cautère sur jambe de bois et camouflage linguistique. Le terme de Gens du Voyage qui est apparu vers les années 1970 en est un bel exemple. Tous les gens dit du voyage ne voyageaient pas. La plupart des Gitans espagnols étaient sédentarisés depuis des lustres. Les Roms n'avaient jamais connu de caravanes ou de roulottes avant de s'établir en France et de se heurter au problème du logement. A l'inverse, les gens qui voyagent ne sont pas tous des Gens du Voyage. Le marin, le représentant de commerce, l'industriel forain n'entraient pas dans cette curieuse catégorie, alors qu'un vieil habitant de Perpignan habitant depuis trois générations le quartier des Gitans en faisait partie. Une curiosité, cette appellation qui n'a même pas de singulier : On dit un Français, un Arabe, un Mèteque mais pas un "gens du voyage". L'intention était donc bien d'en faire un groupe homogène que l'on puisse charger des mêmes tares collectives : Voleurs de poules, inadaptés, dangereux, apatrides...

Avec l'instauration du nouveau système social, les problèmes de survie de ces marginaux étaient d'emblée résolus puisque chacun avait droit à un logement, à une quantité de nourriture, de vêtements, de biens de consommation identiques aux autres. Les motifs qu'ils avaient de s'opposer à la loi générale étaient de ce fait beaucoup plus rares et les conflits se résumaient habituellement à des différences de culture et de mode de vie. Certes, une personne née et éduquée au Gabon ne pense pas tout à fait comme un Berrichon arrière-petit-fils de Berrichon, lequel ne pense pas tout à fait comme un Tsigane dont l'enfance s'est passée dans une roulotte avec des parents pour qui la seule préoccupation était de jouer du violon... Il arrive que ces différences créent des besoins et des goûts antinomiques. C'est ainsi que se sont constituées de nouvelles collectivités autonomes regroupant des gens de même affinité culturelle. Quant aux milliers de réfugiés politiques ou économiques qui étaient venus, souvent dans des conditions épouvantables, chercher le salut en Occident, la plupart repartirent vivre chez eux puisque la prise en charge des inégalités et des disparités de moyens entre pays était maintenant devenue la norme. Seuls restaient ceux qui avaient vécu trop longtemps dans leur pays d'accueil pour qu'ils aient encore des attaches là d'où ils venaient, ceux dont les enfants ne sa-

vaient même plus parler la langue de leurs grands-parents et ne connaissaient plus rien de leur mode de vie.

Il ne restait plus, dès les années 2032- 33, que quelques marginaux réfractaires à tout système, mais aussi à tout groupe identitaire. La question avait été posée dans de nombreux débats publics, et l'on s'était vite rendu compte que le nombre dérisoire de ces irréductibles ne nécessitait pas que l'on s'oppose à eux. La société pouvait bien se permettre de supporter quelques excentricités, quelques moutons noirs dans le troupeau. Certains disaient même que la fonction de ces gens était essentielle : Ils permettent de mesurer notre degré de tolérance, notre capacité démocratique et il serait dangereux de briser ce thermomètre qui seul nous garantit des dérives inhérentes à tout groupe humain. ..



« Lundi 18 avril 2039 : La machine à laver de Louise est tombée définitivement en panne. Je craignais cela depuis longtemps, doutant fort de trouver sur le marché actuel un appareil aussi performant que celui-là. Nous l'avions achetée fort cher juste avant la crise, il y a plus de dix ans. Nous avons pris la camionnette de Mazaudier, le menuisier de l'immeuble, pour aller en chercher une neuve au dépôt industriel. Muni du chèque électroménager de la mairie, nous avons été accueillis par Monsieur Boyer, ce si sympathique ingénieur qui travaillait jadis sur les systèmes de sièges éjectables pour avions de chasse. Il nous a fait visiter la chaîne de production et nous a expliqué le fonctionnement de l'usine. Il paraît que tous les membres de cette "coopérative ouvrière" sont désormais capables d'occuper tous les postes à tour de rôle. Lui-même était au décolletage la semaine dernière et s'occupe de l'accueil des visiteurs aujourd'hui ! Je trouve cela un peu dommage étant donné les compétences de cet homme, mais lui semble ravi de ce système... Monsieur Boyer nous a assurés que la nouvelle machine à laver devrait fonctionner sans problème plus de vingt ans et qu'il n'y avait plus aucun besoin de SAD³⁸ ! »

Pour tout ce qui était biens de consommation courante et équipement, de l'électroménager à l'informatique en passant par la machine-outil et le presse-purée, la disparition de la concurrence ouvrit de sérieuses transformations. Du meilleur des différents constructeurs, des millions de brevets jusque là déposés et aujourd'hui publics, il en sortit des modèles uniques, inusables, pratiques et économiques. Fini les trois cents modèles d'aspirateurs fabriqués en Chine ou au Maroc, sur plans allemands ou tchèques, avec des composants venus du Brésil, commercialisés par des Américains soustrayant leur comptabilité à Taïwan. Le modèle sélectionné, avec ses quatre variantes dictées par l'usage, pouvait être fabriqué n'importe

³⁸ SAD, ou *Service après Don*. Le notaire Durieux fait là référence à ce que l'on appelait jadis le SAV (*Service après vente*) chargé de réparer ou remplacer les produits qui tombaient en panne avant l'expiration des délais de garantie. Malgré les efforts des techniciens en obsolescence, payés pour réduire la durée d'un objet à la limite exacte de la garantie, la productivité entraînait souvent des malfaçons et justifiait l'existence de SAV conséquents.

où dans le monde avec les mêmes garanties d'efficacité, de solidité et de préservation des ressources. Une fois la chaîne de montage établie, le réglage des machines assistées par ordinateur effectué, les manipulateurs biens rodés aux différentes tâches nécessaires, chaque unité de production pouvait fournir à la population correspondant à sa capacité, et en quelques heures de travail par semaine, des aspirateurs garantis plus de vingt ans et d'une redoutable efficacité... La production se faisant localement, il n'y avait plus besoin de réclame, d'emballage, de transport, de stockage, de DRH, de comptable, de vigiles pour protéger la production, de détaillants pour la revente, de représentants pour défendre la marque....



« 7 mai 2036 : Stéphane est un brave garçon mais parfois, il m'agace. Sa nouvelle marotte est de se moquer de mes habitudes de "vieux bourgeois". Sait-il seulement ce qu'était un bourgeois de mon temps ?... Il vient de calculer l'empreinte écologique de mon vieux rasoir électrique et du grille-pain, ce qui ne l'empêche pas de se régaler des toasts grillés que lui sert Louise à son petit déjeuner ! Pour lui, la vieille société était celle du jetable et il ironise en disant que les anciens notaires auraient dû aussi être considérés comme jetables... C'est l'adolescence qui le travaille. A son âge, je ne pensais pas prendre la succession de Papa et voulait m'engager dans la Marine Nationale ! »

L'Ancien Monde fabriquait une quantité invraisemblable de produits jetables n'ayant d'autre but que de gonfler artificiellement la production : Stylos, briquets, rasoirs, mouchoirs, lingettes, cartouches d'imprimantes et photocopieuses, appareils photos, couches culottes, gants de protection, piles alcalines, bouteilles et contenants de tous genres... L'argument de vente le plus usité était celui du temps que l'on était supposé gagner. Mais dans le monde actuel, ce temps était devenu le bien le mieux partagé et nul n'en manquait plus. En outre, chacun avait largement eu le loisir de constater la pollution engendrée par ces fameux jetables. Dix ans après leur suppression totale, on retrouvait des lingettes dans les grilles des stations d'épuration, ayant résisté à tout, des millions de bouteilles plastiques errant dans les océans au gré des courants, des tonnes d'emballages enfouis un peu partout.

Avec les nouvelles machines à laver et les laveries communautaires installées presque partout, l'usage des mouchoirs de coton et des couches lavables redevint la norme. Dans le genre chasse à l'inutile, l'industrie cosmétique connut un grand chambardement. Des équipes de chercheurs, un peu partout dans le monde, firent des études, enfin sérieuses puisque dénuées d'intérêts privés, et démontrèrent que la plupart des produits de beauté étaient inefficaces, scandaleusement mensongers et pour beaucoup, contenant des substances dangereuses pour la santé. Les besoins étaient clairs et peu nombreux : peaux trop grasses ou trop sèches, épidermes abimées par l'acné, la vieillesse ou le soleil, entretien des dents, des cheveux, des ongles au meilleur de leur état. Pour la beauté, les teintures, fonds de teint, crayons, vernis et autres artifices, point n'est besoin

d'une gamme de milliers de produits. Les chercheurs firent un tri sévère en éliminant tout ce qui était susceptible d'être toxique, puis tout ce qui était parfaitement inefficace. Etant en possession de toutes les formules de fabrication depuis que le commerce et les brevets étaient abolis, leur travail était grandement facilité. Les sélections qu'ils proposèrent tenaient compte du lieu de production des ingrédients de base : Aller chercher en Nouvelle-Guinée un extrait de plante, dont les molécules essentielles se trouvent dans une variété alpine, était bon pour l'ancien temps ! Quant aux shampoings vendus jadis très cher au motif qu'ils contenaient un infime pourcentage d'huile de monoï ou une trace de camomille, qu'ils étaient déclarés antipelliculaires, gonflants, adoucissants, démêlants, ils disparurent du marché. A la place, une petite gamme de shampoings adaptés aux différents cheveux était livrée aux débitants en tonneaux de 50 litres et détaillés au litre dans n'importe quel récipient apporté par l'utilisateur.

Autrefois, plus le produit était cher, plus il était censé être bon. Avec la complexité des formules de fabrication, le discours pseudo scientifique des publicitaires et les leurre de l'emballage, l'argent était en effet le seul critère de garantie quelque peu cohérent. Maintenant, l'avis des comités d'experts paru dans le dernier blog, et surtout le bouche à oreille des utilisateurs, suffisaient.

Le temps enfin disponible fit également disparaître certains objets réputés indispensables. Quand les gens se levaient tôt pour une longue journée de labeur, le rasoir électrique était utile. Mais quand quelques heures par jour suffirent à assurer l'essentiel, le rasoir mécanique, voire l'antique coupe-chou, revinrent à la mode. Le plaisir de préparer le savon dans un bol avec le blaireau, de se barbouiller de mousse, d'affuter la lame sur le manche en cuir, de passer délicatement le tranchant sur la peau, puis d'adoucir le feu avec une bonne pierre d'alun, pouvait bien prendre une heure, mais quel plaisir !



« Vendredi 21 juillet 2034 : Gaillard père est parti ce matin à Marseille pour représenter la commune dans un débat sur

l'utilisation des eaux du Rhône. Plusieurs départements étant concernés par la question, il a fallu organiser une consultation générale. Gaillard est persuadé qu'il en sortira des idées de génie, comme il croyait jadis que son Parti Socialiste allait sauver le Monde. C'est beau tant de naïveté ! Dans dix ans, on ne saura toujours pas qui a droit ou pas de pomper l'eau du fleuve, d'y laver ses affaires, de pêcher, de naviguer... »

Chacun ne pouvant faire tout ce qui est nécessaire à sa survie, il est normal de déléguer telle ou telle fonction à quelqu'un de plus compétent que soi. Le "fonctionnaire" pour autant ne doit pas en tirer un avantage personnel. Il fut donc décidé, comme c'était jadis le cas dans les sociétés amérindiennes, d'interdire toute fonction permanente et de la réduire systématiquement à la durée d'une tâche précise. De la même manière, tout fonctionnaire sera révocable s'il ne remplit pas correctement la fonction pour laquelle il a été nommé, s'il en abuse ou ne respecte pas les directives de ses commanditaires. Ces deux principes seraient valables pour toutes les fonctions, qu'elles soient politiques, représentatives, techniques. Plus les fonctions sont élevées et complexes, plus le danger de prise de pouvoir est grand. La fonction est d'autant plus exigeante et contraignante qu'elle est élevée, et ne doit pas donner l'envie à quelqu'un de s'y installer.

Le système de représentations successives s'est mis en place sur deux niveaux : Une échelle territoriale partant de la communauté de base jusqu'au Monde entier, mais aussi des délégations regroupant les membres d'un centre d'intérêt particulier. Les pêcheurs par exemple ont des problèmes propres à leur état et dont ils sont seuls juges. Un paysan, un politique ou un technicien de l'aéronautique n'a pas voix au chapitre sur ce domaine, même s'il habite un port de pêche.

Cette organisation entraîna de fait un redécoupage des limites territoriales. Le port du Grau-du-Roi, jadis rattaché au département du Gard, demanda à être regroupé avec la GrandeMotte et Palavas, les deux villes maritimes voisines, et donc au grand centre de Montpellier bien plus proche que Nîmes. De nombreuses régions se réunirent en raison d'une identité culturelle commune : Le Pays Basque français et espagnol, la Catalogne, les pays riverains du lac de Constance, la Côte d'Azur et la Riviera italienne... A l'inverse,

certaines communautés urbaines devenues ingérables par leur gigantisme, se scindèrent en plusieurs communes autonomes.

Le système de délégation d'un représentant de chaque communauté n'ayant aucun pouvoir de décision mais se contentant de transmettre les vœux de ses concitoyens imposait des allers et retours entre deux niveaux perpétuels. On prit vite l'habitude de retransmettre par vidéo conférence les débats qui pouvaient ainsi être critiqués, corrigés, réorientés en temps réel et éviter bien des déplacements. Avec le principe que nul n'est mieux placé pour gérer sa vie que l'intéressé lui-même, les discussions s'alourdissaient par le nombre des intervenants réclamant la parole. Ce système impliquait une extrême lenteur dans les prises de décisions mais c'était au moins une garantie de grande prudence. En outre, cette lenteur était compensée par la grande efficacité des actions menées par la base, sur une décision prise de façon consensuelle.

Dans l'immeuble de La Faisanderie, c'est le père Gaillard qui s'était le plus impliqué dans ce nouveau système. Il représentait régulièrement auprès de la mairie les habitants du quartier et avait plusieurs fois été délégué par la commune dans des échanges au niveau régional. De son propre aveu, il reconnaissait que le système de démocratie directe qui avait été mis en place était terriblement exigeant et qu'il avait souvent failli se laisser emporter par sa fougue et sa formation de militant socialiste de l'Ancien Régime. Son rôle de porte-parole était strictement limité à la transmission au niveau supérieur des décisions prises par le quartier, pas de les prendre à sa place. Il avait eu quelques fois la tentation de décider lui-même, au nom du pouvoir que ses concitoyens lui avaient conféré, simplement parce que cela lui semblait plus rapide que de faire ces incessants aller-retour entre les deux niveaux de décision. Mais il avait reçu une volée de bois vert et avait vite compris que ce n'était pas un pouvoir qui lui était délégué mais une parole !

« Lundi 8 janvier 2035 : J'ai beau passer pour un vieil imbécile dans l'immeuble, je vois encore les choses venir avec suffisamment de lucidité pour prévoir que leur société égalitaire n'est qu'une illusion. Il y a déjà Santini qui ne se cache pas de chercher toujours à être le plus riche, mais maintenant, les inégalités commencent à se voir à tous les niveaux. Et comme toujours, ce n'est pas le plus méritant qui s'enrichit mais le plus malin. Ce n'est pas le plus serviable qui peut thésauriser mais le plus cupide. Le père Mazaudier n'est pas pire que les autres et de loin, mais il a reçu une éducation d'un autre temps. Il ne peut s'empêcher de troquer, d'échanger un service contre un objet de luxe, d'embrouiller son monde pour paraître plus que les autres. Il lui faut compenser son absence de culture par la possession de biens matériels. Il ne voit pas comment briller autrement que par son petit commerce. C'est dommage, car c'est un excellent ébéniste, reconnu comme le meilleur dans le quartier. Cela devrait lui suffire. Et pourtant... »

On n'abolit pas des siècles d'éducation par un claquement de doigts. Comme dans le bon vieux temps, certains n'eurent de cesse qu'ils n'aient accumulé plus de richesses que leurs voisins. La Faisanderie en était un bel exemple. Sylvain travaillait dix heures par jour et le fils Gaillard trois. Mazaudier, le menuisier, troquait tout ce qu'il pouvait et Jacques, le mécano, se contentait de ce qu'il avait. Albert passait ses nuits à monter des plans pour obtenir des avantages et Florent, l'archéologue, s'endormait comme un bienheureux. Au bout de cinq ans, les disparités entre les uns et les autres étaient déjà bien visibles. Durieux avait le premier senti venir cette évolution et en prédisait un inévitable retour aux hiérarchies d'antan.

- Les enfants des uns hériteront des biens de leur père, ceux des autres démarreront dans la vie avec le minimum que leur donne la société. Les premiers obtiendront des avantages sur les deuxièmes qui feront le jardin du fils de riche contre le bel écran plat qu'ils convoitent, et le cycle du travail contre salaire sera reconstitué.

- Le problème est vieux comme le monde, expliquait Florent. Dans la Bible, on raconte que le peuple juif, confronté à cette impasse, inventa la pratique du Jubilé. Tous les cinquante ans, on reprend tous les biens et on les redistribue. Au terme de cette même période, les uns ont de nouveau trop et les autres manquent du nécessaire. Le système n'est donc pas pérenne et c'est sans doute pour cela que les Juifs l'ont oublié.

- Le plus simple serait la suppression de l'héritage, intervint le fils Gaillard, ce qui limiterait l'enrichissement à une personne, au temps d'une vie. Au décès des parents, tous leurs biens reviendraient à la communauté après distribution aux héritiers directs de ce qui leur est nécessaire. On pourrait alors faire un inventaire après décès en présence de témoins représentant la famille et d'autres représentant la communauté.

- Tout système est truable, affirma Albert. Moi, je disperserais mes biens entre tous mes héritiers avant mon décès pour échapper à une redistribution. Et vous ne pourriez rien contre cela.

- Après réflexion, ce n'est pas si sûr. Il suffirait d'établir dans chaque commune, des comités de vigilance chargés de veiller à ce que la propriété d'usage ne se transforme pas en thésaurisation camouflée et que l'un ait trois télévisions quand deux n'en ont aucune.

La possession de plus que ce dont on peut user entraîne forcément la convoitise et pourrait être considérée comme une incitation au vol. Quelques jugements firent date en allant dans ce sens et en accordant des circonstances atténuantes à des cambrioleurs ayant découvert des maisons suréquipées et les ayant délestées de leur surplus. Roger, en bon policier, était même persuadé que c'est par ce biais que l'on reviendrait à la nécessité de tout l'appareil judiciaire qu'il avait connu. Il en parlait souvent avec Albert. Les deux hommes s'étaient rapprochés, comme deux boxeurs concurrents, et s'estimaient mutuellement. Le policier a besoin du truand pour justifier son travail comme le truand a besoin du policier pour donner du sel à son jeu. Roger avait très vite compris d'où provenait le luxe dans lequel se vautrait Albert et celui-ci ne s'en cachait plus du tout. Le fils Gaillard considérait cette relation ambiguë comme le témoignage vivant des tares de l'ancien système, la répression et la délinquance s'alimentant sans cesse mutuellement. Mais lui, contrairement aux deux autres, était persuadé que cette complicité disparaîtrait de la société et que le cas Roger-Albert n'était qu'une survivance du passé.

« Vendredi 12 mars 2032 : Nous vivons une drôle d'époque. Il paraît que la distinction entre les hommes et les femmes n'est plus qu'une vue de l'esprit ! Après des débats stériles où les uns mettaient en avant les différences biologiques et les autres l'égalité des droits, voilà que l'on décrète qu'il y a plus de différence de nature entre certains hommes ou certaines femmes qu'entre un homme et une femme... A voir le fils Lavabre, c'est vrai qu'on est en droit de se poser la question. A vingt cinq ans, il vit avec un autre homme, élève une enfant dont la mère est en voyage perpétuel et porte ces affreuses robes longues et ces foulards excentriques qu'il n'enlève que pour les matchs de rugby. Il fait, paraît-il, un très bon pilier... »

La Faisanderie connut dès le début de 2030 une petite révolution. Les femmes de l'immeuble, menées discrètement par la redoutable M^{elle} Martel, avaient décidé de participer au mouvement d'émancipation généralisé. Mais cette fois, elles avaient des armes nouvelles, des arguments inédits. L'institutrice avait su expliquer ce qui se jouait, avec beaucoup de finesse.

La suppression de l'argent fit plus, en effet, pour le combat féministe que les discours, livres, films et débats de ces dernières décennies. Il est vrai que la supériorité de l'homme datait de la pré-histoire et que des habitudes culturelles aussi vieilles ne se renversent pas par des mots. L'homme rapporte le gibier puisqu'il est physiquement plus apte à ce sport. Il est donc normal que ce soit la femme qui cuisine le produit de la chasse, dans un partage équitable des tâches. Aux hommes le travail noble et dangereux, aux femmes le travail domestique³⁹. Le mot domestique a subi un glissement sémantique lui donnant le sens de serviteur. Cela s'est sans doute opéré tellement progressivement que personne ni a prêté attention. Et la chose était si commode que les femmes, revenant de leur chasse au salaire, continuaient en plein XXI^e siècle à assurer l'essentiel des tâches domestiques, de service.

³⁹ **Domestique** : Qui se rapporte à la maison (*domus en latin*). Sous l'Ancien Régime, le terme désignait un employé de maison. (*voir serviteur*). Dans le texte, quand il est fait référence à un travail domestique avant 2029, il faut donc le restreindre à ce qui est cuisine, ménage, entretien, et non l'étendre comme aujourd'hui à toute occupation faite à l'intérieur d'une maison.

Dès la disparition de la monnaie, cette antique conception s'est trouvée bouleversée. Puisque c'est l'existence même de l'individu, homme, femme ou enfant, qui induit sa subsistance par la collectivité, chacun a d'emblée une valeur identique dans le foyer et chacun a le même temps à consacrer au service des autres. Les vieux réflexes du patriarcat comme les mythes d'un matriarcat possible, prirent du plomb dans l'aile. De la même manière, la conception du mariage qui garantit la sécurité matérielle de la femme en cas de rupture, n'avait plus beaucoup de sens. Il ne restait que le contrat moral dont chaque couple règle les termes à sa convenance, y incluant des notions de fidélité, d'ouverture aux autres, de mode de vie et de choix moraux. Ce type de contrat étant personnalisable à l'infini, que serait donc venu officialiser de plus une cérémonie publique ?

L'habitude se prit donc de déclarer dans sa mairie les situations de "vie commune" ou les retours à l'unicité, pour de simples raisons pratiques de gestion des besoins et ressources communales. Le statut de vie commune s'ouvrit aussitôt à d'autres compositions de nombre et de genre que le classique couple homme-femme. Puisqu'il n'avait d'autre but que l'organisation de la subsistance, la société n'avait plus aucun droit de regard sur la pratique sexuelle qu'il sous-tendait, sur la quantité de personnes impliquées, ce qui libéra bien des situations rendues compliquées par des survivances morales d'un autre âge. La seule chose sur laquelle la société continua à légiférer fut le statut des enfants mineurs, non responsables des choix de leurs géniteurs ou des personnes inscrites dans l'unité de vie commune qui les prenait en charge. Le droit des enfants à connaître leurs géniteurs réels et les conditions de la prise en charge par les personnes responsables d'eux (adoption, insémination artificielle, couple homosexuel etc.) parut à tout le monde comme un droit inaliénable et inscrit dans la Loi.

La Faisanderie n'avait pas de suite suivi cette évolution. Les couples y étaient restés fort traditionnels et personne ne s'offusqua que le nettoyage des escaliers soit confié aux femmes et la peinture de l'ascenseur aux hommes. Seul Sylvain avait établi avec sa femme un rapport d'égalité, chacun faisant la cuisine et le ménage à tour de rôle, prenant les décisions en commun, s'accordant mutuellement les mêmes libertés et contraintes. Mais ils vivaient déjà comme cela

avant la Révolution. C'était un couple moderne, bien loin de la situation de la famille Santini où Albert régnait en maître incontesté et aurait cru déchoir en lavant son verre de bière. M^{me} Santini était complètement dévouée au service de son mari qu'elle admirait et adulait. Elle faisait tout pour lui, mais en revanche, elle n'avait jamais eu à prendre la moindre décision, ne faisait jamais la moindre démarche administrative, et avant la crise, n'avait jamais eu à gérer le moindre centime. Le jour où elle osa s'opposer à son mari dans une réunion mensuelle au sujet des poubelles, on aurait dit qu'une bombe était tombée sur l'immeuble. Quand il s'était agi de répartir cette simple tâche, Albert s'était d'emblée constitué en entité avec sa femme, tellement l'idée saugrenue de nettoyer le container lui paraissait incongrue. Mais sa femme, insista timidement mais fermement, sous le regard bienveillant et encourageant de l'institutrice, pour que figure sur la liste, Monsieur Santini pour un jour et Madame un autre jour. Devant l'assentiment général, même de Roger, son allié objectif, Albert céda. Le premier jour que cette tâche ingrate et humiliante lui échut, tout l'immeuble vint assister au spectacle, l'encourageant, lui donnant des conseils techniques sur le sens d'utilisation du balai, du tuyau d'arrosage et de la serpillère. Un vrai spectacle qui resta longtemps dans les mémoires !....



« Samedi 11 octobre 2036 : J'ai rendu ce matin les clefs de mon étude à la mairie. Cela fera un logement tout à fait convenable une fois débarrassé des rayonnages et meubles de bureau. Je m'étais fait des illusions en pensant que les notaires étaient indispensables et que tôt ou tard, je retrouverai ma fonction. Après tout, ce n'est peut être pas plus mal, au moins pour moi. Depuis que la responsable des Archives du Département a sollicité ma participation pour le classement du fond judiciaire, je travaille plus qu'avant. Mais c'est maintenant un réel plaisir. Ma connaissance du latin et des juridictions anciennes m'a permis de relire tout un tas de documents fort intéressants du XII^e au XV^e siècle, qui n'avaient jamais été dépouillés faute d'argent, puis faute d'archiviste disponible... »

Si la révolution monétaire avait compromis certaines carrières, comme celles de trader⁴⁰ ou d'usurier, d'autres connaissaient enfin leur âge d'or. Florent Méjean, assis sur son chantier de fouilles, expliquait au jeune étudiant en archéologie les galères d'antan, lorsqu'il fallait courir après les subventions et jongler avec les budgets.

- Le pire pour nous, c'était de devoir refermer un chantier prometteur faute d'argent. Je me souviens d'une villa gallo-romaine découverte près de Nîmes à l'occasion de la construction d'un supermarché. Les bulldozers avaient mis à jour une statue de marbre de belle facture et nous avons obtenu trois mois pour faire les sondages et relevés avant la reprise des travaux. Le commerce était alors plus important que l'Histoire. A la fin des fouilles, nous avons un plan partiel de la villa, les photos de quelques belles mosaïques et quelques poteries d'origines lointaines confirmant la richesse des propriétaires. Il a fallu alors tout recouvrir de terre et laisser les bétonneuses entrer en action. Un véritable arrache-cœur... Des merveilles artistiques, des documents inestimables sont encore enfouis sous le bâtiment.

⁴⁰ **Trader** : Ancienne profession consistant à acheter des parts fictives ou réelles d'entreprises cotées en bourse et à les revendre plus cher. Sans aucun rapport avec la réalité économique et industrielle des entreprises, ces mouvements d'actions pouvaient rapporter au bon trader des sommes colossales en une journée sur de simples clics de souris.

- Je croyais que l'Etat avait le pouvoir de bloquer un chantier de construction quand les vestiges avaient un réel intérêt ?

- En théorie, oui. Mais dans la pratique, les propriétaires exigeaient des indemnités de retard pour leurs travaux. Quand il s'agissait d'un groupe commercial puissant, il n'y avait aucun moyen de s'opposer à lui. En outre, l'Etat n'avait pas les moyens de financer de longues recherches. Pour ce chantier, nous avons eu droit à trois assistants et deux ouvriers intérimaires, alors qu'il aurait fallu une équipe d'une cinquantaine d'hommes sur plus d'un an. Il arrivait même que l'on paie de nos poches les truelles et les brosses !

- Vous n'aviez pas de mécènes qui puissent financer les fouilles ? Le supermarché aurait pu intégrer un petit musée archéologique dans sa surface, ce qui lui aurait fait une bonne publicité, non ?

- Une pub peu rentable. Qui s'intéresse à des ruines parmi les clients pressés des grands magasins ? Ces industriels préféraient investir dans les régates internationales, les courses de motos, la télévision.

- Il devait tout de même y avoir quelques avantages dans l'ancien système. Un ministère de la Culture centralisant tous les besoins des archéologues devait éviter beaucoup de travail logistique et laisser plus de temps à la recherche ?...

- Tu te fais avoir par les historiens révisionnistes qui cherchent encore à justifier le centralisme administratif, jeune homme. Tu es comme ces gens de la moitié du XXème siècle qui avaient cru que la machine à laver, l'aspirateur, le TGV et l'ordinateur allaient libérer un temps libre considérable. Plus on a eu des moyens technologiques d'aller vite, moins on a eu le temps de faire l'essentiel. Aujourd'hui, quand je découvre un site qui mérite des fouilles, je lance un appel sur Internet et j'ai aussitôt à ma disposition des hommes et du matériel. Je suis hébergé et nourri par les habitants du coin, je n'ai pas d'échéance à respecter et tant que mon travail intéresse la région, je peux prendre le temps d'examiner chaque pièce, de fouiller le moindre seau de terre et de faire la sieste quand il fait trop chaud ! Si j'ai besoin d'un tractopelle pour dégager un nouveau secteur, je vais à la mairie et je suis servi dès que possible, sans avoir à remplir trois kilos de paperasses, sans rédiger de justificatif de dépense supplémentaire, sans attendre le vote du prochain budget. Crois-moi, Petit, tu n'as rien à regretter du bon vieux temps. Avant, tu aurais sans doute dû galérer pendant des années pour avoir une petite chance d'exercer ton métier sur un CDD, de trois ans au mieux. Maintenant

que le métier est devenu une simple passion utile à la collectivité, as-tu eu seulement une journée de doute sur le moyen de la vivre ?...

- Certains se plaignent du manque de contrôle des fouilles. Depuis qu'il n'y a plus de service au niveau national, on dit que des gens sans compétence ont massacré des sites de façon irrémédiable.

- Cela peut arriver, c'est vrai, mais avant aussi. Les chantiers de fouilles ouverts aux jeunes pendant l'été, n'ont jamais été réellement contrôlés faute de moyens. Il y aurait même beaucoup moins de dégâts qu'avant, car n'importe quel amateur qui se lance dans une recherche peut obtenir gratuitement toute l'aide et toute la formation qu'il désire. Et puis, regarde ici. Nous avons plein de jeunes bénévoles qui viennent nous aider. Nous avons le temps de leur expliquer ce qu'ils peuvent faire et ce qu'ils doivent à tout prix éviter, l'intérêt des objets qu'ils découvrent, bref, d'en faire de vrais chercheurs. Jadis, le temps, c'était de l'argent, et comme nous en avions peu, la formation des hommes de terrain était impossible. Il y avait les diplômés d'un côté et de l'autre des manœuvres juste bons à transporter la terre dans les brouettes.



« Dimanche 11 avril 2038 : Virgile Gaillard a décidé de faire une petite exposition sur la ville de Nîmes pour son école. Sur les conseils de son instituteur, il a pris comme méthodologie de juxtaposer des photos de la ville avant et après la Révolution. Il a donc fait tous les étages de la Faisanderie pour sélectionner des images datant d'avant 2029 et projette de retrouver les lieux exacts des prises de vue et de reprendre des clichés sous les mêmes angles. Il est passé chez moi et nous avons consulté tous les albums de la famille pour trouver des prises de vues intéressantes. Ce garçon est très éveillé pour son âge. Des fois, je me demande si le nouveau système d'éducation n'y est pas pour quelque chose. Mais je me garderai bien d'en parler avec la passionaria du premier, la demoiselle Martel !... »

L'exposition du jeune Virgile fut étonnante. Ce qui frappait immédiatement, c'était la disparition des panneaux publicitaires et des enseignes tapageuses. Hors du système monétaire, la publicité était devenue inutile mais les panneaux annonceurs avaient mis du temps à disparaître. Ils avaient été démontés au fur et à mesure des besoins en place, en ferraille ou en panneaux de bois. On ne s'était donc pas rendu compte de la transformation progressive du paysage. Avec le saut brutal d'une décennie que Virgile avait reconstitué, cela sautait aux yeux. Mieux qu'un long discours, on comprenait la place qu'avait prise le conditionnement du consommateur.

Avant la Révolution, au niveau mondial, le budget dévolu à la publicité, avait atteint des proportions telles que 10% seulement auraient suffi à assurer la survie alimentaire et l'accès à l'eau potable à l'humanité entière. Cette constatation aurait dû entraîner la remise en cause immédiate du système par tous les militants tiers-mondistes, tous les organisateurs de programmes de lutte contre la faim, tous les malheureux manquant de l'essentiel, tous les honnêtes gens scandalisés par cette énormité, tous les écologistes qui auraient dû faire le calcul de l'impact de cette publicité dévoreuse de papier... Il avait pourtant fallu la disparition de la monnaie pour que l'on s'aperçoive de l'immense gâchis publicitaire, que l'on s'interroge sur la responsabilité des publicistes dans les millions de décès dus à la faim ou à la pollution l'eau.

Mais, outre l'aspect économique scandaleux, la dégradation du paysage par la publicité était frappante. Comment n'avait-on pas

compris à quel point ces enseignes lumineuses, ces immenses panneaux sur les bords des routes, enlaidissaient les sites les plus beaux. L'une des photos de Virgile montrait un immense échafaudage de ferraille et de tôles aluminium, surmonté de puissants spots lumineux et présentant aux passants une boule de fromage hollandais sur fond de prairie verte avec vaches aux couleurs surréalistes et coucher de soleil. Sur la photo prise au même lieu et à la même heure dix ans plus tard, le panneau avait disparu et laissait voir une vieille maison charmante, certes sans fromage, vaches ni prairie verte, mais illuminée par un vrai soleil couchant du plus bel effet !

Le centre ville ne s'était pas moins transformé. Les magasins des années 2020 avaient pour la plupart été convertis en dépôts d'approvisionnement et le besoin d'attirer le chaland n'existant plus, la plupart des vitrines servaient à la décoration et à la présentation des nouveaux produits industriels et artisanaux. Si les gérants de ces boutiques rivalisaient d'ingéniosité pour avoir la plus belle devanture, ce n'était plus pour avaler la concurrence ou pour tromper le client mais pour le seul plaisir des yeux de tous. En outre, la spécialisation nécessaire des anciens commerçants en quincaillerie, droguerie, électroménager, habillement, chaussures et autres n'avait plus vraiment de sens. Un dépôt de distribution tenait davantage compte de son réseau d'approvisionnement et de la demande de ses usagers que d'une spécificité technique.

Les enseignes avaient également changé. A la place des néons tapageurs, des sortes de blasons affichant la qualité du lieu avaient fleuri. On voyait parfois sur les façades de vieilles inscriptions que certains citoyens voulaient conserver au titre de la préservation du patrimoine culturel, de témoins d'un autre temps : *Au Bon Marché, Prisunic, Le Discount, Fast-food, L'Econome, Super marché Machin, etc.* La nuit surtout avait radicalement changée. Si les réverbères continuaient à permettre la circulation des piétons sans risque de rater un trottoir, rien n'était éclairé sans nécessité. Des photos sélectionnées par Virgile montraient des anciennes rues commerçantes, illuminées comme des sapins de Noël et vides de tout passant, ce qui étonnait beaucoup les jeunes.

Un autre aspect curieux de l'exposition de Virgile était la permanence des voitures sur tous les clichés anciens. Les véhicules les plus divers, les camions les plus imposants, étaient partout pré-

sents, à toute heure du jour et de la nuit. A croire que la ville entière vivait autant dans les véhicules que dans les appartements. Une des photos intrigua beaucoup les plus jeunes : Un automobiliste passait la main par la fenêtre pour déposer quelque chose dans un appareil. Il fallut leur expliquer ce qu'était un parcmètre⁴¹. La grande révolution des transports avait en effet complètement transformé l'usage des voitures, leur conception et l'aspect des voies de circulation. Cela avait commencé dès juillet 2029.

L'initiative de la grande consultation vint de l'usine Mercedes en Allemagne. Une équipe de cadres avait envoyé des mails aux syndicats des principaux constructeurs, Peugeot, Renault, Ford, Toyota, Fiat, Opel... Les millions d'employés de l'industrie automobile devaient prendre en main leur destinée dès la suppression du système monétaire. Puisqu'il ne s'agissait plus de produire le plus possible, de battre la concurrence et de créer des besoins inutiles, les grands bureaux d'études du monde entier devaient se fédérer enfin, pour étudier ensemble les plans de véhicules adaptés aux besoins réels.

La plupart de ces groupes industriels étant déjà en grève et les assemblées générales se succédant dans les usines, le message arriva à point. Les débats stériles sur des revendications devenues incongrues comme les conditions de travail, les salaires et la sécurité de l'emploi, s'éteignirent d'eux-mêmes à la lecture de la proposition allemande. En quelques jours, il était devenu clair pour tout le monde que les directions n'avaient pas de solutions à la crise, que le débat n'était plus à la croissance ou la décroissance, que les actionnaires, aussi désabusés que les patrons, n'avaient plus aucun moyen de s'opposer à une prise de pouvoir réelle de l'outil de production par les travailleurs. Les assemblées générales devinrent vite une immense foire à propositions qui étaient aussitôt transmises par In-

⁴¹ **Parcmètre** : Ancien instrument de taxation du stationnement. Les automobilistes voulant se garer devaient mettre quelques pièces dans cet appareil qui leur délivrait un ticket pour un temps donné. Cette forme de racket était essentiellement pratiquée par les communes. Celui qui ne payait pas son stationnement pouvait se voir apposer sur son pare-brise une amende (*voir amende*) à payer à la police municipale.

ternet aux autres groupes étrangers. Les réponses arrivaient rapidement, assorties de contre-propositions. Chaque idée était commentée, critiquée, amendée, en temps réel, à Paris, Tokyo, Philadelphie, Stockholm et Hambourg. On fit appel un peu partout à des étudiants interprètes capables de traduire instantanément questions et réponses. Toutes les idées furent considérées avec le même sérieux, qu'elles émanent d'un ouvrier d'une chaîne de montage, d'un mécanicien ou d'un ingénieur.

Les bureaux d'études croulaient sous les recommandations de bon sens mais d'une modernité inouïe : Adieu les énormes parabuffles sur des 4x4 destinés à la ville ! Adieu les systèmes de chauffage pour les véhicules sahariens et de climatisation pour ceux de Norvège ! Fini les courroies de transmission garanties 50 000 kms alors qu'une chaîne durera trois fois plus longtemps ! Exit la six cylindres en V pouvant atteindre les 230 kms/heure ! Exit la petite pièce électronique commandant tout, fragile, et située dans le coin le plus inaccessible du moteur pour gonfler la facture du réparateur !

Les bureaux d'études conçurent en quelques mois une voiture de ville, une routière et une gamme d'utilitaires adaptables à toutes les situations climatiques et géographiques. Une gamme équivalente de mobylettes, motos, triporteurs fut également étudiée pour leur aspect individuel, peu encombrant et passe partout. Chaque pièce de moteur pouvait être changée avec le minimum de moyens, chaque élément étudié pour durer le plus longtemps possible. La fabrication des éléments comme leur assemblage pouvaient être réalisés partout dans le monde, au rythme exigé par les besoins de la population. Le choix du carburant fut l'objet d'un long débat, comme si depuis cinquante ans toutes les solutions n'avaient pas déjà été envisagées. C'est la propulsion par gaz qui emporta la palme au motif que sa production pouvait être décentralisée et accessible aux régions les moins favorisées.

Avec ces nouveaux véhicules et la constitution de parcs communautaires où chacun pouvait emprunter la voiture correspondant à ses besoins, les vieux modèles, coûteux et polluants, disparurent rapidement. C'était tellement pratique d'avoir toujours à sa disposition un véhicule en bon état sans en supporter l'entretien, que les plus accros à leur voiture personnelle, finirent pas céder à la nouvelle mode. Beaucoup avaient pensé que les conducteurs néglige-

raient un bien ne leur appartenant pas, qu'ils rendraient les voitures sales ou cabossées, qu'ils pousseraient les moteurs au-delà de leur limite raisonnable et causeraient des accidents. Mais en fait, les conducteurs négligents furent vite repérés et privés d'emprunt possible. L'intérêt guide les hommes, et tout le monde comprit rapidement qu'il était préférable de rendre un véhicule propre et en bon état.

Ce système de parc communautaire réduisit considérablement le nombre de véhicules nécessaires. Jadis, chaque conducteur roulait quelques heures par jour seulement et payait pour une voiture immobilisée le reste du temps. En plus, on achetait une voiture routière puissante et confortable au motif que l'on faisait deux ou trois long trajets par an. Dans le parc communautaire, on peut maintenant choisir la petite deux places roulant à 60 kms/heure pour se déplacer en ville, une bonne routière pour aller voir la famille à l'autre bout de la France, la camionnette pour transporter des meubles.

En même temps que l'usage de la voiture se rationalisait, le chemin de fer retrouvait une cohérence et une utilité qu'il était en passe de perdre définitivement. Depuis sa création au milieu du XIX^e siècle, la carte du réseau ferroviaire avait été dessinée selon le seul critère de la rentabilité. Les sociétés les moins productives s'étaient fait avalées par les plus grosses jusqu'à l'institution du monopole de la SNCF. Puis ce fut la disparition progressive des lignes secondaires jugées non rentables, du fret concurrencé par la route. Avec le libéralisme, le même processus avait fini par faire disparaître certaines compagnies nationales au profit de grandes sociétés européennes. Certes, on pouvait en quelques heures aller de Budapest à Madrid, mais aller de Clermont-Ferrand à Tulle, de Mende à Rodez relevait, par le train, de l'exploit.

Sans argent ni salaires, les seuls problèmes qui se posaient désormais étaient d'avoir une machine et un chauffeur pour la conduire, des équipes de maintenance pour les voies et les locomotives. La course au temps étant de fait abolie, *time in not money*, les TGV gourmands en énergie se firent plus rares et les petites lignes intérieures se généralisèrent. Contrairement à toutes les prévisions des pessimistes, les trains partaient et arrivaient plus souvent à l'heure qu'avant, depuis que les conducteurs de trains et les aiguilleurs n'étaient plus des professionnels mais des passionnés volontaires. Plus de grèves surprises, plus de temps perdu à acheter un billet et à

le composter, plus de contrôle de sécurité, plus de réservations et de classes séparant l'ouvrier du cadre....

Beaucoup prévoyaient de gros problèmes de sécurité avec des chauffeurs non salariés. C'est l'inverse qui se produisit. Le nombre de chauffeurs, de mécaniciens, d'hommes d'entretien augmenta considérablement tant le rail suscitait le rêve. La formation continue mise en place offrit un potentiel de volontaires largement suffisant pour remplacer au pied levé n'importe quel chauffeur défaillant, pour permettre à chacun d'effectuer quelques trajets seulement par semaine, sans stress et sans fatigue excessive.

Le ferroutage reprit vigueur avec la décision de baisser la hauteur des camions pour qu'ils puissent monter sur les wagons et passer sous les caténaires et les tunnels. Pendant des années, les tenants de l'industrie pétrolière avaient tenté de prouver l'ineptie du ferroutage qui aurait exigé l'adaptation de tous les tunnels et de tous les ponts, travail considérable et trop coûteux en regard des facilités qu'offrait l'autoroute aux norias de camions toujours plus gros, plus longs, plus puissants. Les experts financés par le lobby pétrolier avaient réussi à occulter complètement l'autre possibilité : Au lieu de relever les tunnels, pourquoi ne pas rabaisser les camions ? Comme par hasard, dès que l'argent disparut et que le pouvoir de décision fut redonné aux acteurs directs, on s'aperçut que cette deuxième solution était économique, réalisable sans difficultés au fur et à mesure que les anciens camions étaient remplacés, que n'importe quel bon carrossier pouvait surbaisser un semi remorque en peu de temps, et donc que les experts avaient roulé le bon peuple dans la farine avec des rapports bidons depuis des années.



« Mercredi 8 mai 2030 : La mairie m'a contacté pour savoir ce que je comptais faire du mas de mes parents, si je désirais y récupérer quelques souvenirs avant qu'il soit occupé par de nouveaux agriculteurs. Avant la crise, j'avais pensé le faire rénover pour y passer quelques jours de repos par ci par là. Mais en fait, je préfère de loin la ville à ce trou perdu. Ce n'est pas par hasard si mon grand-père l'a abandonné pour ouvrir une étude à Nîmes. Grand bien leur fasse à ces nouveaux paysans. La terre y est pauvre, les murets pour la plupart éboulés et le climat y est rude. Que vont donc y planter, ces pauvres fous... »

On disait qu'en chaque Français, il y avait un paysan qui sommeillait mais ce lieu commun datait du siècle précédent. La concurrence "non faussée", les règles européennes, la pression des grands lobbies de l'agroalimentaire avaient considérablement réduit le nombre desdits paysans. Mis à part quelques petites exploitations de montagne qui vivaient plus du tourisme, de l'agro-éducation avec les visites scolaires, et des subventions pour la sauvegarde d'animaux rustiques et de la culture paysanne, rares étaient ceux qui arrivaient à vivre avec moins de 500 hectares. La bataille contre les OGM, les brevets sur le vivant, l'agrochimie avait été perdue définitivement depuis les années 2020. Le pot de fer Monsanto avait gagné contre les militants de terre et le peuple s'était résolu à croire au discours bien rodé des communicants assurant que c'était un réel progrès technologique, seul moyen de lutter contre la faim dans le monde et les accidents climatiques.

Quand la monnaie fut supprimée, ces grandes industries qu'aucun procès, aucune résistance populaire, aucun acte de désobéissance civile n'avait pu ébranler, s'écroulèrent d'elles-mêmes. Il n'y avait plus rien à gagner pour eux et certains tentèrent, avec un culot incroyable, de lancer des bureaux d'études pour défendre les idées de leurs anciens adversaires. Les pires empoisonneurs de la planète devenaient écologistes. Mais dans ce combat là, ils n'étaient pas au point. Rapidement ridiculisés et mis au ban des sites Internet, ils abandonnèrent leurs ambitions récupératrices.

Le gros problème qui se posa immédiatement après la crise fut le redécoupage des terres. La demande était immense. Nombre d'anciens agriculteurs, de citoyens effrayés par les risques de pénurie alimentaire, réclamèrent qu'une parcelle soit mise à leur disposition.

“La terre à ceux qui l’exploitent”, “Halte au scandale des grandes exploitations”, scandaient-ils devant les services administratifs encore en place. Des associations du même type que le DAL, les enfants de Don Quichottes ou Jeudi noir, qui s’étaient battues jadis pour le partage des logements, apparurent à propos de la terre. L’association DAT, droit à la terre, n’attendit pas une quelconque autorisation pour agir. En une nuit, des commandos extraordinairement bien organisés, investissaient quelques hectares de terre, le clôturaient sommairement, y déposaient un bungalow et y installaient une famille de paysans. Des actes déclaratifs de propriété d’usage étaient rédigés avec toutes les précisions de bornages, de droit de passage, d’accès à l’eau... Dans les jours qui suivaient, les commandos du DAT assuraient la sécurité des nouveaux occupants pour éviter que les énormes tracteurs des anciens propriétaires ne viennent raser tout l’édifice.

Les premières opérations du DAT avaient été choisies avec soin pour ne pas susciter de polémiques. Les terres étaient prélevées sur des exploitations de plus de 500 hectares dont les propriétaires étaient des gestionnaires plus que des agriculteurs. Leurs métayers et contremaitres qui travaillaient la terre pour eux, n’étant plus payés, pensaient eux-mêmes s’attribuer une partie des terres en compensation et n’avaient aucune envie de défendre les privilèges de leurs anciens patrons. Mais l’avarice et la roublardise, acquises de génération en génération par les gros propriétaires terriens, n’avaient pas de limite. On vit des pâtures en friche depuis des décennies être plantées de jeunes fruitiers, en toute hâte, espacés chacun de plusieurs dizaines de mètres pour occuper le plus de place possible à moindre frais, et justifier d’une possession d’usage. D’autres clôturaient dix hectares de terre pour y faire brouter cinq moutons ! Des cas plus complexes apparurent très vite : La petite exploitation vaguement entretenue par un grand-père ne supportant pas de voir des étrangers revendiquer ces biens acquis par ses ancêtres sur des siècles, au prix de sacrifices et de luttes inouïes, ou les velléités de certains citadins s’imaginant que n’importe quel bricoleur pouvait s’instituer agriculteur... L’exemple indien servit de modèle à la France. Dans chaque commune, des comités d’évaluation furent institués, composés de gens compétents et notoirement connus pour leur connaissance du terroir, de personnalités neutres contrôlant que nul favoritisme n’entraît dans les critères d’attribution, d’ingénieurs établissant des

lots d'égale valeur en fonction du relief, de l'exposition, de la qualité de la terre.

Puis vinrent les problèmes de garantie des propriétés d'usage accordées aux particuliers. Si j'ai fait l'effort de planter un champ de poireaux, qui me garantira que personne ne viendra les récolter à ma place si la propriété privée n'existe plus ? Si je ne suis plus propriétaire de la terre, suis-je encore propriétaire de ses fruits ? Puisque, de toute façon, tout sera distribué sans échange monétaire, pourquoi celui qui a besoin de mes poireaux ne viendra-t-il pas se servir directement ? Et si chacun vient se servir chez moi, pourquoi ne me contenterais-je pas de limiter les plantations à ma propre consommation et de garder jalousement chacun de mes poireaux ?

Il fallut beaucoup de temps pour mettre en place un code de bonne conduite et pour déterminer des usages permettant le respect du travail fourni, la juste répartition des produits de la terre. On dut ensuite créer des observatoires de productions afin d'éviter la surproduction de certaines denrées et la pénurie d'autres. La grosse différence avec les anciennes lois qui régissaient le monde agricole, c'est qu'elles définissaient les règles du jeu social au lieu de défendre la propriété individuelle. Prendre pour son profit personnel une part de la production n'était plus un vol mais un acte antisocial. Planter ce que l'on veut sans tenir compte des besoins collectifs, c'est jouer personnel sur un terrain de football⁴². Distribuer sa récolte à qui l'on veut reviendrait à mélanger les maillots de deux équipes. Qui se plaint des règles d'un jeu ? Qui conteste leur utilité, leur nécessité pour l'existence même du jeu ? Chacun étant directe-

⁴² **Football** : Ce jeu toujours très populaire a été radicalement transformé dans ses règles. Il faut donc savoir qu'avant 2029, les meilleurs joueurs pouvaient gagner des millions d'euros par an (*ce qui correspondrait à un individu recevant à lui seul la part alimentaire de trois ou quatre mille personnes pour sa consommation personnelle*). Le football se jouait alors en compétitions redoutables et les meilleurs joueurs, vendus et achetés sur un marché (*le mercato*), comme les gladiateurs dans l'Empire Romain. Un stade pouvait rassembler jusqu'à 40 000 spectateurs, la plupart fanatisés et prêts à tout pour la victoire de leur équipe. Si l'on joue toujours au ballon rond avec plaisir, ce sport n'a donc plus rien de commun avec l'ancien football.

ment concerné, les arbitres ne manquèrent pas et sortir rapidement les cartons jaunes dès que ce jeu était faussé...



« Dimanche 12 juin 2033 : Nous avons feuilleté tous ensemble un album de photos des années 2020 à 25. Ces images prises avant la naissance de Stéphane et donc avant la Révolution, l'ont beaucoup intrigué et j'ai tenté de lui restituer l'ambiance de l'époque. Mais comment se faire comprendre de ce gamin qui n'a jamais eu un sou en poche !... »

- Avant la Crise, on partait tous les ans en Grèce, en Sicile ou à Chypre. On attelait le zodiac derrière le 4x4 et marche la route ! Ah, on faisait de sacrées balades, sans problèmes de carburant, dans des hôtels quatre étoiles et des restaurants fabuleux. Avec de bonnes cartes de crédit, on pouvait tout se payer quelque soit la destination et la route à faire. La belle vie, quoi... Et ces coins qu'on trouvait avec le zodiac... Des criques splendides, absolument désertes, avec une eau claire et du sable blanc. Avec le moteur de 150 CV, on allait vite...

- Qu'est-ce que vous en avez fait de ce bateau, Papa ?

- Qu'est-ce que tu veux qu'on en fasse sans carburant ? On l'a donné à une association. Il paraît qu'il est parti au Sénégal pour un pêcheur. C'est vrai que ce genre de bateau, c'est idéal pour passer la barre. Le 4x4, lui a été récupéré par les pompiers de Chamborigaud pour les interventions en forêt.

- C'est tout de même mieux comme ça, non ?

- Bof, moi je l'aimais bien ce bateau. Je l'avais payé très cher et je le bichonnais.

- Mais quand tu veux sortir en mer, il te suffit d'aller à Port-Camargue et tu trouves un voilier. Ça te servirait à quoi d'en avoir un rien qu'à toi ?

- Tu ne sais pas ce que c'est fils que de voler au dessus des vagues à 25 miles à l'heure. Ces voiliers, ça n'a rien à voir : Lents, compliqués, dépendants du vent, toujours penchés d'un côté... Ah, mon 150 CV Suzuki... Je soulevais une vague d'un mètre cinquante dans mon sillage sur des kilomètres...

- Je préfère ne pas penser à la pollution que tu devais dégager pour t'amuser à faire des ronds dans l'eau, Papa...

- A coté des yachts de 25 mètres de long, mon bateau, c'était une paille !

- Une paille plus une paille, ça fait un ballot, un ballot plus un ballot ça fait une grange....

- Tu veux que je te dise, vous les jeunes vous êtes trop raisonnables. Vous ne savez pas vous amuser. Si tu avais eu l'âge de venir avec moi lors de mon dernier voyage dans les Cyclades, tu regretterais autant que moi ce bateau.
- Mais je peux y aller quand je veux dans tes Cyclades. J'ai tout le temps nécessaire, tous les marins possibles pour m'y conduire, sans faire de vagues et sans émettre de CO²...
- Ça n'a rien à voir. C'était bien mieux avant... D'ailleurs, je n'ai plus aucune envie d'y retourner. C'est plus l'aventure. C'est même d'un commun....
- C'est ce que je pensais. C'était bien avant parce que peu de gens pouvaient se le permettre. C'est parce que d'autres ne pourraient jamais traverser les Cyclades avec un 150 CV au cul que ça te plaisait, n'est-ce-pas?
- C'était ça le luxe. Vous ne pouvez pas comprendre, vous, les jeunes....
- Le luxe maintenant, c'est de pouvoir aller où l'on veut et y faire ce que l'on veut sans nuire à personne. Vous ne pouvez pas comprendre, vous, les vieux...



« Vendredi 23 juillet 2032 : Un triste événement a secoué le quartier. Un fou furieux a ressorti son vieux fusil de chasse et a tiré sur sa femme, au motif qu'elle avait eu une aventure avec le voisin et s'était ensuite ouvertement moqué de la pauvreté sexuelle de son mari. La femme est décédée sur le coup. L'homme s'est de suite rendu à la mairie pour demander à être incarcéré. Quand on lui a dit qu'il n'y avait plus de prison disponible mais qu'il pouvait rester dormir dans une salle de la mairie en attendant qu'un tribunal soit constitué pour statuer sur son sort, l'homme s'est effondré, disant qu'il ne pouvait ni vivre sans sa femme, ni supporter le souvenir du meurtre qu'il venait de commettre. Puis dans un accès de colère intense, il a menacé de mettre fin à ses jours, de punir l'amant et tous les voisins qui étaient au courant de la liaison depuis longtemps. Il a donc été confié à la garde d'un médecin psychiatre de l'hôpital... »

Dans l'euphorie de la Révolution, on avait un peu vite ouvert les prisons et supprimé les Cours de Justice. Quelques meurtres, abus sexuels ou violences ordinaires rappelèrent vite les citoyens à leurs vieux démons. Si les prisons avaient depuis longtemps prouvé leur inefficacité dans le traitement de la délinquance, rien de mieux n'avait réellement été expérimenté. Les victimes réclamaient toujours des compensations, des peines équivalentes aux dommages subis, les criminels eux-mêmes demandant à payer afin d'être lavés de leur faute. Fallait-il recréer des prisons plus humaines, plus réparatrices ? Fallait-il prévoir des lieux de réclusion où les gens dangereux ne pourraient plus nuire, des îles isolées, des zones désertiques ? Fallait-il inventer des lieux spécialisés pour soigner les coupables de leurs comportements asociaux ?

Toutes ces idées se heurtaient inévitablement à de vieux souvenirs et provoquaient des levées de boucliers : L'île renvoyait au bagne, la zone désertique au goulag, l'hôpital à Orange Mécanique, la prison modèle à l'hôtel trois étoiles. Il fallait pourtant bien trouver une solution pour éviter les quelques cas de lynchages qui avaient défrayé la chronique judiciaire ici ou là. Faute de système répressif cohérent et socialement reconnu, la colère populaire est capable de tous les excès. On avait vu un malheureux être pendu, sans autre forme de procès, par les gens de son quartier qui s'aperçurent six mois plus tard, qu'il y avait eu erreur sur la personne !

Mais si tout le monde s'accordait assez facilement sur la constitution de tribunaux de justice, sur la nécessité de règles et de garde-fous, aucune solution universelle n'était possible quant aux mesures de coercitions à prendre. Trop de particularismes culturels, géographiques, religieux, économiques, climatiques, entraient en jeu. Une même sanction pouvait paraître dérisoire ici, abusive ailleurs. La sagesse conseillait donc de donner aux tribunaux locaux le choix de leurs sanctions possibles. Puis on s'aperçut que sans loi-cadre, la peine de mort serait rétablie dans beaucoup d'endroits, que des châtiments corporels réapparaîtraient, faute d'imaginer des solutions plus éducatives... Pour tous les humanistes, ces pratiques de plus en plus évoquées, étaient un retour au Moyen Âge, à la barbarie. La loi française du 21 juin 2030 se contenta donc de laisser l'initiative des sanctions aux tribunaux locaux sous réserve qu'aucune ne nuise à l'intégrité physique ou morale des condamnés. Toute personne ayant eu à se plaindre d'un non respect de cette réserve, pouvait porter plainte auprès d'un autre tribunal et obtenir réparation et des sanctions à l'encontre des juges du premier tribunal.

La définition des cas d'atteinte à "l'intégrité des personnes" fut longuement discutée dans toutes les instances locales, puis les propositions examinées par des comités de philosophes, juristes, spécialistes des droits de l'homme, puis renvoyées à la base. Il fallut six mois d'un débat insensé pour aboutir à un texte suffisamment clair pour être compris de tous, suffisamment précis pour couvrir tous les cas possibles. Les juges surent ainsi qu'ils ne pourraient plus admettre qu'un prévenu soit blessé dans sa chair ou dans sa dignité, ne pourrait être totalement coupé de son environnement familial et affectif, ne pourrait être privé de sexualité etc. Les sycophantes de tous poils annonçaient la fin d'une condamnation possible et l'immunité généralisée pour tous les criminels, mais les tribunaux surent presque toujours faire l'effort d'imagination nécessaire pour trouver, dans ce cadre là, la sanction respectueuse de la victime et du coupable, pour allier la punition et le soin. La loi française fit école à travers le Monde autant que la Déclaration des droits de l'homme de 1789.

«Lundi 10 juin 2030 : Hier soir, j'ai rendu visite à mon beau-frère qui est capitaine sur la base militaire de Courbessac. Depuis la Révolution, il est resté dans le logement de fonction qu'il occupait alors. Tous les matins, il va voir son avion et une fois par semaine, il met les moteurs en marche, juste le temps de vérifier si tout fonctionne bien. Avec le dernier plein de kérosène qu'il a fait avant l'arrêt des livraisons et le petit stock dont la base dispose encore, il a calculé qu'il pouvait mettre en route les réacteurs quelques minutes par semaine pendant presque trois ans. Il m'a annoncé que l'état-major était en plein boom pour décider de l'avenir des pilotes, des mécaniciens et des avions. Il semble que l'on se dirige vers un démantèlement total et cela le désole, non seulement pour le plaisir qu'il éprouvait de voler à mac 2 mais aussi du gâchis technologique que représente la destruction d'un tel engin.... De mon côté, j'ai le sentiment que le démantèlement serait bien imprudent. Qu'un conflit se déclare avec un pays, qui lui aura opté pour la conservation de sa force de frappe, et nous n'aurons aucun recours possible...La loi du plus fort ne s'abolit pas unilatéralement !»

Le plus bel exemple du renversement de valeurs induit par la suppression de l'argent, fut celui de la Défense. En France, elle représentait 46% des dépenses nationales. Et pour la défense de qui ?... De quoi ?... Depuis la fin de la guerre d'Algérie en 1962, l'Etat n'avait eu que de très légères participations dans des conflits extérieurs et pour des mobiles financiers bien plus qu'humanitaires. Plus de soixante dix ans de misère sociale qui aurait été aisément soulagée sans cette folie sécuritaire ! Les salaires ayant disparu, peu de volontaires se présentèrent pour fabriquer bénévolement des chars d'assauts et des bombes à fragmentations ou pour se battre contre un danger hypothétique. Pour la première fois dans l'Histoire, tous les pays du monde se retrouvaient dans une même situation, et l'argument de la course à l'armement, de la nécessité de se protéger contre l'agressivité armée de l'autre, n'avait plus aucun sens. C'est uniquement parce que l'un possédait des sous-marins nucléaires qu'il était nécessaire à l'autre d'en fabriquer de plus performants.

Au début du siècle déjà, des situations, qui auraient été comiques sans leurs conséquences sur la vie des plus pauvres, auraient dû remettre en cause cette absurde course : La commande d'avions

de chasse par le Brésil à la France en 2009, l'achat de sous-marins par la Grèce en pleine crise économique de 2010, le rééquipement complet de l'armée chilienne en 2014 etc. Contre qui tous ces pays devaient-ils se défendre ? Ou plutôt, quelles combines financières avaient suscité ces transactions coûteuses pour le peuple ? Comment les citoyens avaient-ils accepté ces folies sans se révolter ?

La suppression de l'argent ayant entraîné la fin des Etats centralisés, l'énorme machine militaire qui dévorait près de la moitié du budget de la France n'avait plus de sens. Il fallut du temps pour que les états-majors acceptent cet état de fait et se résolvent à admettre que la défense du territoire et des intérêts des Français pouvait se concevoir autrement que par la dissuasion. Après quelques mois d'immobilisme total pendant lesquels l'armée se contenta de conserver précieusement ses armements, ses locaux et son personnel, il apparut évident que la grande majorité des Etats se trouvaient dans la même situation et que leur position était intenable. La question se posa alors de l'usage que l'on allait faire de ce potentiel colossal. Allait-on laisser pourrir des tonnes de vêtements, de chaussures, de couvertures ? Allait-on laisser rouiller des millions d'armes sophistiquées, des avions de chasse, des navires, des sous-marins ?

Il faut bien admettre que les militaires, s'ils sont souvent limités par leur obéissance totale à la hiérarchie, s'ils sont par nature portés à la violence plutôt qu'à la conciliation, ils ont un sens de l'organisation et un savoir faire logistique indéniables. Ils obéissent aux dictats de la nouvelle société comme ils l'avaient fait vis-à-vis de l'ancienne, ils mirent spontanément leur force au service de la collectivité. Avec méthode et précision, ils entreprirent le recyclage de tout leur matériel selon les besoins de chacun. Tous les vêtements de combat, solides et pratiques, serviraient de tenues de travail. Les sous-vêtements, chemises, vestes molletonnées, matériels de literie, chaussures, seraient distribués dans toutes les régions en fonction des besoins de la population et stockés dans des entrepôts, prêts à servir pour un usage civil. Les armes, seraient démontées et refondues pour l'industrie métallurgique. Les camions, jeeps, engins du génie, serviraient aux collectivités locales pour les chantiers d'intérêt général qu'elles décideront. Le problème était plus complexe pour les avions de chasse, les sous-marins atomiques, les porte-avions, tanks et blindés en tous genres, généralement suréquipés en matériel

de détection, de communication. Que faire d'un chasseur volant à des vitesses devenues inutiles et consommant une énergie folle ? Les débats au sein des états-majors se prolongèrent longtemps, certains préconisant le démontage pur et simple et la réutilisation des composants dans des usages divers, les autres trouvant plus économique de conserver ces engins en leur état, de les entretenir soigneusement et de les utiliser pour les cas d'urgence. Qu'un séisme nécessite le recours d'un technicien hautement spécialisé à l'autre bout du monde, qu'une vie doive être sauvée par une greffe qui ne se trouve qu'aux antipodes et nécessite un transport rapide, on sera alors content d'avoir un avion, en bon état, avec son pilote et son équipe de mécaniciens. C'est ainsi que tous les chasseurs français furent répartis sur les différents aéroports, prêts à intervenir à la demande d'une commune ou d'un pays lointain. Chaque équipe d'entretien fut formée pour évaluer la validité des demandes en fonction du coût énergétique et écologique du déplacement.

Les navires de guerre type aviso, croiseur, escorte, furent désarmés et destinés aux secours en mer. Leur vitesse de croisière et leur équipement permettait en effet le repérage et l'abordage rapide d'un chalutier ou d'un voilier en détresse. Les deux porte-avions furent transformés en navires hôpitaux. Une équipe de médecins issus du secteur humanitaire avait contacté l'état-major de la marine lui exposant l'intérêt de créer des hôpitaux mobiles plutôt que d'en construire des dizaines à grand frais dans toutes les zones côtières défavorisées du Monde. La présence à bord d'hélicoptères et de vedettes de débarquement pouvait en outre permettre d'embarquer et de débarquer les patients quelles que soient les conditions météorologiques ou le relief des côtes. L'équipe médicale s'était fait communiquer les plans des bâtiments et avait trouvé une utilisation judicieuse de tous les locaux disponibles, tant pour l'hébergement des malades et de leurs familles que pour les différents postes techniques qu'ils projetaient d'y installer. En outre, leur projet était matériellement facile à réaliser et extrêmement cohérent. Soutenus par plusieurs médecins et chirurgiens de la Marine Nationale, ils n'eurent guère de difficulté à convaincre l'état-major, à la grande satisfaction des équipages qui craignaient de perdre le seul métier qu'ils connaissaient et aimaient.

« Lundi 22 octobre 2035 : Roger a ouvert une salle de boxe dans le local inoccupé du rez-de-chaussée de l'immeuble. Du temps où il était commissaire, il avait pratiqué la boxe thaïe à un niveau très honorable. L'idée est venue d'un jeune du quartier qui pratique la boxe française et désirait enseigner son art. J'ai entendu ces deux sportifs discuter de leurs techniques respectives et cela m'a surpris. Je n'aurais jamais pensé qu'il puisse y avoir de relation aussi directe entre le sport et la structure sociale... »

Roger Berthier avait une conception du sport et de la boxe en particulier tout à fait opposée à celle de son jeune collègue. Le premier pensait compétition, victoire sur l'adversaire et démonstration de puissance. Le second pensait partage d'un jeu physique, confrontation de deux capacités à se mouvoir dans l'espace. L'un rêvait de KO, de coups mortels et imparables, de courage face à la douleur, l'autre parlait d'équilibre entre le mental et le physique, de contrôle de la violence, de coups puissants et habiles effleurant à peine le partenaire. Pourtant, les deux hommes s'estimaient et cherchaient à se convaincre mutuellement. Le premier avait besoin de son compère pour comprendre la nouvelle mode et se mettre au goût du jour, le second avait besoin du sens de l'organisation, de la discipline de l'ancien commissaire, les deux respectaient la qualité sportive de l'autre.

- Vous voyez Berthier, ce n'est pas un hasard si votre boxe thaïe a quasiment disparu ici comme ailleurs et si la boxe française, inconnue hors du pays à votre époque, est devenue si populaire. De votre temps, la société ressemblait beaucoup plus à votre technique qu'à la mienne.

- C'est une façon de voir... Moi je pense que la réalité de la vie c'est plutôt la boxe Thaïe. Dans la nature, la sélection se fait par la puissance, le courage et la résistance. Un cheval qui n'a pas ces qualités ne trouvera jamais une femelle dans le troupeau et ne se reproduira jamais.

- En somme, votre idéal d'homme c'est l'étalon et le mien serait le minable bourrin !...

- Ce n'est pas mon idéal, c'est comme ça, c'est tout.

- C'est votre ancienne société marchande qui vous a fait croire cela. Vous pensez que votre boxe était jadis plus populaire que la mienne

en raison de sa seule cohérence avec la nature humaine comme vous dites. Mais c'est une vue de l'esprit. En réalité, ce sont les Américains qui ont mis ce sport à la mode, avec tous leurs films de Bruce Lee, les moines de Shogoun et autres clowneries. Le modèle du cowboy étant usé, ils ont inventé un nouvel héros qui triomphe par la force de toutes les situations. Ce n'est qu'une allégorie du riche, du *self made man*, de l'*american way of live* ! On aurait pu faire la même exploitation de la boxe française si elle avait correspondu au modèle politique du pouvoir, mais ce n'était pas le cas.

- C'est bien ce que je dis, ta boxe française ne réussit aujourd'hui que parce qu'on est dans une société de mauviettes, sans esprit de combat et sans ambitions.

- Et ce n'est pas mieux ainsi ? A quoi bon descendre un adversaire, le blesser physiquement, l'humilier moralement ? Nos assauts respectent le partenaire, se déroulent dans la gaîté et l'amitié, et sauf accident, ne mettent pas en danger les boxeurs. Vos combats étaient scandaleusement meurtriers, y compris avec des enfants élevés comme des guerriers dès l'âge de cinq ans !

- Tu exagères, j'ai gagné un championnat de France par KO au cinquième round et mon adversaire est toujours resté ami avec moi.

- Ami oui, mais avec une canne, car les multiples fractures qu'il a eues l'année suivante aux championnats d'Europe lui ont laissé de sérieuses séquelles. C'est malin !

- C'est surtout courageux.

- Berthier, vous êtes vieux jeu. Le courage aujourd'hui, ce n'est pas de faire un croche-pied à son voisin, c'est de le retenir quand il trébuche. Je n'ai pas fait que de la boxe, j'ai fait aussi de l'histoire. Regardez ce qu'est devenu le foot et ce qu'il était de votre temps, quand il était "professionnel" comme vous disiez. Pensez aux athlètes dopés aux anabolisants et aux hormones, au tour de France cycliste où le vainqueur grimpeait le Mont Ventoux le cul sur sa selle et sans une goutte de sueur !...

Epilogue.

« Lundi 22 octobre 2040 : Les médecins disent que ma santé se dégrade et qu'il me faut partir à la montagne pour respirer un air plus sain que celui de Nîmes. La commune du Pont-de-Montvert, en Cévennes, s'est fait une spécialité de l'accueil des vieux grigous comme moi. Je crois surtout que ces onze années de Révolution m'ont fatigué plus que de raison. J'ai eu beau chercher à m'adapter avec le plus d'honnêteté possible, je n'arrive pas à m'y faire. Je suis de plus en plus en opposition avec mes voisins pour des brouilles. Même ce brave Méjean me fait remarquer que je suis "décalé". Il a observé avec curiosité que j'arrête de travailler le samedi midi et que je ne me promène que le dimanche ! Il y a belle lurette que plus personne ne fait attention à ce genre d'habitudes, mais, j'ai des scrupules à me reposer un mardi... Il se moque gentiment de moi parce que je mets toujours mon réveil à sonner à sept heures quinze le matin. Il l'entend parce qu'il adore rédiger ses comptes rendus de fouilles quand tout le monde dort, dans la fraîcheur du petit matin, fenêtre grande ouverte. Il me dit que ça le fait rire quand il écrit à son bureau. Lui, son réveil c'est son cerveau qui travaille la nuit. Quand son texte est mentalement prêt, il se lève, qu'il soit quatre heures ou sept heures du matin, ou reste couché quand son cerveau ne lui a rien dicté la veille !

Stéphane a raison, les vieux ne peuvent pas comprendre !... Dire que je me faisais du souci pour son avenir. C'est plutôt lui qui s'en fait pour moi. A dix sept ans, il est serein et confiant, bien plus que nous aurions pu l'être à son âge. Il n'a pas de problème de carrière, il est assuré d'avoir toujours l'essentiel pour vivre, ses recherches historiques sont reconnues et appréciées. Quant à Louise, elle a vingt ans de moins que moi et saura se débrouiller sans moi. Elle est plus souple, plus ouverte. Elle n'a pas été élevée comme moi dans la rigueur chrétienne, la certitude de posséder la vérité, le travail salvateur. Je vais cesser d'écrire dans ces carnets puisque le Monde ne semble pas devoir revenir aux temps passés. Ma résis-

tance intellectuelle à cette utopie n'aura servi qu'à ruiner ma santé. L'utopie est devenue réalité, sans violences ni désordres fondamentaux. Je suis vaincu mais tout compte fait heureux de l'être, pour Stéphane, le petit Virgile du deuxième étage et tous ces autres gamins qui ne savent même plus ce que l'argent veut dire... »

